

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE

SUR

LE SOUDAN FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 15 juin 1907, à 2 heures 1/2

PAR

Jean P. FRANTZ

CHEF DE BATAILLON D'INFANTERIE COLONIALE

Président : M. LESEUR.

Suffragants :

}	MM. PERREAU, professeur.
	HITIER, chargé de cours.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

Arthur ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1907

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE

SUR

LE SOUDAN FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le samedi 15 juin 1907, à 2 h. 1/2

PAR

Jean P. FRANTZ

CHEF DE BATAILLON D'INFANTERIE COLONIALE



Président : M. LESEUR.

Suffragants : $\left\{ \begin{array}{l} \text{MM. PERREAU, professeur.} \\ \text{HITIER, chargé de cours.} \end{array} \right.$

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

Arthur ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1907

INTRODUCTION

Aujourd'hui l'expression « Soudan français » ne désigne plus administrativement un territoire nettement déterminé. L'ancienne colonie du Soudan français a vu ses limites s'étendre progressivement au fur et à mesure de notre expansion. Notre influence était définitivement établie sur toutes les contrées inscrites dans la partie septentrionale de la boucle du Niger, lorsqu'en 1899 la colonie fut disloquée. Les régions du Soudan français complètement pacifiées, voisines de nos colonies côtières de l'Afrique occidentale, furent partagées entre ces dernières, celles qui étaient nouvellement soumises à notre influence constituant deux territoires confiés à l'autorité militaire.

Depuis cette époque, la colonie du Soudan a été en partie réorganisée sous diverses appellations. *Aujourd'hui*, la plupart des territoires qui la composaient en 1899 constituent la colonie désignée sous le nom de « Haut Sénégal et Niger ».

Il importe donc de définir la région appelée « Soudan français ».

J'applique cette dénomination à nos possessions de l'Afrique occidentale française bornées au nord, par le V de la boucle du Niger et les territoires du Kaarta, à

l'ouest, approximativement par le méridien de Kayes, à l'est, par la boucle orientale du Niger jusqu'à Ilo, au sud par une ligne englobant, de l'ouest à l'est, les cercles de Dinguiray, Kouroussa, Kankan, Beyla, Touba, le territoire de Kong, le Mossi et le territoire du Gourma.

Notre expansion dans cette partie du continent africain a été entreprise par Faidherbe. Abandonnée après nos désastres de 1870, elle a été reprise en 1881 par le général Borgnis-Desbordes et, depuis lors, poussée très activement par des colonnes et des missions parties du Sénégal, des Rivières du Sud, de nos comptoirs de Grand-Bassam et de nos établissements du Bénin.

« Tous ces chefs de troupe ou de mission qui établirent notre domination dans la boucle du Niger, dit M. Leroy-Beaulieu, n'obéissaient guère à des ordres précis ; ils allaient toujours devant eux, aussi loin que leur permettaient leurs ressources, d'ordinaire, très modestes.

« Et cependant leur œuvre, toute d'improvisation en apparence, fut remarquablement cohérente ; c'est ainsi, d'ailleurs, que s'est toujours faite la colonisation, chez tous les grands peuples colonisateurs, Espagnols, Anglais, Belges, Russes, comme nous-mêmes : une poussée irrépressible des agents et des chefs locaux, tant qu'ils se trouvaient en présence de peuplades incohérentes et de territoires ouverts. »

Pendant de nombreuses années, l'opinion publique et la majorité du Parlement ont été ou indifférentes ou hostiles à notre établissement dans la boucle du Niger.

D'où provenait cette indifférence ou cette hostilité ? On peut l'attribuer à diverses causes.

Les renseignements sur ces contrées nous ont été fournis à l'origine par les officiers et explorateurs qui ont été les premiers pionniers de notre action dans le continent africain. Ces officiers, préoccupés de leurs opérations militaires ou de leurs explorations et des moyens matériels de les conduire à bonne fin, pouvaient porter assez difficilement un jugement motivé sur les ressources des pays traversés.

En outre, les contrées échues en partage à la France avaient été le théâtre de révolutions séculaires ; des conquérants barbares tels que El-Hadj-Omar, Amahdou, Samory, les avaient pillées et dévastées. La solitude accidentelle, créée par les massacres et l'insécurité paraissait à de nombreux officiers un fait inéluctable. Beaucoup ont craint au moment de l'établissement, que l'Afrique noire ne payât pas les frais de la conquête.

Ayant parcouru une partie de ces régions du Soudan, comme lieutenant, pendant la campagne de 1893-1894, j'avoue humblement avoir partagé cette impression pessimiste.

Les résultats économiques de cette conquête n'apparaissant pas très nettement au début, le Gouvernement et

le Parlement voyaient avec une certaine méfiance augmenter les dépenses nécessitées par l'occupation militaire. Ces dépenses paraissaient d'autant plus exagérées que d'autres colonies de l'Afrique occidentale, se contentant d'exploiter les richesses naturelles de la côte, ne coûtaient rien à la Métropole.

Pour les impatients qui ne considéraient que les premiers résultats, la comparaison entre ces colonies côtières et le Soudan augmentait encore la défaveur de ce dernier.

Aussi, il y eut une période où on ne pouvait prononcer au Parlement le nom de « Soudan » sans soulever des attaques passionnées. On reprochait surtout à nos officiers de faire de cette colonie un champ de manœuvre où la gloire seule se cultivait.

Pendant la première phase de notre occupation, les commandants supérieurs ont dû consacrer leurs plus sérieux efforts à l'œuvre de conquête et de pacification ; la partie la plus importante de cette œuvre est dès à présent accomplie ; l'ordre et la sécurité, conditions indispensables à la production sont partout assurés.

En 1895, le colonel de Trentinian fut nommé lieutenant-gouverneur du Soudan français ; à cette époque, la conquête étant très avancée, le lieutenant-gouverneur put, tout en achevant la pacification, pousser avec ardeur la mise en valeur de la colonie.

En dehors des travaux de chemin de fer et des voies de

communication, la colonie a fait en quelque sorte son inventaire ; des missions d'études l'ont parcourue ; les officiers ont fait connaître, dans des notices répandues dans le public, la valeur et l'avenir économique des territoires qu'ils administraient ou qu'ils parcouraient. Des améliorations intéressantes ont été apportées à toutes sortes de cultures, et en particulier au coton. De plus, des facilités ont été données aux commerçants qui venaient apporter leur initiative ou leurs capitaux et le mouvement économique a pris une rapide extension qui ne s'arrêtera pas.

C'est ainsi que l'ancienne colonie du Soudan français a vu tomber les préjugés que ses détracteurs avaient accrédités contre elle. La légende du Soudan infertile, malsain, inutile et d'ailleurs fermé à toute entreprise de colonisation a vécu.

En même temps l'idée coloniale a fait peu à peu son chemin à travers toutes les couches sociales. Au Parlement, l'hostilité contre le principe même de la politique coloniale a disparu et les discussions sur les colonies portent désormais presque uniquement sur des points de méthode.

En Afrique occidentale, un nouvel organisme, « le gouvernement général », a été reconstitué par les décrets du 1^{er} octobre 1902 et du 18 octobre 1904. Il coordonne les efforts financiers des différentes colonies de notre Ouest

africain. Ce gouvernement général a contracté deux emprunts, l'un de 65 millions et l'autre de 100 millions, qui vont permettre la mise en valeur de nos possessions et en particulier la création et l'amélioration au Soudan des voies de communication, dont l'absence a si longtemps entravé le développement de la colonie. Des résultats importants sont déjà obtenus. Le chemin de fer de Kayes au Niger est terminé depuis 1904, la navigation des fleuves Sénégal et Niger est améliorée, le trajet de Dakar à Tombouctou, qui était considéré il y a encore quelques années comme un véritable voyage d'exploration, s'accomplit maintenant avec la plus extrême facilité.

La paix règne dans ces territoires ; une organisation rationnelle est créée. La population, jadis décimée par des années de guerre et de traite, se reconstitue. L'inventaire se fait, les initiatives surgissent. Partout les cultures se développent.

Pour s'affranchir de la sujétion à laquelle l'Amérique soumet nos industriels pour leurs approvisionnements de coton, ceux-ci ont constitué une Association cotonnière coloniale, qui cherche à obtenir de nos colonies leurs approvisionnements en matière première. A ce point de vue le Soudan paraît appelé à un très bel avenir.

Certes, l'œuvre n'est pas achevée, et il faudra encore de longues années avant que le Soudan ait atteint son plein développement.

Mais il a, dès à présent, une valeur incontestable, et,

quand on se remémore les débuts pénibles de cette colonie, il est juste de rendre hommage à cette pléiade de chefs, les Faidherbe, les Galliéni, les Borgnis-Desbordes, les Archinard, les Trentinian qui ont eu foi en l'avenir du Soudan, et qui ont su, malgré l'hostilité générale et avec les faibles moyens mis à leur disposition, assurer à la France une conquête précieuse.

C'est à l'évolution de cette colonie et à son développement économique que je consacre cette étude.

Les matières traitées y sont développées dans l'ordre suivant :

Chapitre I. — Description géographique.

Chapitre II. — Conquête du Soudan.

Chapitre III. — Organisation politique, financière, administrative.

Chapitre IV. — Production du sol et du sous-sol. — Développement économique.

Chapitre V. — Travaux publics.

CHAPITRE PREMIER

DESCRIPTION GÉOGRAPHIQUE.

Si l'on jette les yeux sur une carte de l'Ouest africain, datant seulement d'une trentaine d'années, on constate que, seuls, les noms de quelques ports rompaient le tracé régulier de la côte. L'intérieur n'était guère noirci que par le cours du Sénégal et du Niger et le nom de quelques centres, parmi lesquels Tombouctou. A quelques kilomètres de la côte se trouvait dessinée une prétendue chaîne des monts de Kong que les géographes de l'époque déclaraient être une formidable barrière montagneuse absolument infranchissable, présentant des sommets de 4.000 mètres. Les fleuves côtiers étaient réduits à une longueur très médiocre, tandis que tout l'hinterland se trouvait rattaché au domaine hydrographique du Niger.

C'est le capitaine Binger qui, le premier, contribua à détruire ces erreurs. Ce voyageur chercha, avec sa conscience ordinaire, les hautes montagnes qui lui avait été signalées et dont il avait *a priori* admis l'existence et ne les trouva nulle part. A la place de ces sommets très élevés, il ne rencontra que des plateaux ou des collines dont l'altitude ne dépassait pas 800 mètres. Dès cette époque, les monts de Kong disparurent et le régime hy-

drographique du bassin du Niger fut reconnu tout différent de la conception qu'on s'en était faite.

Grâce à la hardiesse de nos explorateurs et de nos officiers, nous pouvons, dès maintenant, tracer de cette partie de l'Afrique une esquisse géographique à peu près exacte.

Le relief n'intervient en Afrique occidentale que comme un facteur secondaire de distribution géographique : la division du sol en régions naturelles est beaucoup plus strictement liée à la répartition des pluies qui règle les productions végétales, la faune, les conditions d'habitation.

Si l'on prolonge une ligne joignant Segou et Say, on divise le Soudan français en deux zones présentant des caractères distincts : *au Nord*, une région dans laquelle le désert domine, où les eaux permanentes sont rares à la surface du sol, la végétation pauvre et la population nomade. C'est la nature du Kaarta à l'ouest du Niger qui se continue dans la boucle du Macina, aux pays Sourhaïs, au Liptako. *Seule*, la plaine d'inondation du Niger, entre Segou et Tombouctou fait reculer devant les eaux du fleuve l'aridité saharienne ; *au Sud*, on trouve la zone soudanienne, de beaucoup la plus étendue, qui se compose de plateaux traversés de chaînes montagneuses, encore incomplètement reconnues. Les dernières terrasses de ces plateaux s'étendent presque jusqu'à la côte et

sont recouvertes d'un manteau d'épaisse végétation forestière de largeur très variable.

Orographie. — L'étage dominant des plateaux de la boucle est la région du Mossi, qui se trouve être en même temps le centre hydrographique d'où naissent les tributaires de la Volta. *Les Plateaux* descendent vers la Côte de Guinée en trois marches principales : le Mossi, qui occupe la plus haute, se maintient à 800 mètres d'altitude ; au-dessous le Sikasso, le Gourounsi, le Gourma en ont 400 à 500 ; plus bas, se développent les savanes de Kong, du Gondja, de l'arrière-Dahomey (3 à 400 mètres) ; celles-ci se lient aux mamelons du Borgou.

Sur ces divers étages s'enlèvent des chaînes orientées du nord-est au sud-ouest composées de grès et de granit, et dont l'escarpement le plus raide est uniformément tourné au sud. Une première chaîne part vraisemblablement de la République de Libéria et va se terminer vers l'est à Tiola, parallèlement aux hauteurs de Sikasso. Près de Sikasso culmine un massif, celui du Mont-Mina d'où jaillissent les sources de la Volta, du Banifing, du Comoé et du Bandama.

C'est une sorte de Fichtelgebirge, isolé de tous côtés par le cours des rivières auxquelles il donne naissance.

De ce massif se détache une ramification vers le nord-ouest, le soulèvement du Kenedougou, entre le Banifing et

le Baguié. Vers le nord, il se prolonge par les hauteurs du Hombori dont les falaises abruptes culminent à 800 mètres ou 1.000 mètres au-dessus du niveau de la mer. Plus à l'est, les montagnes du Bondoukou (7 à 800 mètres) courbent à l'est la Volta noire et l'amènent à rejoindre la Volta blanche auprès de Salaga. Puis enfin, une chaîne conservant toujours une direction identique sud-ouest-nord-est se profile dans la direction de Kouandé au Borgou pour s'élargir avec le massif de l'Atakora et se terminer ensuite par de véritables ondulations jusqu'à Botou dans le Gourma et vraisemblablement jusque sur les bords du Niger à hauteur de Say.

A l'ouest du Niger, dans l'arrière-pays de la Guinée, le massif du Fouta Djallon a son axe principal de soulèvement orienté du nord-ouest au sud-est. Il est sensiblement parallèle à la côte. Une erreur ancienne portait jusqu'à 3.000 mètres l'altitude de ces montagnes ; ceci s'explique par ce fait que les massifs surgissant près de la côte, leur hauteur relative est presque la même que leur hauteur absolue pour le voyageur qui les aperçoit de l'est, mais en réalité les sommets culminants ne dépassent pas 1.300 mètres.

Les hauteurs du Fouta Djallon sont en somme médiocres, mais, par leur exposition aux vents pluvieux de l'Atlantique et la variété de leur relief, elles jouent un rôle prépondérant dans l'hydrographie de l'Afrique occidentale ; elles émettent des sources de tous côtés : le Niger, le Bafing, la Gambie, les rivières du Sud ; leur chute est

mieux ménagée au nord qu'au sud où elles tombent en 2 ou 3 bonds de plus de 700 mètres.

Les monts Tambiko et Daro qui dominent la source du Niger sont les plus hauts du Fouta Djallon ; ils s'élèvent jusqu'à 1.320 mètres. Des plateaux moins accidentés continuent le Fouta Djallon vers le sud-est et rejoignent la chaîne qui partant de Libéria se dirige vers Sikasso.

Le Fouta Djallon se prolonge au nord par un plateau élevé de 500 mètres et très remué d'où les eaux ruissellent vers les brèches du Bafing et du Niger ; les vallées sont encaissées et très difficiles à franchir, les rivières souvent coupées par des chutes de 10 à 15 mètres ; malgré les caprices de ce relief, le Dinguiray est bien cultivé, partout où la raideur des pentes ne s'y oppose pas absolument.

Le Dinguiray se continue au nord par un plateau relevé d'ouest en est qui vient se terminer sur le Niger par une falaise dont ce fleuve comble le fossé extérieur de Siguiri à Segou. Cette falaise vient tomber très près du Niger en 2 ou 3 bonds, dont le dernier presque toujours brusque est de 20 mètres. Les pays qui bordent ainsi le fleuve sur les hauteurs sont le Bouré et le Manding dont les indigènes se livrent depuis longtemps à l'extraction de l'or.

Sur le revers nord occidental du Fouta Djallon prend naissance la vallée de la Falémé. La rivière, qui a creusé son lit de 5 à 6 mètres dans les alluvions atteint, en plaine, une largeur de 300 mètres. Entre la Falémé supérieure et le Sénégal les sommets culminants du plateau

atteignent 700 mètres ; les alluvions précipitées dans les fonds sont souvent aurifères, dans le Bambouk en particulier.

Hydrographie. — Le fleuve Sénégal est formé à Bafoulabé par la réunion du Bafing et du Bakhoy. Le régime du Sénégal est réglé par les pluies d'été du Soudan ; tandis que Saint-Louis n'a que 0 m. 40 de pluie annuelle, on a relevé 0 m. 55 à Bakel et 1 m. 27 à Kita. La crue culmine à Bakel au mois de septembre par 14 à 15 mètres ; elle s'étale en aval sur une surface élargie, monte de 9 mètres à Matam et de 6 mètres à Podor ; à Saint-Louis elle est insensible ; le pays prend alors un aspect nouveau, les étangs et les marigots des rives sont confondus avec le fleuve qui s'étend parfois sur 30 kilomètres ; un courant jaunâtre chargé d'alluvions roule vers la mer ; le cours inférieur que la marée domine aux basses eaux perd toute salure ; des vapeurs chargés de 1.800 tonnes montent sans obstacles jusqu'à Kayes. Quand les eaux baissent, les noirs reviennent en hâte semer sur les terres engraisées ou récolter le riz sur celles qu'ils ont disposées pour recueillir l'inondation. Mais alors, la grande navigation s'arrête ; en mai et juin les chalands calant 0 m. 60 atteignent très péniblement Matam. Kayes est au point terminus de la navigation d'été. Il a été longtemps le chef-lieu du Soudan ; c'est une ville de casernes et de bâtiments administratifs, point de

départ du chemin de fer qui relie le Sénégal au Niger.

Le fleuve Sénégal finit par un delta que la flèche de sable appelée « Langue de Barbarie » sépare de la mer. La barre, en déplacement incessant, d'une hauteur d'eau variable, interdit parfois aux bâtiments de mer l'entrée du Sénégal ; cependant, sous la réserve qu'il faut souvent attendre une marée favorable pour la franchir, on peut dire que le Sénégal est navigable sur 350 kilomètres jusqu'à Podor, pour des navires calant 3 mètres et ceci, toute l'année, même aux plus basses eaux.

LE NIGER. — Le Niger français se compose de deux fleuves différents d'aspect et de régime, le *Djoliba* qui s'étend depuis ses sources dans la Haute-Guinée jusqu'à la plaine de Djenné et la région lacustre ; l'*Issa Ber* qui contourne les territoires désertiques de la Boucle, commençant à la région lacustre à laquelle il s'alimente et se terminant un peu en aval de Say.

Des sources au lac Debo. — Au pied de la falaise, dont il est éloigné de 3 à 30 kilomètres, le Niger est large de 400 à 2.000 mètres : Siguiri, Kangaba, Bamako, Koulikoro en sont les principales positions. Siguiri commande les confluent d'où l'on remonte soit vers les villes jadis occupées par Samory, Kankan et Bissandougou, soit vers le Dinguiray et le Fouta-Djallon.

Bamako est maintenant le chef-lieu de la colonie du Haut-Sénégal et Niger. On espérait en 1883 faire de Bamako le point de départ de la navigation du Niger ; on

s'était trompé ; à 6 kilomètres plus bas le fleuve tombe brusquement de plus d'un mètre, puis il franchit d'autres rapides rendus plus dangereux par les troncs d'arbres que son cours entraîne et n'est définitivement libre qu'à Koulikoro (70 kilomètres aval de Bamako), l'amorce de la navigation sur le moyen Niger ; de là on ne rencontre plus de barrière jusqu'à Ansongo.

Quant au bief amont, Bamako-Siguiri, on ne peut affirmer qu'il soit en tout temps navigable ; le fleuve est encombré d'îles boisées, de bancs de sable, sur lesquels les échouages sont assez fréquents ; une flottille de remorqueurs et de chalands peut cependant s'en servir une partie de l'année.

A Koulikoro, le Niger s'étend sur 2 kilomètres et forme une belle voie jusqu'aux marais du lac Débo ; la falaise de sa rive gauche s'efface insensiblement, la pente est réduite à 0 m. 06 par kilomètre. Nyamina, Segou, Sansasanding, Djenné en sont les villes principales.

Sur le Djoliba, la saison des pluies commence au mois de mai et s'établit nettement dans le courant de juin ; elle acquiert son maximum d'intensité à la fin de juillet, décroît en septembre et se termine à la fin d'octobre ; c'est en novembre que revient la saison sèche. Comme on le voit, le climat du Djoliba est très nettement dessiné, période de sécheresse ou saison des pluies, c'est-à-dire périodes absolument distinctes l'une de l'autre.

Le climat de l'Issa-Ber est très différent de celui du

Djoliba ; la saison des pluies ne se dessine guère que tout à fait à la fin de juin, elle acquiert son maximum d'intensité à la fin d'août et se termine à la fin de septembre, au plus tard dans les quatre ou cinq premiers jours d'octobre.

Le climat de l'Issa Ber est plus sain que celui du Djoliba, il est plus sec et plus chaud, mais la période humide est plus courte et moins dangereuse.

La crue du Niger (1). — « Le Djoliba monte en juin, les tornades s'accroissent, les rigoles et les marigots latéraux grossissent et viennent en juillet au niveau des terrains que le Niger va, comme eux, inonder et fertiliser par ses apports alluvionnaires. A la fin d'août, les rives sont submergées ; par endroits même on navigue dans la forêt ; les seules terres émergentes sont, auprès des villages, les champs de culture qui deviennent alors de toute beauté. La plaine de Djenné est complètement sillonnée par des canaux navigables à cette époque et par des rigoles où s'infiltre la crue combinée du Bani et du Djoliba. Il est évident qu'à cette époque tous les terrains que l'on aura pris soin d'entourer de digues et de petits talus seront facilement protégés, car la crue monte à peine de 15 à 30 centimètres au-dessus des berges lorsque la saison des pluies ne présente rien d'anormal. C'est en octobre que le Niger descend d'une façon très progressive, de 2

(1) Extrait d'un article signé Nautilus, publié par le *Bulletin du Comité de l'Afrique française*.

à 5 centimètres par jour, pour atteindre son niveau inférieur en mars. Les rives se découvrent, la plaine de Djenné s'assèche, les cultures que l'on voudrait tenter lorsque finit la saison des pluies, devront alors se faire en terrains irrigués.

« Sur l'Issa-Ber, la crue procède d'une façon différente. La crue résultant des apports du Bani et du Djoliba se déverse sur ce que l'on appelle la région lacustre. Elle comprend tous les lacs de la région nord et tous les terrains submergés qui s'étendent depuis la falaise de Bandiagara jusqu'à 150 kilomètres dans l'ouest, et depuis le village de Mopti jusqu'au nord de Sompi à 100 kilomètres environ en amont de Kabara.

« Cette région lacustre forme une immense cuvette où la crue se condense d'abord, elle déverse son trop plein dans l'Issa-Ber d'une façon très progressive, elle gonfle tous les lacs, puis ceux-ci renvoient leurs ondes aquatiques dans le fleuve lorsque le niveau du Niger tombe au-dessous des inondations et des barres qui se trouvent à l'entrée des marigots reliant ces lacs à l'Issa-Ber. Il en résulte que le fleuve est alimenté d'une façon très régulière et pendant plusieurs mois par la région lacustre qui joue le rôle de régulateur et de distributeur de la crue.

« Ainsi que l'a remarqué le capitaine Lenfant, la crue de l'Issa-Ber est due presque uniquement à ce qu'il appelle la « crue occidentale » (Bani-Djoliba), la saison des pluies dans la Boucle étant insuffisante pour accélérer

le débit du fleuve dans cette région, et chose plus curieuse encore, tout le long de cette artère qui coule à travers le Sahara, les rives de l'Issa-Ber sont chaque année submergées par la crue qui joue ici le même rôle que celle du Nil en Egypte. Il en résulte qu'en plein désert les rives du Niger sont recouvertes parfois sur d'immenses étendues d'une nappe d'eau peu profonde qui dépose un limon nourricier de 4 à 7 millimètres d'épaisseur à l'époque même où la saison des pluies est complètement terminée.

« Nous sommes donc ici en présence de deux fleuves différents d'aspect et de régime : 1° le Djoliba qui forme une région pluvieuse des plus caractérisées ; 2° l'Issa-Ber qui ne forme pas de crue, mais qui reçoit du condenseur lacustre une onde aquatique dont le débit est suffisant pour submerger les rives et enrichir la contrée. »

Les affluents du Niger. — Dans son cours supérieur, le Niger recueille avant de s'enfuir dans le nord toutes les eaux tombées dans le massif montagneux du Fouta-Djallon. Un grand nombre d'affluents courent à l'artère principale, les uns sur la rive gauche perpendiculairement, les autres sur la rive droite parallèlement. Sur la rive Est, c'est un enchevêtrement confus de cours d'eau qui se glissent à travers les rochers pour aboutir à la vallée principale : il serait fastidieux de les citer, la plupart d'ailleurs sont impraticables ou inutilisables.

C'est à Mopti (car le Niger a coulé presque solitaire de

Bamako à Diafarabé) qu'il reçoit le plus important de ses affluents, le Bogoë ou Bani, affluent considérable, qui arrive en ce même point avec un volume d'eau presque aussi formidable que celui du Niger. Puis les affluents se font rares et ne tardent pas à disparaître complètement.

CLIMAT. — Du parallèle de Tombouctou jusqu'à la côte de Guinée on trouve toutes les transitions entre le climat saharien et le climat équatorial. Tout ce que l'on peut dire de plus général sur le climat du Soudan c'est : 1° qu'il est caractérisé par l'alternance d'une saison sèche avec vents du Nord et d'une saison humide avec pluies et orages venant du Sud.

2° La région du Niger est un pays de moussons très caractérisé.

Comment s'expliquer cette alternance ? M. Camille Guy qui s'est occupé de cette question en donne l'explication suivante : « Pendant l'été boréal, le Sahara brûlant est un foyer d'appel ; les vents viennent de l'Atlantique et soufflent du Sud-Est ou du Sud-Ouest vers le Nord et le Nord-Est. Ayant traversé l'Atlantique, ils entraînent avec eux des nuages chargés de pluies ; accrochés au flanc des hauteurs ou mis simplement en contact avec la terre, ces nuages crèvent ; c'est la saison des pluies. En hiver, le phénomène contraire se produira, c'est la mer qui sera relativement plus chaude que le

désert puisque le soleil se trouve alors dans l'hémisphère austral et c'est la mer, par conséquent, qui constituera le foyer d'appel. Les vents soufflent alors du Nord et du Nord-Est ; ils viennent du désert vers l'Océan Atlantique et ils n'apportent pas de nuages : c'est la saison sèche. Telles sont les règles générales, à la condition de ne pas tenir compte des phénomènes locaux qui peuvent modifier la direction normale des vents et des pluies. Il est bien certain, en outre, que la quantité des pluies tombées diminuera sensiblement en allant du Sud au Nord et de l'Ouest à l'Est. Les nuages laissent en effet échapper l'eau qu'ils contiennent sur les massifs de la côte et, comme ils s'épuisent à mesure qu'ils avancent, ils n'auront plus que quelques gouttes à verser sur les pays au nord de la boucle. Les pluies très fortes, par exemple, sur la Côte de Guinée et du Sénégal seront déjà moins abondantes au centre de la boucle et seront à peu près inconnues dans la région de Tombouctou. »

Les observations qui ont été faites par nos explorateurs confirment ces lois.

Le commandant Toutée s'exprime ainsi : « Le bassin du Niger est soumis à deux climats différents, le climat équatorial et le climat tropical. Le premier, qui règne à peu près jusqu'au parallèle 8 comporte quatre saisons par an : deux saisons sèches et deux saisons pluvieuses. Le deuxième, qui comprend à peu près une zone de 10 degrés ne comporte que deux saisons : une sèche et une pluvieuse ; l'axe de cette aire météorologique est

donné par le 13° parallèle. De juin à octobre la pluie tombe presque tous les jours le long du 13° parallèle ; mais, en même temps que la pluie tombe à Say, elle tombe aussi tout le long de ce même parallèle vers Kankan dans la branche supérieure du Niger. »

RACES. — Ce qui manque à la population du Soudan, c'est une origine commune, c'est l'unité. Là, vivent les races les plus diverses et les plus opposées. Le fond de la population du Soudan est constitué par la race nègre, mais, par suite de nombreuses invasions toutes venues de l'est, les anciennes races ont été presque partout submergées ou transformées par les envahisseurs. Toutes ces invasions se sont avancées vers l'ouest, suivant la bande des steppes où les conditions se maintenaient sensiblement constantes ; ils n'ont pas tardé à découvrir au sud la zone soudanienne, plus riche et plus habitée. Ils se sont progressivement établis parmi les races noires déjà fixées et sont eux-mêmes devenus plus sédentaires. Ils se sont mâtinés.

Mandingues ou Malinkés. — On attribue cette origine orientale aux Mandingues dont l'empire couvrit aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles tout le Soudan, de Tombouctou à la forêt équatoriale. Moins noirs que les Ouolofs du Sénégal, ils sont plus sveltes, ils ont les joues barrées d'une triple cicatrice.

Ce sont de beaucoup les plus nombreux de nos sujets de l'Afrique occidentale ; on peut supposer qu'ils sont apparentés aux Haoussas. Bien des variétés sont représentées parmi les Mandingues qui s'échelonnent sur plusieurs niveaux de civilisation, mais la langue malinké est celle qui constitue dans l'Afrique occidentale le meilleur instrument de relation. Les Dioulas ou colporteurs qui sillonnent les routes de caravanes sont des Mandingues ou des Haoussas ; ils professent un islamisme peu fanatique qui établit entre eux un lien corporatif autant que religieux. Certains, par exemple, sont agriculteurs en pays Bambaras ou sur les affluents du Niger supérieur, d'autres sont forgerons. Quoi qu'il en soit de l'unité d'origine plus ou moins rigoureuse des divers éléments mandingues, on peut affirmer que la colonisation européenne trouvera parmi les indigènes des auxiliaires précieux pour l'exploitation des ressources variées de tout ce pays.

Peuhls. — Après les Mandingues sont venus de l'est les Foulas ou Peuhls, pasteurs sémites dont la marche en avant paraît remarquable par son extrême dispersion. Ils se sont répandus à travers toute l'Afrique occidentale par petits groupes sans lien fédératif ; ils forment des îlots dans le Mossi, le Macina ; leur habitat originaire serait auprès de la Mer Rouge.

Les Peuhls, malgré les altérations du métissage, se distinguent encore par leurs aptitudes pour l'élevage du gros bétail, ils pratiquent l'Islam.

En raison même de leur civilisation supérieure ils accueillent les blancs avec plus de méfiance que n'en manifestent les autres populations du Soudan, et cependant une entente générale avec la race peuhle nous est nécessaire puisque ces indigènes savent élever le bétail dont le Soudan a besoin pour abolir progressivement le portage autant que pour varier l'alimentation des résidents européens.

Touaregs. — Au VII^e siècle de l'ère chrétienne, l'invasion arabe dans le nord de l'Afrique a rejeté vers le désert beaucoup d'habitants qui ne voulaient pas se plier à la loi des envahisseurs ; ces Berbères, expropriés de leurs cultures héréditaires sont devenus les nomades du désert, les Touaregs, toujours demeurés très hostiles à la race arabe.

Les Touaregs partagés en plusieurs confédérations (Kelouis, Aouellimidens, etc.), nomadisent actuellement à l'est des pays maures jusqu'aux confins de l'Ouadaï, près du lac Tchad, ce sont des caravaniers et des éleveurs de chameaux. Quelques-uns seulement sont riches et mènent une existence relativement confortable, mais la plupart de ces tribus nomades sont excessivement pauvres : elles dépendent absolument des pâturages que nourrissent au nord du Soudan les dernières pluies tropicales.

Sonhroïs. — De Djenné au Niger habitent les Sonhroïs,

probablement venus aussi du Nil. Un Sonhroï se reconnaît à première vue au milieu du groupe de nègres le plus bariolé ; il est cependant noir comme les autres, mais le nez est droit, long, en pointe plutôt qu'aplati, les lèvres sont assez fines, l'angle facial est sensiblement le même que celui de l'Européen. L'Empire Songhoï ou Sourhaï s'étendit autrefois sur les deux branches du Niger, mais cette race a reculé devant l'invasion des Touaregs.

Maures. — Sur la lisière méridionale du Sahara, les Touaregs ont rencontré des populations noires : ils les ont asservies et contraintes à travailler pour eux dans les oasis et les vallées, mais ils ont aussi mêlé leur sang au sang nègre et de là procèdent les Maures de la rive gauche du Sénégal.

Les Maures de cette région recueillent la gomme, soit pour leur alimentation soit comme objet d'échange. C'est aux chefs de leurs tribus que nos commerçants sénégalais payaient jadis les « coutumes » dans les escales du fleuve.

Beaucoup d'autres noirs auxquels la nomenclature usuelle réserve des noms particuliers sont des métis dont les origines sont connues et qui réunissent en un ensemble des traits empruntés à tous leurs auteurs ; ainsi les Toucouleurs, guerriers et pasteurs, sont issus des Peuhls

et des Maures, les Kassonkhés proviennent de croisements entre Peuhls et Mandingues ; leurs femmes passent pour les mieux faites du Soudan, l'élégance des formes vient des Peuhls, la couleur et le profil plus épais des Mandingues.

Deux circonstances ont contribué à affaiblir le développement de ces races indigènes ; la guerre chronique qui n'a cessé que depuis quelques années et l'établissement de factoreries européennes à la côte dès le xv^e siècle. Pendant longtemps l'Europe n'a guère demandé à l'Afrique occidentale que des esclaves, c'est-à-dire que son influence a poussé à la dépopulation humaine.

Aussi la densité de la population est-elle très faible dans tout l'Ouest africain.

Religion. — L'islamisme est la religion des plus avancés de nos sujets africains. Cette religion s'est propagée de deux manières : par la force, avec les conquérants tels que El Hadj Omar et Mahmoudou Lamine ou avec les marchands d'esclaves du type de Samory, et d'une manière beaucoup plus douce par les pasteurs Peuhls qui ont converti les Mandingues et les Haoussas parmi lesquels ils se sont établis. Les Peuhls font partout instruire leurs enfants selon le Koran et s'abstiennent de boissons spiritueuses. Ce sont les marchands ambulants de toute l'Afrique occidentale et leur religion progresse avec eux.

C'est une force sociale qui naît en dehors de nous et qui a attiré l'attention du gouvernement.

La plupart des autres indigènes sont adonnés à des pratiques fétichistes ; leur nombre est très supérieur à celui des musulmans.

CHAPITRE II

CONQUÊTE DU SOUDAN.

C'est Faidherbe qui conçut, le premier, l'idée de la pénétration du Sénégal vers le Niger. En 1860, nos comptoirs sur le Sénégal s'étendaient jusqu'à Médine où un poste avait été construit au mois de mai 1857 et défendu contre El Hadj Omar.

En 1863, Faidherbe rédigeait, à l'occasion d'une mission qu'il confiait au lieutenant de vaisseau Mage, des instructions dans lesquelles il indiquait très nettement sa politique de pénétration en Afrique occidentale. Les idées essentielles de cette politique étaient les suivantes :

1^o La jonction du Haut-Sénégal au Haut-Niger par une ligne de postes ;

2^o La possibilité de faire passer par ces voies les objets d'importation européenne pour en faire le commerce sur le Niger et retour par la même voie des matières riches ;

3^o L'impossibilité de songer à cette même voie pour les marchandises encombrantes des bords du Niger et l'importance qu'il y aurait à voir si on ne pourrait pas utiliser à cet effet l'embouchure de ce fleuve.

Faidherbe a expliqué ailleurs quel caractère il avait voulu donner à cette marche vers le Niger :

« Il s'agit d'occuper par des postes-comptoirs la ligne de Médine au Niger. Ce n'est pas par la force que nous voulons nous établir dans le pays. Les circonstances sont favorables ; nous resterons neutres entre les belligérants.

« Nous pénétrerons dans ces pays pour y faire régner la paix et la justice afin que les habitants puissent jouir de leurs richesses naturelles en faisant avec nous un commerce avantageux aux deux parties.

« Persuadons aux populations indigènes que nous ne voulons pas nous mêler à leurs guerres, que nous ne désirons qu'une chose, commercer pacifiquement avec tout le monde. »

Le voyage de Mage est remarquable, non pas tant par les découvertes géographiques qui en résultèrent, que par l'idée même qui l'avait fait naître : la pénétration du Soudan.

Le 28 février 1864, Mage atteignait Segou où il fut reçu par Ahmadou, fils d'El Hadj Omar, qui dirigeait alors dans le Macina la campagne où il devait trouver une mort si tragique.

Le fils d'El Hadj Omar finit par signer le traité que lui proposait Mage, mais avec des modifications qui ne furent point ratifiées. Mage revenait à Médine le 28 mai 1866.

Les efforts de Faidherbe et de Mage ne parvinrent pas à attirer l'attention du gouvernement et l'opinion publi-

que resta complètement indifférente à notre pénétration dans l'Ouest africain.

De 1870 à 1890. — Au lendemain de nos désastres continentaux de 1870-1871, l'opinion publique française n'était ni rigoureusement informée de la valeur de l'Afrique occidentale ni par conséquent éprise d'une idée d'expansion dans ces parages.

Jusqu'à l'année 1876 la marche vers l'est ne fut pas reprise. On se contenta de pacifier le Sénégal.

En 1876, Brière de l'Isle, nommé gouverneur du Sénégal, reprend les projets de Faidherbe et, à partir de ce moment, la marche vers le Niger est engagée avec activité. Le Sénégal pacifié sert de base aux opérations vers le Niger.

La prise de Sabouciré, village fortifié à 16 kilomètres en amont de Médine par la colonne Reybaud le 22 septembre 1878 et la fondation d'un poste à Bafoulabé en 1878 en furent les prologues.

Le 13 novembre 1880, sur la demande de l'amiral Cloué, ministre de la marine, le Parlement vote la construction d'une voie ferrée de Médine à Bafoulabé.

C'était la mise à exécution des idées de Faidherbe et la ratification des projets d'expansion de Brière de l'Isle.

A partir de cette année 1880, chaque campagne nous fait faire un nouveau pas en avant, pendant que commencent les études et les travaux du chemin de fer.

Voici à cette époque quelle était la situation politique des régions du Soudan. Faidherbe avait battu à Médine et poursuivi les Toucouleurs d'El Hadj Omar. Celui-ci se tourna alors vers le Niger, conquît le Beledougou, le Segou, le Macina. Vaincu et assiégé dans ce pays, il se donna la mort (1865). Ses fils se partagèrent son empire, et l'un d'eux, Ahmadou, devint le Sultan de Segou.

En 1880, le pays que nous nous proposons d'occuper était habité par des noirs fétichistes dont les chefs avaient accepté dès les premiers jours avec plus ou moins d'ardeur notre protectorat, parce que, opprimés et pressurés par les Toucouleurs qui sont musulmans, ils nous avaient considérés comme capables de les mettre désormais à l'abri des vexations de leurs vainqueurs. Notre plus important ennemi était donc le chef des Toucouleurs, Ahmadou, qui commandait le pays de Segou. Au sud de Bamako, sur la rive droite du Niger, nous devions rencontrer un autre ennemi, le prophète Samory, qui venait de conquérir les territoires de Beyla et de Ouassoulou et de mettre un pied sur la rive gauche à Kangaba. Nous appuyer sur les fétichistes Bambaras du Beledougou, Malinkès, etc, pour résister à ces deux chefs musulmans, telle devait être notre politique ; mais en même temps il était de notre intérêt de ne pas rompre avec les musulmans de manière à éviter la guerre, au moins jusqu'au moment où nous serions installés.

Brière de l'Isle voulut tout d'abord éviter toute cause de conflit avec Ahmadou, et il envoya en mission auprès

de lui le capitaine d'infanterie de marine Galliéni, mais celui-ci ne put dépasser Nango, où deux envoyé d'Ahmadou lui signifèrent de s'arrêter. Là, cette mission passa 10 mois en communication avec le chef toucouleur, par l'intermédiaire de ses notables. C'est ainsi que Galliéni conclut en novembre 1880 avec le premier ministre d'Ahmadou un traité où se révélait la mauvaise foi de ce dernier.

Après beaucoup de lenteur et d'hésitations de la part d'Ahmadou, la mission put repartir et, le 5 avril 1881, elle arriva à Kita, où elle fut reçue par le colonel Borgnis-Desbordes qui venait d'occuper cette ville.

La première colonne du Haut-Fleuve n'avait pas attendu son retour. En 1881 le colonel Borgnis-Desbordes attaque Goubanko et fait reconnaître notre puissance par les populations entre Bafoulabé et Kita.

Dans la campagne de 1881-1882, le même colonel bat Samory près de Keniera et la campagne de 1882-1883 nous amène au Niger. Le 1^{er} février commence les travaux du poste de Bamako.

En trois ans, Borgnis-Desbordes avait pu réaliser le projet de Faidherbe : la voie de pénétration jusqu'au Niger, une route praticable a des colonnes légères et doublée d'une ligne télégraphique qui a relié nos postes au fur et à mesure de leur installation. Cinq forts, Médine, Bafoulabé, Badumbé, Kita, Bamako, la jalonnent et en maintiennent la sécurité. Les territoires acquis en ce moment forment une étroite bande de terrain de part et

d'autre de la route construite et constituent le « Haut-Fleuve », placé sous la direction administrative et militaire d'un officier supérieur qui prend le titre de « commandant supérieur du Haut-Fleuve » dépendant du gouverneur du Sénégal.

Les campagnes du colonel Boilève et du commandant Combes, de 1883 à 1885, et du colonel Frey, de 1885 à 1886 continuèrent sur le Niger l'œuvre de pacification. Des postes furent établis à Koundou, à Niagassola.

Le lieutenant-colonel Galliéni, qui prit le commandement supérieur à la fin de 1886, battit Mamadou-Lamine qui avait envahi le Boundou au sud du Sénégal et avait osé attaquer Bakel. Il soumit les tribus du sud du Sénégal jusqu'à la Gambie anglaise et assura la jonction de nos possessions du Soudan avec notre Casamance. De plus, le lieutenant-colonel Galliéni imposa à Ahmadou, par le traité du Gouri (12 mai 1887), le protectorat français et la libre navigation du fleuve, et son envoyé, le capitaine Peroz, força Samory à signer à Bissandougou, le 25 mars 1887, un traité de protectorat cédant aux Français les territoires de la rive gauche du Niger jusqu'au confluent avec le Tankisso.

Au mois d'août 1888 le chef d'escadron Archinard est nommé commandant supérieur du Haut-Fleuve en remplacement du lieutenant-colonel Galliéni. A son arrivée dans la colonie, la situation est troublée, la présence des Toucouleurs qui possèdent toujours dans le Haut-

Fleuve la forteresse de Koundian et enserrant notre ligne de ravitaillement est une cause de troubles continus. Dans la campagne de 1888-1889 il enlève cette forteresse. Dès lors le Dinguiray se trouve définitivement isolé du Kaarta. Koundian détruite, le lieutenant colonel Archinard remet en confiance nos alliés du Beledougou puis, tout en ravitaillant les postes, il entre en pourparlers avec Samory, et lui impose un nouveau traité par lequel l'almamy nous reconnaissait la rive gauche du Niger au sud du Tankisso. Néanmoins les Sofas poursuivent leurs pillages sur ces territoires. Le commandant supérieur se porte contre eux et réduit le Dinguiray à l'obéissance. En même temps il prépare sa campagne contre Ahmadou.

La campagne de 1889-1890 fut décisive, elle amena la prise de Segou-Sikoro, la capitale d'Ahmadou. La colonne alla ensuite attaquer Ouossébougou, forteresse avancée d'Ahmadou, qui tomba entre nos mains le 26 avril 1890. L'occupation de Koniakary acheva la défaite d'Ahmadou dont les Etats étaient ainsi réduits au Kaarta.

Au résumé, en 1890, la série des campagnes du Haut-Niger nous avait amenés sur le fleuve en amont de Bamako (Siguiri et Kouroussa) et en aval (Segou) et avait rejeté Ahmadou au nord vers Nioro. Samory avait été également battu et refoulé.

En même temps que ces conquêtes augmentaient les

limites présentes de notre domaine, l'exploration en reculait les limites futures. En 1887, le lieutenant de vaisseau Caron va en canonnière de Manambougou, en aval de Bamako, à Tombouctou.

L'année suivante, le lieutenant de vaisseau Jayme va mouiller à Koriumé.

Mais le voyage le plus important de cette époque, aussi utile à la géographie qu'à l'expansion française, fut celui du capitaine Binger qui explora et révéla la boucle du Niger.

Parti de Bamako le 1^{er} juillet 1887 avec douze hommes seulement, il se dirigea vers Sikasso, alors assiégée par Samory. Ce dernier voulut empêcher l'explorateur de poursuivre son voyage, mais M. Binger parvint à se dérober et, le 30 septembre, se mit en route pour Kong. Le 20 février 1888, il entra dans cette ville et signait avec le chef du pays de Kong un traité qui déclarait placer la ville de Kong et ses Etats sous le protectorat de la France.

Le 12 mars, il se dirigea vers le Mossi avec l'intention de gagner le Niger vers Say. Il pénétra dans Bobo-Dioulasso, puis franchissant la Volta noire il atteignit, le 8 juin, le premier village du Mossi, Bamina, où il reçut du chef un bienveillant accueil. Mais parvenu à Ouagadougou il dut sur l'ordre du Moro Naba du Mossi rebrousser chemin, et faire route vers le sud. Il rentra par Grand-Bassam.

Cette exploration pacifique, accomplie au milieu de

difficultés de toutes sortes, par un Européen isolé, ouvrait à l'influence française les immenses contrées de la boucle du Niger. Les résultats scientifiques et politiques étaient considérables.

En prouvant que les monts de Kong n'existaient pas, il démontrait que nos colonies de la Côte d'Ivoire et du Dahomey prenaient la valeur de débouchés du Soudan au même titre que la vallée du Sénégal et que nos « Rivières du Sud ».

« La question des voies d'accès et de sortie de ce Soudan, connu désormais dans ces diversités et ces contrastes, devenait singulièrement complexe et il était à la fois démontré que l'acquisition des pays de la boucle du Niger s'imposait comme une mesure urgente, et qu'il y avait autant de « Portes du Soudan », autant de débouchés que nous avons de territoires sur la côte ouest d'Afrique, des boucles du Niger à celles du Sénégal.

L'exécution du plan, cher à Faidherbe, avait prouvé d'abord l'excellence de la route du Sénégal au Niger comparée aux voies sahariennes ; un plus ample développement des idées du « Maître » par un de ses meilleurs disciples aboutissait à une restriction des avantages du chemin sénégalonigérien. Si l'obligation d'unir positivement tout le Soudan, pays du Sénégal et du Niger, Rivières du Sud, Côtes de Guinée s'imposait, la nécessité d'un sectionnement économique n'était pas moins évidente (1).

(1) *Un siècle d'expansion coloniale*, par Marcel Dubois et Auguste Terrier.

Dans cette période de 1870 à 1890 un certain nombre de traités ont réglé les délimitations des possessions respectives des puissances en Afrique occidentale.

Le plus important document diplomatique de cette période est la déclaration franco-anglaise signée à Londres le 5 août 1890 par lord Salisbury et M. Waddington, ambassadeur de France à Londres, dans laquelle on délimitait par une ligne tracée de Say sur le Niger à Barroua sur le Tchad la zone d'influence de la France au sud de ses possessions méditerranéennes.

L'expansion de 1890 à 1894. — Au Soudan, la marche en avant continua. La convention franco-anglaise de 1890 n'avait pas arrêté le mouvement qui portait la France vers l'expansion africaine et que l'acte de Berlin n'avait fait qu'accentuer.

La campagne de 1890-1891 fut de nouveau dirigée par le colonel Archinard. Ce fut d'abord contre Ahmadou qu'il tourna ses armes. Après quelques escarmouches avec les Toucouleurs, le lieutenant-colonel traverse à la tête de la colonne le Farakolé au gué de Yélimané et s'installe sur les hauteurs à l'est de ce village. Le 23 décembre la marche continue non sans livrer quelques combats à Ahmadou qui se retire sur Nioro. Le 1^{er} janvier 1891 les Français approchant de cette ville apprennent que Nioro est évacué ; ils pénètrent dans la place et l'occupent immédiatement.

Ahmadou, qui s'était enfui, fut poursuivi par les ca-

valiers du lieutenant Marchand ; il se réfugia dans le Macina, auprès de Mounirou, successeur de Tidiani. L'empire musulman d'El Hadj Omar était détruit et le pouvoir fut rendu aux héritiers des anciens chefs autochtones.

A Sansanding, Mademba, employé des postes et télégraphes, fut proclamé « Fama ».

La question du Kaarta réglée, le colonel Archinard organisa le pays. Recevant de Ségou la nouvelle que les gens du Baninko étaient en révolte ouverte contre l'autorité du chef Bodian, il décida de se rendre immédiatement sur le Niger. Il organisa une colonne légère et, de Nioro, se porta sur Nyamina où la colonne française et celle des auxiliaires du Fama Mademba qui marchait avec nous arrivèrent le 17 février. Le foyer principal de la révolte était à Diena, agglomération de quatre villages dont deux fortifiés. C'est là que s'étaient concentrés les rebelles au nombre de 1.600. Arrivé devant Diena, le colonel dut assiéger cette ville et s'en empara après une lutte acharnée.

Libre de toute préoccupation de ce côté, le colonel Archinard se préparait à revenir sur Kayes quand il apprit que Samory faisait de grands préparatifs de guerre et comptait bientôt nous attaquer. Il se décida à faire une démonstration de ce côté, se réservant de préparer une action sérieuse l'année suivante. En mars 1891, une nouvelle colonne se mit en marche, entra dans les Etats de l'almamy, chassa ses troupes devant elle, occupa Kankan et Bissandougou, l'une des résidences de l'almamy.

La campagne de 1891-1892, sous le commandement du lieutenant-colonel Humbert, fut encore consacrée à la poursuite de Samory qui avait attaqué Kankan ; l'almamy fut défait et Bissandougou retombait entre nos mains, Sanankoro et Kérouané furent également occupés. La résistance de l'ennemi était acharnée ; chaque jour, c'était un nouveau combat dans un pays désolé.

De petites colonnes sillonnèrent le pays pour essayer de ramener les populations. On laissa des garnisons aux points importants et le colonel rentra à Kayes, après avoir assuré le ravitaillement en vivres et en munitions de ses troupes d'occupation qui, pendant tout l'hivernage, allaient avoir à se défendre contre les attaques de Samory.

La campagne de 1892-1893 fut dirigée à la fois contre Ahmadou, réfugié dans la Macina et contre Samory chassé sur les bords du Milo. Contre le premier, le colonel Archinard dirigea lui-même les opérations, tandis que le colonel Combes était envoyé contre Samory.

Après la prise de Nioro, Ahmadou était venu dans le Macina et avait pris la place de son frère Mounirou comme sultan de cette province qui représentait le reste de l'immense empire d'El Hadj Omar. Le colonel décida de le remplacer par son frère Aguibou, faisant de ce royaume un Etat-tampon, une marche protégeant nos territoires annexés.

Ahmadou avait mis une garnison dans Djenné. Ce ne fut qu'après deux jours d'efforts et un assaut que nous

pûmes nous rendre maîtres de la ville. Le colonel marcha ensuite sur Mopti et Bandiagara.

Aguibou fut installé à la place d'Ahmadou. Un résident français, le capitaine Blachère, fut placé près de lui. Des postes français furent créés à Bandiagara, à Djenné et à Mopli. Cette campagne nous donna dans la vallée du Niger une situation prépondérante et mit Tombouctou à notre discrétion.

La poursuite de Samory fut une œuvre beaucoup plus ardue. La campagne de 1891-1892 menée par le colonel Archinard n'avait été qu'une préparation de celle de 1892-1893. Nous avions soutenu Tieba, notre allié et pris Bissandougou, la capitale du prince indigène. Mais, tandis qu'en rejetant Ahmadou vers le nord, on avait l'avantage décisif de le pousser vers des régions de savanes et de steppes, où la subsistance d'une force armée devenait de plus en plus difficile, Samory, même chassé de ses Etats trouvait, dans les riches régions du sud, des vivres en abondance. Il pouvait se ravitailler en armes par la colonie anglaise de Sierra-Leone.

Le colonel Combes avait pour mission de nettoyer la région qui s'étend entre le Milo et le Niger et de couper Samory de Sierra-Leone. Le capitaine Briquelot établit des postes à Erimakono, à Ouassou et à Farana, tandis que le colonel Combes traversait le Milo et poussait Samory vers l'est, espérant que, de Sikasso, le roi Tieba obéirait aux suggestions du capitaine Quiquandon, résident auprès de lui, et marcherait contre Samory. Mais

la fuite plus rapide de Samory, l'hostilité des indigènes du Nafana et les difficultés du ravitaillement obligèrent le colonel Combes à décider le retour.

A la fin de 1893, le lieutenant-colonel Bonnier était commandant supérieur. Depuis plusieurs mois, Samory assiégeait des villages à l'est du Niger qui réclamaient le secours des Français. Le lieutenant-colonel se porta contre Samory, qui, surpris et harcelé par nos cavaliers, ne dut son salut qu'à la rapidité de son cheval. Les événements obligèrent le colonel Bonnier à changer d'adversaire et à se retourner contre Tombouctou. L'expédition commença en décembre 1893 ; elle se composait de deux colonnes, l'une, sous les ordres directs du lieutenant-colonel remontait en pirogues le cours du Niger ; l'autre, sous les ordres du commandant Joffre, se dirigeait sur Tombouctou par voie de terre sur la rive gauche du fleuve ; cependant le lieutenant de vaisseau Boiteux commandant la flottille du Niger devançait la colonne et arrivait à Tombouctou le 15 décembre. Il entra dans la ville avec quelques marins et se fortifia dans l'un des quartiers. Les Touaregs vinrent attaquer la réserve de la flottille à Kabara. Après une audacieuse poursuite tentée au milieu des sables, l'enseigne de vaisseau Aube fut tué ainsi que 19 hommes. Le lieutenant-colonel Bonnier arrivait le 10 janvier 1894, mais préoccupé de la colonne Joffre, il repartait aussitôt de Tombouctou, avec une partie de sa colonne, pour se porter à sa rencontre. Les Touaregs qui guettaient le moment favorable pour

attaquer notre petite colonne firent une irruption subite sur le camp à Tacoubao, le 15 janvier 1894 à 4 heures du matin. Quatorze officiers et une partie de la colonne furent massacrés. La colonne Joffre arriva quelques jours après, vengea la mort de Bonnier et assura la sécurité de Tombouctou dont on décida de maintenir l'occupation.

Le Soudan avait été placé à la fin de 1893 sous le régime civil avec un gouverneur à sa tête.

Plusieurs explorations furent accomplies pendant cette période dans les régions où nous amenait cette incessante marche vers l'est. En avril 1890, le capitaine Quiquandon qui avait déjà en 1887 visité le Beledougou fut chargé d'entrer en relations avec le roi Tieba et de le gagner à notre cause.

Parti de Segou-Sikoro, le 16 mai 1890, accompagné du docteur Crozat, médecin de la marine il parvint le 3 juin à Sikasso où Tieba fit aux voyageurs un excellent accueil. Le docteur Crozat explora la région du Mossi. Il se rendit à Ouagadougou où le naba conclut avec lui un traité d'amitié. Le voyage du docteur Crozat fit connaître une route et un pays inconnus jusqu'alors et augmenta considérablement notre influence politique.

Le capitaine Monteil avait reçu la mission d'atteindre le Mossi et de signer des traités avec les chefs indigènes de la boucle du Niger. Il devait en outre gagner Say et, de là, s'efforcer de reconnaître jusqu'au lac Tchad la ligne de démarcation de l'influence française, reconnue

dans la convention franco-anglaise du 5 août 1890.

Cette mission quitta Segou le 23 décembre 1890, visita Bobo-Dioulasso, puis la capitale du Mossi, Ouagadougou. De là, Monteil se dirigea sur Dori, capitale du Liptako, obtint la signature d'un traité et atteignit en juillet 1891 la ville de Say que seuls, auparavant, Mungo Park et Barth avaient visitée. C'est de là qu'il partit pour sa grande exploration de l'Afrique centrale qui, par Sokoto, le Tchad et le Sahara le conduisit jusqu'à la Tripolitaine.

Dans le sud, le capitaine Ménard quittait Grand-Bassam, chargé de parcourir en sens contraire la route précédemment suivie par M. Binger et de reconnaître la région inconnue comprise entre les Etats de Samory et l'hinterland de Libéria. Il fut tué le 4 février 1892 à Segouéla par des Sofas de Samory.

L'expansion de 1895 à 1900.

« Chacune de nos colonies s'efforce d'étendre son arrière-pays dans la boucle du Niger et, de même que le décret du 14 juin 1895 a établi un gouvernement général de l'Afrique occidentale chargé de diriger la politique de nos cinq colonies : Sénégal, Soudan, Guinée, Côte d'Ivoire et Dahomey, il semble qu'un plan d'ensemble préside à cette conquête de la boucle du Niger. Exploration et occupation marchent de pair, et la poursuite de Samory continue en même temps que nous prenons possession des territoires de la Boucle et que nos missions engagent

avec les missions anglaises et allemandes une rivalité qui fut particulièrement vive dans le Haut-Dahomey » (1).

Trois missions ont travaillé dans le Haut-Dahomey à étendre notre influence : la mission Decœur, la mission Toutée et la mission Ballot.

Le commandant Decœur de l'artillerie de marine se rendit à Carnotville où il apprit qu'une mission allemande, celle du Dr Grüner s'avancait dans l'arrière-pays de Togo et qu'elle paraissait vouloir reprendre l'itinéraire de Wolf pour aller à Nikki. Après avoir conclu quelques traités sur la frontière allemande il se rendit à Nikki. C'est dans cette dernière localité qu'il apprit que des Anglais étaient venus du Niger. On lui affirma qu'ils n'avaient conclu aucun traité. Le 26 novembre 1894, lui-même concluait un traité de protectorat avec le roi de Nikki. Le commandant apprit à Nikki que les Anglais étaient établis à cinq jours de marche et qu'ils y avaient une factorerie. Il décida alors de se reporter vers l'ouest pour devancer la mission allemande et se mit en route pour Péréré où il trouva M. Alby, administrateur principal de la colonie du Dahomey qui se rendait à Nikki pour saluer le roi au nom du gouverneur. M. Alby passa avec le roi un traité confirmant celui de la mission Decœur.

La mission dut rentrer à Carnotville pour reconstituer son approvisionnement.

(1) *Un siècle d'expansion coloniale*, par Marcel Dubois et Auguste Terrier.

Le commandant Decœur, pour être plus certain de devancer la mission allemande sur laquelle il n'avait pas de renseignements décida de scinder sa mission. Il confia au lieutenant Baud la tâche de se rendre directement à Say, tandis que lui-même irait à Sansanné-Mango.

Le 1^{er} février 1895, le lieutenant Baud parvenait à Say et passait un traité avec le roi. Aucun Européen n'était allé à Say depuis le colonel Monteil.

Pendant ce temps, le commandant Decœur avait atteint, le 6 janvier, Sansanné-Mango. Là, le roi lui montra un traité autographié, signé le 14 août 1894 avec le mulâtre anglais Fergusson. C'était simplement un traité de commerce et d'amitié, mais le roi s'y interdisait de placer son royaume sous le protectorat d'une puissance quelconque.

La mission fut rejointe à Pama par M. de Carnap de la mission Grüner. M. de Carnap apprit au commandant Decœur que, malgré le traité Fergusson il avait conclu un traité avec le chef de Sansanné Mango. Le commandant Decœur se dirigea vers Fada N'Gourma où il conclut un traité avec le roi, plaçant le Gourma tout entier sous notre protectorat. Decœur arriva à Say le 1^{er} février et retrouva le lieutenant Baud.

La mission Toutée. — Après s'être avancé dans le nord du Dahomey le capitaine Toutée se dirigea au Niger traversant plusieurs Etats qui l'accueillirent avec faveur, et acceptèrent notre protectorat. Il arriva à Badjibo. Pendant que son second, le lieutenant Targe, descendait le

Niger pour revenir en France avec les résultats de la première partie du voyage, le capitaine Toutée alla jusqu'à Boussa où il établit un poste après quoi il redescendit le Niger à son tour.

La mission Ballot. — M. Ballot, gouverneur du Dahomey avait également atteint le Niger à Boussa en partant de Nikki.

« Dès ce moment se précisait la rivalité entre les Anglais qui réclamaient Boussa et le Borgou où Lugard s'était ou prétendait s'être rendu en même temps que la mission Decœur, les Allemands qui voulaient pousser le Togoland sur le Gourma jusqu'à Say et les Français qui désiraient la jonction du Dahomey, d'une part, au Niger, d'autre part, au Soudan par le Mossi où le capitaine Destenave, résident à Bandiagara, commençait à exercer une action et où l'administrateur Alby avait pénétré jusqu'à quelques kilomètres de Ouagadougou, et enfin à la Côte d'Ivoire que le lieutenant Baud avait atteint à Bouna en contournant le Togo et la Côte d'Ivoire par le nord.

« La convention conclue vers le 15 janvier 1896 à Paris pour la délimitation des possessions de ces deux puissances en Indo-Chine, sembla mettre fin à la compétition franco-anglaise en disposant ainsi dans son article 5 :

« Les deux gouvernements conviennent de nommer des commissaires désignés par chacun d'eux et qui seront chargés de fixer de commun accord après examen des titres invoqués de part et d'autre la délimitation la plus

équitable entre les possessions anglaises dans la région située à l'ouest du bas Niger (1).

Pendant les années 1895-1896 il faut signaler l'heureuse descente du Niger par la mission Hourst. Partie de Koulikoro le 12 décembre 1895, elle était à Gourao sur le lac Débo le 1^{er} janvier 1896 et à Tombouctou le 22 janvier. Après quelques difficultés de navigation à Ansongo où les embarcations eurent quelques avaries, la mission parvint à Say le 7 avril. La flottille ne put séjourner dans cette ville, le chef s'y opposant énergiquement, malgré les traités passés avec Monteil, Decœur, Toutée. Continuant alors sa route la mission alla construire plus bas dans une île, le fort Archinard, où elle resta 5 mois. Le 2 octobre elle arrivait à Boussa. Le passage des rapides fut assez périlleux. Continuant à redescendre, la mission arriva aux bouches du Niger.

La mission Hourst avait constaté la navigabilité du Niger de Bamako à Ansongo (1.200 kilomètres). D'Ansongo à Boussa, il est impraticable, sauf en certains points.

En 1895 également, le commandant Destenave, visitant les régions parcourues par Binger, Crozat et Monteil se rendit à Ouahigouya, capitale du Yatenga et fit reconnaître à Bakaré, souverain de ce pays, le protectorat de la France ; mais Destenave parti, Bakaré fut chassé de sa capitale par le naba de Yako.

(1) *Un siècle d'expansion coloniale*, par Marcel Dubois et Auguste Terrier.

Une mission commandée par le lieutenant Voulet, secondé par le lieutenant Chanoine, ramena Bakaré à Ouahigouya. La mission se dirigea alors sur Ouagadougou, puis sur Sati où elle imposa un traité de protectorat au roi de Gourounsi (septembre 1896).

La mission rentra à Ouagadougou et le Mossi fut définitivement placé sous la domination de la France. Cet acte consacrait l'œuvre de Binger, Crozat et Monteil.

Le gouvernement français confiant dans les négociations engagées à Paris, avait arrêté son action sur le Bas-Niger et dans le Haut-Dahomey, mais les négociations traînèrent en longueur et nos rivaux profitèrent de notre inaction. Les Allemands occupèrent Sansanné-Mango et les Anglais préparèrent une colonne d'occupation des pays nigériens où l'on apprenait que leur influence était nulle jusqu'à ce jour et ils faisaient occuper Badjibo-Arenberg que nous avions évacué.

Vers la fin de 1896 le gouvernement français renonça à la réserve qu'il s'était imposée, et, pour défendre nos droits incontestables, à la fois dans le Mossi, dans le Gourma et au Niger, il voulut faire occuper effectivement les territoires de la boucle en faisant partir du Dahomey deux missions subventionnées par le comité de l'Afrique française qui, s'avancant vers le Nord en éventail allèrent l'une au Niger et l'autre dans le Mossi pour donner la main aux avant-postes du Soudan français. La première fut confiée par M. Ballot au lieutenant Bretonnet qui occupa le moyen Niger d'Ilo à Boussa en février 1897 et

se relia à Say où le Soudan détachait un poste. La seconde fut remplie par les capitaines Baud et Vermeersch qui devancèrent les missions allemandes et qui rencontrèrent à Tigba le 17 février 1897 la mission Voulet.

En même temps l'occupation de la partie centrale et septentrionale de la boucle du Niger se complétait. Le 20 février 1897 le commandant Destenave arrivait à Ouagadougou. Après y avoir installé un résident français, il envoya le lieutenant Chanoine organiser notre occupation du Gourounsi.

Poursuivant sa marche, le commandant Destenave installait à Dori une résidence dont l'action s'étendait sur l'Aribinda et l'Oudala jusqu'au Niger, sur le Liptako et le Yoga. Puis, il était allé occuper Say où un de ses officiers entra le 19 mai 1897. De Bandiagara à Say tout le pays nous obéissait. La région autour de Tombouctou était pacifiée.

A la mort de Tiéba qui, depuis longtemps, était notre protégé dans le Kenedougou, son frère et successeur Babemba, entraîné par ses conseillers, prit vis-à-vis de nous une attitude nettement hostile. On veilla alors avec soin de ce côté

Le commandant Valet avec une petite colonne occupait tous les bords de la Volta en secondant du côté de la frontière franco-anglaise l'œuvre du lieutenant-colonel Destenave. En 1898 le colonel Caudrelier, successeur du commandant Valet, poursuivant Samory reprit Kong où

nos troupes soutinrent un siège mémorable et s'empara bientôt après de Bobo-Dioulasso.

Enfin le 1^{er} mai de la même année, le lieutenant-colonel Audéoud brisa la résistance de Babemba et s'empara de Sikasso capitale du Kenedougou.

La fin de l'année 1898 fut encore marquée par un événement important, la capture de Samory. L'occupation de la région de la Volta et du Gourounsi et la reprise de Kong avaient rejeté l'almamy vers l'ouest. Une colonne, commandée par le chef de bataillon de Lartigue fut chargée de lui donner la poursuite. Samory, harcelé par les troupes du commandant de Lartigue, fut rejoint et surpris par une reconnaissance dirigée par le capitaine Gouraud. Il fut capturé dans son camp le 29 septembre 1898 à Guélérou.

Pour terminer les difficultés pendantes avec les Allemands, une convention de délimitation fut signée avec eux à Paris le 23 juillet 1897. Elle arrêta l'expansion du Togoland vers le Niger, mais lui donnait le marché de Sansanné-Mango et Gambaka.

Avec les Anglais, les discussions furent longues et laborieuses et le succès en fut compromis à diverses reprises par l'intervention de la presse britannique, et aussi par l'enchevêtrement des postes français et anglais dans la région contestée.

La convention fut signée le 14 juin 1898 à Paris, Boussa était rétrocédé aux Anglais et la limite était re-

montée jusqu'au nord d'Ilo, au confluent du Dallol-Maouri, mais le Mossi, le Gourounsi et le Gourma nous étaient reconnus et deux enclaves nous étaient concédées dans le Bas-Niger.

Cette convention stipulait en outre, que, à l'intérieur de certaines limites tracées sur une carte jointe au protocole, limites qui englobent en ce qui concerne le Soudan, le Gourounsi et une partie du Mossi, les citoyens français et protégés français, les sujets britanniques et citoyens britanniques, pour leurs biens, les marchandises et produits naturels ou manufacturés de la France et de la Grande-Bretagne, de leurs colonies, possessions et protectorats respectifs jouiront pendant 30 années du même traitement pour tout ce qui concerne la navigation fluviale, le commerce, le régime douanier et fiscal et les taxes de toute nature.

Sous cette réserve, chacune des deux puissances contractantes conservera la liberté de régler sur son territoire et à sa convenance le régime douanier et fiscal et les taxes de toute nature.

CHAPITRE III

ORGANISATION POLITIQUE, ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE.

Organisation politique.

La longue série des décrets qui ont successivement modifié l'organisation du Soudan peut étonner à première vue, mais il ne faut pas oublier que les conditions d'existence et d'appropriation d'un territoire colonial se modifient incessamment.

Pendant la première période de notre occupation, le Soudan a été considéré comme une marche militaire du Sénégal. En 1881, nos possessions dans cette région ne comprenaient qu'une ligne de postes reliant les deux fleuves de Kayes à Bamako. Au point de vue politique, administratif et militaire nos possessions du Soudan relevaient du gouverneur du Sénégal, représenté par un officier supérieur d'infanterie ou d'artillerie de marine, qui prenait le titre de « commandant supérieur ».

Étant placé à une distance considérable de Saint-Louis et sans communication régulière avec le chef-lieu de la colonie pendant la saison sèche, le commandant supérieur était le plus souvent obligé d'agir sous sa propre responsabilité et en dehors de l'action directe du gouverneur.

Pour remédier à ce que cette situation avait d'anormal, le département jugea utile d'arrêter chaque année le plan de la campagne avec le commandant supérieur et de lui donner des instructions spéciales, que le gouverneur devait lui transmettre après en avoir pris connaissance.

Mais cette manière de procéder avait le grave inconvénient de réduire au rôle d'intermédiaire le chef de la colonie, qui était cependant tenu de couvrir de sa responsabilité les actes du commandant supérieur, son subordonné au point de vue hiérarchique.

Il convient d'ajouter que l'autorité administrative du chef-lieu, impuissante à contrôler les dépenses engagées dans le haut-fleuve sans sa participation, n'avait aucun moyen de les arrêter ou de les restreindre et que sa mission consistait uniquement à les régulariser, à la clôture de l'exercice.

C'est pour remédier à cette organisation défectueuse qui avait donné de sérieux mécomptes qu'est intervenu le décret du 18 août 1890.

Décret du 18 août 1890. — Par ce décret qui a réglé l'organisation politique et administrative du Soudan français, le Soudan est entré dans la voie de l'autonomie. Si cette autonomie n'est pas complète, le Soudan n'en a pas moins, à beaucoup de points de vue une existence distincte de celle du Sénégal. Ce décret a attribué au commandant supérieur des pouvoirs propres et l'a rendu, dans une certaine mesure, indépendant du gouverneur du Sénégal.

C'est ainsi que le commandant supérieur a le droit de correspondre directement avec le sous-secrétaire d'Etat des colonies et qu'il exerce les pouvoirs administratifs et financiers dévolus au gouverneur du Sénégal. Tout le personnel civil et militaire relève directement de lui ; il en dispose suivant les besoins du service. Il a également à sa disposition les gardes civiles et indigènes ou les milices, destinées à assurer la police du territoire.

Cette autonomie administrative du Soudan a été complétée au point de vue financier par l'institution d'un budget local, spécial et distinct du budget du Sénégal. C'est le commandant supérieur qui soumet directement ce budget à l'approbation du sous-secrétaire d'Etat des colonies ; il le rend ensuite exécutoire et il est ordonnateur de toutes les dépenses.

Mais, au point de vue politique l'autonomie n'est pas aussi étendue. L'article 1^{er} du décret du 18 août 1890 dispose que le commandant supérieur est spécialement chargé de l'administration du Soudan sous l'autorité du gouverneur du Sénégal, et l'article 2 ajoute : « Il (le commandant supérieur) tient le gouverneur du Sénégal régulièrement au courant de tous les faits se rattachant à la situation générale des régions placées sous son commandement. Il ne peut engager aucune action politique sans l'adhésion du gouverneur du Sénégal.

Donc, le régime établi par le décret du 18 août 1890 détachait le Soudan du Sénégal au point de vue adminis-

tratif et militaire, mais le maintenait sous la dépendance du Sénégal au point de vue politique.

Décret du 27 août 1892. — Une expérience de deux années démontra que cette organisation présentait dans la pratique des inconvénients qui nuisaient à la prompte exécution et à la bonne marche des affaires.

Les difficultés matérielles de communication et d'entente entre le gouverneur du Sénégal et le commandant supérieur du Soudan, pendant la période des opérations qui avaient motivé le décret du 18 août 1890, ne faisaient que croître à mesure que nos possessions du Soudan s'agrandissaient.

Aussi le décret du 27 août 1892 étendit-il l'autonomie du Soudan. Le commandant supérieur ne sera plus tenu d'adresser au gouverneur du Sénégal copie de ses rapports politiques et de le tenir régulièrement au courant de tous les faits se rattachant à la situation générale de la colonie. Cette disposition avait pour but d'assurer l'unité de vue indispensable à la politique générale de la France dans nos possessions de l'Afrique occidentale.

Mais, en même temps que le décret apporte une extension aux pouvoirs du commandant supérieur, il introduit dans son rôle une modification profonde. Jusqu'alors les commandants supérieurs qui s'étaient succédé au Soudan, s'étaient consacrés à développer l'étendue de nos possessions ; et désormais il s'agira de pacifier, d'orga-

niser et d'administrer le Soudan. Pour permettre au commandant supérieur de se consacrer tout entier à cette œuvre administrative et lui donner tous les moyens de l'accomplir, il est nécessaire qu'il ne soit pas absorbé par le soin de diriger en personne les troupes soumises à son autorité. Aussi, le décret du 27 août 1892 spécifie que le commandant supérieur devra se décharger sur les officiers placés sous ses ordres, de la conduite des troupes. Il aura la haute direction des opérations militaires, mais il ne pourra prendre lui-même la direction des troupes qu'en cas de circonstances exceptionnelles.

Cette nouvelle organisation du Soudan entra en vigueur à partir du 1^{er} novembre 1892.

Le colonel Archinard fut nommé commandant supérieur de Soudan, le lieutenant-colonel Combes commandant supérieur des troupes.

Décret du 24 novembre 1893. — Le Gouvernement, pensant que les expéditions militaires étaient terminées et qu'il convenait de s'occuper plus particulièrement de l'administration et de l'organisation de ces territoires comme de leur mise en valeur, place à la tête du Soudan un gouverneur civil.

Le décret du 21 novembre 1893 spécifie qu'aucune opération militaire, sauf le cas d'urgence, où il s'agirait de repousser une agression, ne peut être entreprise sans l'autorisation du gouverneur, mais celui-ci ne peut en aucun cas exercer le commandement direct des troupes.

La conduite des opérations appartient à l'autorité militaire qui doit en rendre compte au gouverneur. M. Grodet fut désigné comme gouverneur du Soudan.

Décret du 10 juin 1895. — Ce décret organise « le gouvernement général de l'Afrique occidentale française », mais il vise seulement à établir une unité de direction militaire et politique et il laisse de côté l'unité administrative et économique.

Voici le texte du rapport qui accompagne le décret adressé par M. Chautemps, ministre des colonies, au Président de la République :

« La situation créée dans le Soudan méridional par les opérations militaires qui ont eu lieu récemment au sud de Kong et les conflits d'attributions qui s'étaient produits déjà l'année dernière entre les gouverneurs voisins, au sujet d'incidents survenus dans les contrées avoisinant notre protectorat du Fouta-Djallon, ont appelé mon attention sur la nécessité devenue impérieuse de donner plus d'unité dans nos possessions du nord-ouest africain à la direction politique et à l'organisation militaire. C'est pourquoi j'ai l'honneur de proposer à votre haute approbation un décret qui constitue un gouvernement général de l'Afrique occidentale française s'étendant sur les territoires du Sénégal, de la Guinée française, du Soudan et de la Côte d'Ivoire, mais laissant à chacune de ces quatre colonies son autonomie administrative et financière.

« Le Dahomey demeurera en dehors de ce gouvernement général ; toutefois la nécessité de suivre une même politique dans tout l'ouest africain m'a conduit à vous proposer, Monsieur le Président, d'imposer au gouverneur de cette colonie l'obligation d'envoyer en duplicata tous ses rapports politiques et militaires au gouverneur général de l'Afrique occidentale française.

« Dans le but d'assurer à la conduite des opérations militaires la même unité qu'à la direction politique, il m'a paru nécessaire de donner le commandement en chef des troupes de l'Afrique occidentale française à un officier général ou supérieur placé sous la haute autorité du gouverneur général. »

Ce décret organise un système bâtarde. Le gouverneur général est en même temps gouverneur du Sénégal. Le Dahomey est en dehors du gouvernement général. Quant aux colonies de la Guinée française, de la Côte d'Ivoire et du Soudan français, elles gardent respectivement leur autonomie administrative et financière, mais sont placées sous la haute direction politique et militaire du gouvernement général.

En même temps, certains territoires sont enlevés au Soudan français.

Le cercle de Bakel et la région du Bambouk dans le cercle de Kayes sont rattachés au Sénégal, le cercle de Faranah est rattaché à la Guinée française.

Ce décret, né à l'occasion de certains conflits d'ordre

militaire est une mesure de circonstance. Aussi, sous la pression de critiques assez vives, on vit au bout de peu de temps la réforme restreinte et bientôt menacée.

Un décret du 26 septembre 1896 fit sortir la Côte d'Ivoire de l'Union africaine et rendit à la Guinée française à peu près son entière autonomie.

Un second décret du 8 janvier 1897 supprima l'unité du commandement militaire. En sorte que, après ces deux décrets le gouverneur général de l'Afrique occidentale n'était plus guère que le gouverneur pur et simple de la colonie du Sénégal avec la direction politique du Soudan.

Décret du 17 octobre 1899. — Ce décret paraît devoir rétablir l'unité de nos possessions de l'ouest africain, mais, là encore, la réforme n'eut pas la portée qu'on était en droit d'espérer. Il ne s'agissait, en somme, que de parer une fois de plus à des difficultés d'ordre militaire, à des rivalités d'ordre douanier et surtout de disloquer la colonie du Soudan pour en répartir les divers éléments entre les colonies côtières, sauf à constituer avec les parties plus profondément enfoncées dans l'intérieur deux grands cercles militaires ; mais il ne visait toujours que l'unité politique et militaire, non pas l'unité administrative et l'unité économique.

Voici comment fut disloqué le Soudan :

Les cercles de Kayes, de Bafoulabé, de Kita, de Sata-

dougou, de Bamako, de Segou, de Djenné, de Nioro, de Goumbou, de Sokolo et de Bougouni sont rattachés au Sénégal.

Les cercles de Dinguiray, de Siguiri, de Kouroussa, de Kankan, de Kissidougou et de Beyla sont rattachés à la Guinée française.

Les cercles ou résidences de Odjenné, de Kong et de Bouna sont rattachés à la Côte d'Ivoire.

Les cantons de Kouala ou Nebba au sud de Liptako et le territoire de Say, comprenant les cantons de Djenararé, de Diongoré, de Folmongani et de Botou sont rattachés au Dahomey.

Les cercles ou résidences de la circonscription dite « Région nord et nord-est du Soudan français », savoir : ceux de Tombouctou, de Sumpi, de Goundam, de Bandiagara, de Dori et de Ouahigouya, ainsi que les cercles de la circonscription dite région Volta, savoir ceux de San, de Ouaghadougou, de Léo, de Koury, de Sikasso, de Bobo-Dioulasso et de Djebougou forment deux territoires militaires, relevant du gouvernement général et placés sous la direction de deux commandants militaires.

Les recettes et les dépenses des cercles ou résidences de l'ancienne colonie du Soudan français, rattachés au Sénégal, y compris celles des territoires militaires, forment un budget autonome.

Ce budget est arrêté chaque année par le gouverneur général en conseil privé. Le gouverneur général a l'ordonnancement des dépenses, mais il peut sous-déléguer les crédits qui sont à sa disposition.

Il est pourvu à l'exécution des engagements financiers pris par l'ancienne colonie du Soudan français sur les ressources de ce budget spécial.

Le commandement supérieur des troupes de l'Afrique occidentale est également réorganisé.

Si on analyse ce décret, on constate que l'organisation qu'il met en vigueur ne réalise pas encore l'unité administrative et économique de nos colonies de l'Afrique occidentale. Il rattache au gouvernement général, au point de vue politique et militaire, les colonies du Dahomey et de la Côte d'Ivoire qui en avaient été distraites par les décrets de 1895 et de 1896. Il rétablit le commandement supérieur des troupes de l'Afrique occidentale établi par le décret de 1895 et supprimé par celui de 1897.

Il semble bien que ce décret n'ait été pris qu'en vue de la dislocation du Soudan français et son partage entre les colonies côtières.

Cette mesure s'imposait-elle ?

Non ; à notre avis, elle était absolument prématurée et nuisible.

Le rapport au Président de la République qui précède le décret du 17 octobre 1899 expose « qu'il paraît possible

de rattacher aux colonies dont ils sont le développement naturel les territoires réunis sous le nom de *Colonie du Soudan français* en un groupement manifestement artificiel et provisoire.

Or, le Soudan français formait au point de vue géographique une véritable unité.

Il s'appliquait surtout aux populations musulmanes des deux rives du Niger : il comprenait un pays géographiquement et ethnographiquement très différent de la côte. D'ailleurs, il n'existait aucune voie de communication praticable entre la côte et le Soudan ? Il n'y avait pas de chemin de fer, pas de rivières navigables, pas de routes. Dans ces conditions, comment pouvait-il être possible de la côte d'administrer sagement et de mettre en valeur les territoires du Soudan ? Cette dislocation se serait peut-être opérée d'elle-même, à la longue, à mesure que la pacification se serait étendue, les voies de communications développées. Les chemins de fer, les routes qui, dans l'avenir, partiront des ports vers la boucle entraîneront peu à peu dans la sphère d'action économique du Sénégal, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire et du Dahomey, des territoires soudanais dont ces colonies devront ensuite recevoir l'administration. L'acte administratif ne pourra que consacrer des changements que le mouvement économique seul aura créé, il ne déterminera pas de courants.

Le Soudan français était aussi trop récemment conquis et pacifié. Constitué par des populations guerrières, tous

les germes de rébellion n'étaient pas encore suffisamment pacifiés, il eût été sage de laisser ces territoires soumis à un gouvernement militaire jusqu'au jour où les populations qui les habitent auraient repris leurs cultures et l'habitude de la vie pacifique.

Peut-on dire d'ailleurs que le régime militaire du Soudan ait entravé la colonisation ? Les louables essais de colonisation faits par le général de Trentinian qui, tout en assurant la pacification de ces régions, sut merveilleusement en développer la valeur économique, prouvent que cette assertion n'est rien moins que fondée.

En outre, on verra plus loin comment a été difficile à organiser et pénible à exécuter le service du ravitaillement des postes du Soudan, tant que le chemin de fer de Kayes à Bamako n'a pas été complètement terminé. Il fallait une entente étroite entre les différents services chargés de préparer et d'exécuter ce ravitaillement, et une impérieuse nécessité exigeait que l'ensemble de ces services reçut son impulsion d'un même chef.

Quant aux litiges entre la colonie du Soudan et ses voisines dont on tirait argument en faveur de la dislocation, il eût été facile de les régler en faisant du gouvernement général de l'Afrique occidentale, ce qu'il devait être, l'organe central dans nos possessions de l'ouest africain. Institué dans le but de donner plus d'unité dans nos possessions du nord-ouest africain à la direction politique et à l'organisation militaire, le gouverneur général aurait

dû être complètement déchargé de l'administration intérieure de la colonie du Sénégal dont les intérêts si complexes auraient suffi à absorber les efforts d'un gouverneur spécial. Le gouverneur général aurait résolu avec le concours de gouverneurs spéciaux les questions politiques, économiques et militaires communes à toute l'Afrique occidentale et il aurait eu la haute mission de maintenir la bonne harmonie entre toutes nos colonies dont la prospérité ne peut être que solidaire.

Enfin ce décret instituait également deux (puis en 1900 un troisième) territoires militaires. C'était morceler la surveillance et l'administration de tout cet immense arrière-pays, qu'il eût été plus utile de maintenir sous une direction unique.

A partir de cette époque, c'est dans les décrets concernant l'organisation de l'Afrique occidentale française que nous allons trouver exposés les divers régimes auxquels ont été soumis les territoires qui constituaient le Soudan en 1899.

Décret du 1^{er} octobre 1902. — Sous le régime du décret de 1899 le gouverneur général n'exerçait ses fonctions qu'en théorie. Il était un gouverneur du Sénégal et du Soudan sous les yeux duquel passaient assez souvent des copies, des rapports et correspondances des autres colonies, mais qui n'avait en fait aucune autorité sur elles.

L'administration du Sénégal accaparait son temps et ses efforts.

Le décret du 1^{er} octobre 1902 modifie cette organisation défectueuse. Il sépare les fonctions de gouverneur du Sénégal. Le gouverneur général résidera, non plus à Saint-Louis, mais à Dakar. Le Sénégal et les trois autres colonies côtières, Guinée française, Côte d'Ivoire et Dahomey sont administrées par des lieutenants-gouverneurs placés sous la haute autorité du gouverneur général qui sera entre eux l'arbitre des intérêts supérieurs de la communauté. Ainsi disparaîtront en même temps les rivalités entre colonies et les contestations de frontières que le décret de dislocation du Soudan n'avait pas closes.

Du Sénégal sont détachés les pays de protectorat qui, unis aux régions appelées sous le régime précédent « Haut-Sénégal et Moyen Niger », débris de l'ancien Soudan et aux trois territoires militaires (Tombouctou, Bobo-Dioulasso et Zinder) formeront une unité administrative et financière nouvelle, les « territoires de la Ségambie et du Niger », administrés sous la direction du gouverneur général par un délégué spécial qui réside comme précédemment à Kayes.

Mais le caractère principal de ce décret et sa plus grande utilité résident dans la tentative faite pour créer l'unité financière de la nouvelle Afrique occidentale.

Le gouverneur général a désormais quelques ressources pour les travaux d'utilité commune. Mais, au rebours du budget organisé par le décret du 31 juillet 1898 pour le

gouvernement général de l'Indo-Chine, ce n'est pas un budget général de recettes et dépenses de l'ensemble des colonies ; chaque colonie garde son autonomie budgétaire et par suite administrative. On a craint qu'une concentration excessive enraye, sinon arrête, le développement respectif des colonies côtières. Chacune gardera son budget, son administration, ses douanes, ses services locaux.

Le gouverneur général aura entre les mains un budget constitué, d'une part, par le budget des « territoires de la Sénégambie et du Niger » et, d'autre part, par les contributions des autres colonies en vue des intérêts économiques communs, des travaux publics qui les intéressent toutes à la fois ou plusieurs d'entre elles par groupes, par exemple, la pénétration des voies ferrées, l'aménagement des voies navigables, l'amélioration de l'état sanitaire.

Grâce à ce décret, l'Afrique occidentale française est un organisme effectif et actif qui va permettre une mise en valeur suivant un programme rationnel et concerté.

Pour compléter cette organisation, il a été institué un conseil de gouvernement de l'Afrique occidentale française, et le décret du 15 octobre 1902 a créé un conseil d'administration pour la circonscription nouvelle des « territoires de la Sénégambie et du Niger ». Ce conseil peut se constituer en conseil du contentieux administratif.

Décret du 18 octobre 1904. — Il apporte deux modifications capitales à l'organisation de l'Afrique occidentale française.

Au point de vue financier, il crée un budget général de l'Afrique occidentale, qui remplace l'embryon de budget formé jusqu'à ce jour avec des contributions des colonies côtières. Aujourd'hui, ce n'est plus le gouvernement général qui reçoit son budget des colonies ; c'est lui qui absorbe une partie de leurs recettes et qui leur versera des subventions. Ce budget général est l'instrument financier qui fournit au gouvernement général le moyen de remplir ses attributions essentielles, c'est-à-dire de pourvoir aux dépenses d'intérêt commun et de constituer la personnalité civile de l'Afrique occidentale française vis-à-vis des porteurs de titres de son emprunt.

La deuxième innovation est celle qui consiste à restaurer sous le nom de « Haut-Sénégal et Niger » l'ancien Soudan français, ou du moins la plus grande partie des territoires composant autrefois cette colonie. C'est une œuvre de réparation de la mesure néfaste prise par le décret d'octobre 1899. La colonie du Haut-Sénégal et Niger, dont le chef-lieu est établi à Bamako, englobe, avec les territoires militaires susceptibles, dès maintenant, dit le rapport précédant le décret, d'être pris en main par l'administration civile ; le reste de ces territoires est réuni en un territoire militaire unique formant annexe à la colonie.

Les pays de protectorat du Bas-Sénégal, précédem-

ment rattachés à la Sénégambie-Niger, sont placés sous l'autorité du lieutenant-gouverneur du Sénégal. Seuls, les territoires placés sur la rive droite du fleuve Sénégal, en aval de Kayes, dont l'occupation est récente et dont l'organisation encore sommaire se poursuit méthodiquement, demeurent sous l'action plus directe du gouverneur général : ils prennent le nom de territoire civil de la Mauritanie et sont administrés par un commissaire du gouvernement général.

Comme l'écrit le « Bulletin du Comité de l'Afrique française », le décret du 18 octobre 1904 est quelque peu la revanche des « Soudanais » dont le décret du 17 octobre 1899 avait un peu trop délibérément semblé condamner l'œuvre. Il a dû être agréable à ces Soudanais de lire les lignes suivantes du rapport écrit par un ministre qui a été longtemps considéré comme un adversaire du Soudan français :

« Les régions dont il s'agit (Haut-Sénégal et Niger) sont parmi les plus riches et les plus peuplées de l'Afrique occidentale française ; l'immense vallée du Niger en est l'axe et détermine leur unité. Les intérêts commerciaux y sont déjà considérables, les richesses minières certaines ; quant à leur valeur agricole, elle est indiscutable et c'est à juste titre qu'est escompté dès maintenant l'avenir prochain qui verra la vallée du Niger devenir un des plus grands centres de production cotonnière du monde. Enfin, elles forment le noyau de notre puissance militaire en Afrique occidentale française. Ses popula-

tions braves et disciplinées fournissent sans difficultés les meilleurs et les plus nombreux éléments de nos troupes indigènes.

« L'importance de ces intérêts de diverses natures, déjà grands à l'heure actuelle, va se trouver rapidement accrue par suite de l'achèvement du chemin de fer de Kayes au Niger ; et si les travaux d'amélioration de la navigation des fleuves Sénégal et Niger, dont l'étude est dès maintenant presque terminée, répondent à notre attente, on peut prévoir, à bref délai, pour le développement de cette partie de notre empire africain des perspectives particulièrement favorables. »

C'est la consécration officielle de la valeur du Soudan français si longtemps contestée. D'ailleurs, cette œuvre de réparation inaugurée par le décret du 18 octobre 1904 n'est pas terminée.

Décret du 2 mars 1907. — Ce décret remanie la limite entre le Dahomey et le Haut-Sénégal et Niger.

Ce remaniement rattache à la colonie du Haut-Sénégal et Niger les cercles de Fada N'Gourma et de Say attribués au Dahomey par le décret du 17 octobre 1899 et s'appuie, dit le rapport de M. Milliès-Lacroix, sur « des considérations ethniques et des nécessités administratives ».

Organisation financière.

Le régime financier de la colonie a été, jusqu'à la loi du 13 avril 1900, régi, par le décret du 20 novembre 1882.

Ce décret établit que les recettes et les dépenses de la colonie sont inscrites soit au budget de l'Etat, soit au budget local.

Budget de l'Etat. — Depuis que le Soudan a obtenu son autonomie par le décret du 18 août 1890 jusqu'à sa dislocation en 1899, le Soudan n'a fourni aucun contingent à la métropole. Donc, aucune recette de la colonie n'a figuré au budget de l'Etat.

Les dépenses faites pour la colonie et imputées au budget de l'Etat comportent, d'après le décret du 20 novembre 1882, les dépenses du gouvernement et de protection, les subventions à l'instruction publique et généralement toutes les dépenses où l'Etat a un intérêt direct et qui sont mises à la charge de la métropole par les lois annuelles des finances ou par des lois spéciales.

La loi du 13 avril 1900 confirme le principe admis depuis longtemps : les colonies disposent de tous leurs revenus, mais elle le complète par un second principe corrélatif au premier : elles doivent supporter toutes leurs dépenses.

Ces principes sont atténués par deux restrictions variables, selon qu'il s'agit de dépenses civiles ou de dépenses militaires : 1° pour leurs dépenses civiles, les co-

lonies y subviennent directement elles-mêmes sur les budgets locaux (1); des subventions peuvent leur être accordées sur le budget de l'Etat; 2° pour leurs dépenses militaires, l'Etat continue à les acquitter sur son budget, car elles présentent un intérêt national, mais elles doivent être supportées définitivement par les colonies qui peuvent être tenues, selon leur degré de prospérité, de verser des contingents au trésor public jusqu'à concurrence des dépenses occasionnées par leur défense.

Les dépenses du Soudan imputées au budget de l'Etat ont atteint leur maximum en 1894 où elles s'élevaient à environ 11 millions, en y comprenant un crédit supplémentaire de 4 millions. Cette période correspond à l'occupation de Tombouctou et aux effectifs supplémentaires demandés pour maintenir notre occupation dans la région nord. Depuis, elles ont baissé, et ces dépenses se sont élevées à 10 millions en 1895 et elles ont pu être ramenées à 8 millions en 1896 et à 7 millions en 1897.

Ce sont ces frais nécessités par l'occupation militaire et la pacification du Soudan qui ont valu à cette colonie, pendant de longues années, une inimitié si ardente. Elles paraissaient d'autant plus lourdes que l'état troublé de la colonie et l'absence de moyens de communication ne permettaient pas une mise en valeur aussi rapide qu'on l'eût désiré.

(1) Cependant le décret du 18 octobre 1904 met à la charge du budget général de l'Afrique occidentale française les dépenses du service de la justice française.

En parcourant les comptes rendus des séances du Parlement consacrées aux colonies, on trouve trace très fréquemment du mécontentement occasionné par ces dépenses qui augmentaient, disait on, sans que le développement de la colonie suivit la même progression.

Il semble, à lire ces doléances, que l'effectif des troupes nécessitées par la conquête et l'occupation de ces immenses territoires ait été exagéré et cependant, jamais conquête plus brillante n'a été effectuée avec des effectifs aussi faibles.

Dans une étude sur nos colonies de l'Afrique occidentale de M. Fallot, parue dans la *Revue politique et parlementaire* de décembre 1904, cet auteur s'exprime ainsi sur ce sujet :

« Lorsqu'on lit l'histoire des événements qui ont amené la constitution de notre empire africain on ne peut manquer d'être frappé par la disproportion qui n'a jamais cessé d'exister entre la faiblesse des moyens mis en œuvre et l'importance des résultats poursuivis. La conquête d'un pays aussi grand que l'Europe a été accomplie par des effectifs militaires qui n'ont jamais dépassé 2 à 3.000 hommes parmi lesquels il y avait à peine quelques centaines de Français, le reste se composait uniquement d'indigènes instruits et disciplinés. C'est avec cette poignée de braves qu'il a fallu venir à bout de potentats nègres tels qu'Ahmadou, Samory, Rabah qui commandaient à de puissants empires. Les chefs de colonnes eurent de nombreuses difficultés, ces

difficultés furent certainement accrues dans une large mesure par cette insuffisance de moyens d'action, conséquence de l'indifférence de l'opinion publique en France et de la parcimonie du Parlement.

« Maintenant que la conquête est achevée, la force matérielle dont dispose le gouvernement de la colonie n'a pas été accrue et c'est un sujet d'admiration pour ceux qui connaissent le Soudan que les procédés à l'aide desquels nos officiers et nos administrateurs peuvent y maintenir l'ordre. Il n'y a jamais eu au Soudan, écrit M. Baillaud, plus de 5 à 600 Français.

« Si l'on songe que les routes n'étaient protégées que par un poste situé quelquefois à 200 kilomètres du point où l'on se trouvait dans des régions où on n'avait jamais vu de blancs, on estimera que c'était plutôt par la conviction de notre force que par cette force même que nous étions les maîtres : surtout, on conviendra que c'était parce que notre domination qui n'était en fait qu'une pacification savait se faire admettre par les indigènes, ce n'était point par la crainte que ceux-ci nous ouvraient leur pays. »

Donc, si les effectifs ont toujours été très faibles eu égard à l'étendue des territoires à garder, d'où provenaient ces dépenses exagérées si reprochées au Soudan. Elles étaient dues en très grande partie à ce que le man-

que de moyens de communication rendait le ravitaillement de nos troupes excessivement onéreux.

La difficulté principale du ravitaillement provenait de ce fait que les routes et les mouvements dans l'intérieur étaient à peu près impossibles pendant l'hivernage, soit de juillet à fin octobre, et que c'est précisément à cette époque que la navigation bat son plein et donne son maximum de rendement.

Dès novembre, les bateaux des Messageries fluviales ne peuvent plus venir à Kayes et s'arrêtent presque aussitôt à Podor. Il faut 30 jours pour aller de Kayes à Podor en chaland, de sorte que Kayes, devenu inaccessible aux vapeurs, doit être considéré comme définitivement interdit en tant que port, car le rendement des chalands est dérisoire : le Soudan est donc bloqué.

Les marchandises ont été amoncelées à Kayes ; il s'agit maintenant de les transporter à destination.

A Kayes commence le chemin de fer, mais, c'est à partir de son point terminus que surgissent les difficultés lorsqu'il s'agit d'atteindre le Niger.

Dix-huit étapes séparent Dioubéba, point terminus du chemin de fer en 1895 pour atteindre Bamako. La route continue le long du fleuve pour atteindre à Koulikoro le port du bassin inférieur du fleuve. Les transports sont effectués sur cette route au moyen de mulets, de voitures Lefèvre et d'autres d'un modèle meilleur,

Le Moyen Niger comporte une flottille de chalands

qui a varié d'importance au fur et à mesure de notre pénétration et au moyen de laquelle on transportait les vivres et le matériel nécessaires dans les postes du Niger, Pour les autres placés en dehors du fleuve et de la route Kayes-Bamako il fallait avoir recours à des moyens de fortune et pendant plusieurs années on a dû faire usage de porteurs.

Dans ces conditions le prix de la tonne kilométrique expédiée de France à nos postes extrêmes du Soudan revenait à 1.450 ou 1.500 francs, et si l'on considère que le département envoyait tous les ans de nombreuses tonnes de vivres et matériel jusqu'aux extrémités nord-ouest, nord et sud-est de la colonie il ne faut pas s'étonner si les transports absorbaient une grosse part des crédits votés chaque année pour le Soudan.

Plusieurs commandants supérieurs, le général de Trentinian notamment, ont apporté de très grands soins à l'organisation de ce service du ravitaillement

C'est ainsi que le général renonça au préjugé inexplicable de nourrir tout le personnel indigène du ravitaillement avec du riz venu de France.

On donna aux indigènes leur denrée préférée, le mil, et des pileuses de mil furent placées à toutes les étapes de la ligne de ravitaillement.

Dans ces conditions, le nombre de tonnes à transporter était beaucoup moindre et on n'avait plus besoin de porteurs pour participer au ravitaillement. Grâce aux

commandants de cercle, les approvisionnements de sel, de riz, de mil furent constitués sur place.

Des mesures furent prises pour assurer le fonctionnement régulier des innombrables éléments que comportent les convois.

On adopta pour le ravitaillement la seule route de Dioubeba au Niger, ce qui permit d'opérer une concentration des efforts. Elle fut divisée en cinq sections, sur lesquelles le même personnel et les mêmes animaux restèrent pendant toute la période du ravitaillement. Le confort des Européens s'en trouva augmenté et la mortalité des animaux considérablement diminuée.

La casse des bouteilles, la dégradation des caisses de farine, les pertes d'effets d'habillement atteignaient près de 25 0/0. Des ateliers de réparations furent établis à Dioubeba et à Bamako. Toutes les caisses furent soigneusement examinées et au besoin refectionnées.

Le mil qui était gardé par les chefs de villages et distribué par leurs soins fut placé dans des magasins confiés à des Européens qui tinrent une comptabilité exacte de leurs recettes et de leurs dépenses.

Un plan de transport fixa exactement les quantités de vin et de matériel ainsi que l'ordre dans lequel seraient enlevés les caisses et les colis. La flottille du Niger fut réorganisée. Un atelier de construction et de réparation de chalands fut établi à Koulikoro.

Grâce à toutes ces mesures, le service de ravitaillement

fonctionna dans de meilleures conditions et des économies sérieuses furent réalisées, mais la solution radicale du problème consistait dans la création au Soudan de voies de communication perfectionnées.

C'est ce que M. Delcassé expliquait à la Chambre des députés dans la séance du 2 mars 1895.

Il demandait au Parlement de mettre fin à cette situation devenue intenable.

« Il est impossible, en effet, que l'on continue à dépenser tous les ans des millions en transports sans créer jamais un mode de transport permanent, facile et d'un bon marché relatif. Ici, l'intérêt politique et l'intérêt économique se confondent et réclament une solution. Le jour où une voie, soit ferrée, soit tour à tour fluviale et ferrée, joindra un point de la Côte du Sénégal ou de la Guinée française à un point sur le Niger où ce fleuve est navigable toute l'année sur une grande étendue, ce jour-là, non seulement vous aurez rendu toute révolte impossible, mais vous serez sûrs de drainer à la côte la plus grande partie du trafic des caravanes qui, actuellement, se dirigent de Tombouctou, soit vers le Maroc, soit vers Tripoli, et ce jour-là aussi, les indigènes convaincus du profit qu'ils peuvent tirer des produits de leur sol s'attacheront à les augmenter. »

La voie ferrée Kayes, Koulikoro, terminée en 1904, a déjà remédié en grande partie à cette situation fâcheuse.

Budget local. — Examinons maintenant les recettes et les dépenses du budget local.

Le budget local a été créé en 1891 par le général Archinard. Les recettes ont donné, dès cette première année, la somme de 657.000 francs ; en 1892, la somme de 613.000 francs ; en 1895 elles montent brusquement à 1.450.000 francs et en 1896 elles atteignent 2.034.500 fr., c'est-à-dire qu'en 6 ans ses recettes ont triplé.

Pour l'année 1905 les recettes du budget local du Haut-Sénégal et Niger atteignent 5.696.354 francs.

Ce budget est très florissant. Il est à remarquer que la création du budget général de l'Afrique occidentale française, organisé par le décret du 18 octobre 1904 qui a diminué dans de si grandes proportions les ressources des colonies côtières de l'Afrique n'a pas atteint très sensiblement le budget local du Soudan. C'est que le budget général est alimenté en grande partie par les droits d'entrée et de sortie des marchandises, droits qui n'ont jamais existé au Soudan en dehors d'un droit de statistique très faible établi par le général de Trentinian et supprimé en 1899.

De plus, l'impôt de capitation, qui constitue la ressource la plus importante du budget local du Soudan a un rendement de plus en plus large à mesure que les territoires qui constituent le Soudan sont mieux connus.

Les principales recettes ordinaires du budget local comprennent :

L'impôt personnel ou de capitation;

Les patentes ;

Les licences ;

L'oussourou ;

Des recettes à titres divers.

Impôt de capitation. — De 1895 à 1899 le taux de l'impôt a varié de 1 à 3 francs par individu. Le général de Trentinian fait remarquer dans ses instructions que le taux de 3 francs est un maximum qui de longtemps ne devra pas être dépassé au Soudan, tant que l'influence française n'aura pas donné au commerce tout son développement et n'aura pas mis en exploitation rémunératrice les richesses naturelles du pays. A cette époque il ne pouvait être atteint que dans les provinces riches ou dans les centres où l'indigène, en contact avec nous, retirait des bénéfices sérieux de notre présence au Soudan. Ailleurs, le taux varie de 1 à 3 francs suivant la fertilité du sol, et suivant la richesse des villages, l'importance des troupeaux, des cultures industrielles, etc.

Les rôles étaient établis par villages et par cantons, selon que l'impôt était payé par village ou par canton et d'après le nombre d'habitants fourni par le recensement, hommes, femmes, enfants, domestiques.

Les commandants de cercle devaient procéder au dénombrement de la population dans les provinces où ce travail n'avait pas été fait et le recommencer dans celles où des changements notables avaient été apportés.

La rentrée de cet impôt s'effectuait :

1° Le plus possible en numéraire ;

2° En grains, animaux de boucherie ou autres denrées, dont les quantités à percevoir étaient calculées par le service financier local d'après les besoins des troupes et des divers services pendant une année ;

3° Le surplus, en argent, en or, en ivoire, en gomme, en caoutchouc, en kolas, et d'une manière générale en produits d'exportation, était dirigé sur Kayes ou autres points du Soudan par porteurs et convois faisant le retour à vide de façon à ne pas les majorer d'un fret onéreux.

Les chefs de villages ou de cantons collecteurs d'impôt avaient droit à une remise de 1 0/0 sur le produit réalisé. Certaines matières d'impôt (kolas, sel, etc.) pouvaient être utilisés sur place en paiement des indigènes (solde, main-d'œuvre, gratifications, cadeaux, remise aux collecteurs d'impôts) et en achat de bœufs et de moutons. D'autres pouvaient être envoyés dans les cercles voisins où elles faisaient défaut et où leur prix de vente était plus rémunérateur.

Aujourd'hui, le taux de l'impôt de capitation varie de 0 fr. 25 à 4 fr. 50 ; il est fixé suivant les propositions faites par les commandants de cercles ou résidents, conformément aux rôles dûment arrêtés et approuvés en conseil d'administration.

En principe, l'impôt est acquitté en numéraire ; toutefois, dans les régions qui en sont encore dépourvues, l'impôt peut être acquitté en nature, après autorisation spéciale, donnée par l'administration supérieure qui fixe

la nature des produits et la limite des quantités à percevoir, au cours de l'exercice dans les magasins du service local.

Depuis son établissement, l'impôt de capitation a suivi une progression croissante :

	Francs
En 1891, il atteint	338.953
En 1892.	268.000
En 1893.	272.000
En 1894	340.000
En 1895,	823.170
En 1896	1.560.000
En 1905, il est de	3.880.000

On est redevable de ce développement de recettes à l'organisation méthodique de nos possessions, au développement économique de la colonie, à la multiplication des travaux de recensement qui ont permis de découvrir des villages peu connus, qui ne peuvent plus se soustraire aux charges communes.

Patentes. — Toute personne exerçant un commerce ou une industrie est soumise à la contribution des patentes.

La patente des commerçants établis consiste en un droit fixe calculé suivant la nature et l'importance du commerce exercé, elle varie en général de 60 à 300 francs.

Les colporteurs indigènes ou Dioulas qui circulent à travers la colonie avec des caravanes, pour trafiquer de

leurs marchandises, sont astreints au paiement d'un droit de patente, soit qu'ils agissent pour leur propre compte, soit pour le compte d'un commerçant établi qui, en les envoyant circuler dans les cercles, crée une succursale ambulante de son magasin.

Cette patente, dont le taux varie suivant la classe, est proportionnelle à la valeur des marchandises.

Un projet de réglementation modifiant l'assiette des patentes de Dioulas est actuellement à l'étude. Au lieu de la taxation *ad valorem* des marchandises, on prescrit le principe de la taxation d'après le poids des charges transportées.

Licences. — Toute personne vendant au détail et à consommer sur place des vins, liqueurs, et en général des boissons alcooliques ou fermentées, tout aubergiste-traiteur, restaurateur donnant à manger au jour, au mois ou à l'année sont assujettis à un droit de licence.

Droits de place et de marché. — Dans tous les centres, sont organisés des marchés de construction indigène dont l'entretien incombe à la colonie.

En principe, un droit de stationnement est perçu au compte du budget local ; ce droit est variable par cercle et par poste, suivant l'importance du marché et des transactions qui s'y opèrent.

Les marchands peuvent se libérer moyennant le paiement d'abonnements mensuels variables.

Oussourou. — La première institution de cette redevance, à laquelle nous avons conservé le nom indigène, et qui, en principe, est le prélèvement d'un 0/0 en marchandises sur le chargement des caravanes, date de la prise de Nioro, en 1891.

Jusque-là, nous n'avions eu affaire qu'à des pays ruinés momentanément par une longue période de guerres sur lesquels il fallait étendre une main légère et surtout protectrice pour leur permettre de se refaire. Ici, la question était tout autre ; derrière les Toucouleurs vaincus se dressaient les Maures, à la fois commerçants et pillards, pouvant s'enrichir par le commerce des moutons et du sel, ayant besoin d'écouler chez nous leurs produits, y trouvant tout intérêt, et ne méritant aucune pitié car, fidèles à leurs habitudes, ils tentaient d'exercer des *raz-zias* sur nos nouveaux sujets.

On forma un premier réseau de postes d'oussourou à Goumbou, Kassambara, Nioro, Tambakara. En même temps, les droits étaient fixés en marchandises, ou en valeur représentative à la faculté des caravanes au 1/10 sur tous les produits (sauf la gomme) et sur les chevaux, et au 1/40 sur les troupeaux.

Au fur et à mesure de l'extension de notre commerce extérieur et en profitant des leçons données par l'expérience, on a modifié et complété ce système de façon à faire profiter le budget local d'un prélèvement d'oussourou sur les nombreuses transactions commerciales qui se font sur notre frontière est du Soudan. La pacifi-

cation achevée de la région nord dans la partie située sur la rive gauche du Niger a permis l'établissement d'un semblable réseau qui relie Tombouctou à Néré, poste de perception du cercle de Sokolo.

Organisation administrative.

Jusqu'en 1899, le territoire du Soudan a été divisé en « Régions » comprenant chacune un certain nombre de « Cercles ». Ce nombre a varié avec l'étendue du territoire qui constituait la colonie aux différentes époques de son développement.

A la tête d'une région se trouvait un officier supérieur, assisté d'un capitaine ou d'un lieutenant et d'un capitaine d'artillerie chargé spécialement des questions de constructions, armements et munitions.

A la tête d'un cercle ou d'une résidence se trouvait un capitaine ou un administrateur assisté, d'un ou de plusieurs lieutenants ou adjoints des affaires indigènes.

Attributions des commandants de région. — Dans toute l'étendue de son territoire, le commandant de région est le représentant du lieutenant-gouverneur pour toutes les affaires politiques, militaires et administratives.

Il a sous ses ordres, à tous les points de vue, sauf pour l'administration intérieure, toutes les troupes stationnées sur le territoire de sa région.

Tout le personnel militaire et civil est placé sous son

autorité et relève de lui pour tout ce qui n'est pas d'ordre technique ou spécial.

Il fait des tournées d'inspection dans les cercles de sa région: L'action du commandant de région s'exerce par un contrôle incessant sur l'administration des cercles plutôt que par une action immédiate; il s'assure que les commandants de ses circonscriptions s'inspirent exactement des instructions de toutes sortes qui émanent du lieutenant-gouverneur et que les ordres de ce dernier sont exécutés. Il lui propose toutes les mesures qu'il juge utiles et qui ont pour but d'améliorer les différentes parties du service.

Les commandants de région sont, avec le commandant supérieur, les seuls représentants du lieutenant-gouverneur en matière politique, soit vis-à-vis des autorités indigènes, soit vis-à-vis des chefs situés au delà de la frontière. Ils ont seuls qualité pour conclure des conventions avec ces derniers, conformément aux indications du lieutenant-gouverneur.

Attributions du commandant de cercle.— Le commandant de cercle est le représentant du lieutenant-gouverneur auprès des populations. Pour pouvoir mettre en œuvre l'initiative que comporte son rôle, aucune question intéressant son cercle ne doit lui être étrangère: histoire et topographie du cercle, ethnographie, religion, mœurs et coutumes de ses administrés, sectes musulmanes, ressources diverses. Il doit connaître, autant que

possible les chefs de village les plus importants et les chefs de canton; il s'applique à comprendre et à parler les idiomes de son cercle.

Le commandant de cercle ne s'immisce dans les mœurs, coutumes et religion de ses administrés qu'autant que certaines particularités en seraient contraires à notre civilisation ; il ne doit le faire qu'avec grande prudence. Il n'entre pas dans le détail d'administration des villages et provinces ; il laisse à ce sujet toute latitude aux chefs indigènes. Il doit les aider à se faire respecter de leurs administrés et s'en faire obéir. Il est l'agent du service local.

Il est chargé de la répartition et de la rentrée de l'impôt, des achats, de l'entretien et de la conservation des denrées. Il s'occupe par l'intermédiaire de ses adjoints des villages de liberté de son cercle, il est officier de l'état civil et dresse tous actes concernant les Européens.

Il a seul les pouvoirs nécessaires pour exercer le droit de réquisition dans toute l'étendue de son cercle.

Tout service qui a besoin de porteurs, denrées, etc., doit passer par son intermédiaire.

Le commandant de cercle fait faire tous les ans des tournées de recensement qui servent à l'établissement des rôles d'impôt.

Il dirige les écoles primaires et a la direction des écoles musulmanes et indigènes. Une de ses principales préoccupations est d'assurer une sage progression des recettes du budget local.

Les territoires et les cercles ont sous leurs ordres un personnel secondaire européen et indigène.

Depuis la reconstitution du Soudan français sous le nom de Haut-Sénégal et Niger en 1904, la colonie est administrée par un gouverneur des colonies portant le titre de lieutenant-gouverneur assisté d'un secrétaire général.

Le siège de la colonie est à Bamako. La subdivision administrative connue autrefois sous le nom de « Région » a disparu. C'est le commandant de cercle, administrateur civil qui, conservant à peu près ses attributions d'autrefois, est chargé d'assurer l'exécution des arrêtés du gouverneur. Le décret du 18 octobre 1904 a institué pour la colonie un conseil d'administration qui est constitué en conseil de contentieux par l'adjonction de deux magistrats, ou à défaut, de deux fonctionnaires désignés au commencement de chaque année, et pour sa durée par le gouverneur général.

CHAPITRE IV

PRODUCTIONS DU SOL ET DU SOUS-SOL.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE.

En examinant les statistiques du Soudan français dans la période qui s'étend de 1891 à 1899, on est amené à faire deux remarques :

1° La moitié de la valeur des importations consiste en numéraire. En 1895, par exemple, sur 10.289.043 fr. d'importation, le numéraire figure pour 5.190.000 francs. Ce numéraire est destiné, non à payer des marchandises que nous achèterions à notre colonie, mais à rémunérer les soldats et fonctionnaires qu'elle emploie ;

2° Les exportations du Soudan sont si peu considérables qu'elles sont presque insignifiantes. Elles ne se sont élevées en 1895 qu'à 309.387 francs, si on considère les seules exportations de produits du cru. Parmi ces produits, la gomme tient le premier rang, pour l'importance des expéditions, représentant à elle seule pour l'année 1895 plus des deux tiers des exportations du Soudan. Vient ensuite le mil, le caoutchouc, les arachides, les amandes de palme, le beurre de karité, des chevaux, etc.

Mais les exportations, somme toute, ne pouvaient pas supporter la comparaison avec les importations, et le

Soudan français, à cette époque, était un pays de consommation, non de production et la vie économique y était très peu active.

Est-ce à dire que le Soudan ne pourra pas fournir de produits d'exportation ? On peut répondre en toute assurance : non. Le Soudan a déjà fait ses preuves. Il renferme des parties très riches et très fertiles, notamment toute la vallée du Niger depuis ses sources jusqu'à Tombouctou. D'autres parties sont peut-être moins fertiles, mais à mesure que la population s'accroîtra et que les voies de communication se développeront elles seront comme les autres, susceptibles d'être mises en valeur.

Nous allons examiner ci-après les richesses du sol et du sous-sol et nous étudierons ensuite les efforts qui ont été faits pour assurer le développement économique de la colonie.

Les gisements minéraux (1). — Le sous-sol n'ayant jamais été étudié d'une manière méthodique, les minerais ou les dépôts les plus abondants à la surface sont les seuls qui soient connus et la découverte en revient en grande partie aux indigènes. De ce nombre sont l'or, le fer et le cuivre, ce dernier non exploité.

On a cru pendant longtemps que, malgré toutes les investigations, la pierre calcaire si nécessaire serait introu-

(1) Ces renseignements sur les productions du Soudan sont extraits en partie des « Notices commerciales, agricoles et industrielles » rédigées par M. le capitaine Bailleu.

vable ; un ingénieur civil en a signalé des bancs aux portes mêmes de Kayes et on les exploite à l'heure actuelle.

Il est probable que des recherches ultérieures feront découvrir bien d'autres richesses minéralogiques enfouies dans ce sol si tourmenté.

Les gisements d'or du Soudan ne sont encore connus que dans le vaste affaissement où s'est formé le bassin de la Falémé et dans la vallée d'érosion où coule le Tankisso moyen.

L'or de la Falémé, vulgairement appelé or du Bambouck ou de Galam, s'y rencontre surtout en grains, dans des terrains d'alluvions, le plus souvent au contact de roches métamorphiques, quelquefois en présence du quartz ; en tous cas, les exploitations indigènes se font en terrains alluvionnaires et non dans les gangues rocheuses d'éruption. Nous pensons qu'il y aurait mieux à faire pour des Européens et qu'une étude approfondie du terrain et de sa formation mènera à la découverte des gisements réels qui ont alimenté ces sables. De plus une exploitation rationnelle de toute la vallée, ayant comme point d'appui les trente et quelques placers connus des indigènes, à condition d'être menée avec sagesse et économie, donnera peut-être aux chercheurs des premiers bénéfices favorables à l'extension subséquente de leurs explorations,

L'or du Bouré est disséminé sur un moins grand espace et se rencontre souvent dans une gangue quartzeuse à l'état de paillettes.

Il diffère donc du précédent par son habitat géologique ; il est également plus jaune, plus pur et par cela même plus estimé. Quoique le Bôuré et son annexe le Siéké soient de petits pays comme étendue, la population y étant plus dense que dans le Bambouck et probablement aussi le terrain plus riche, la récolte annuelle est au moins égale quoique faite dans des conditions d'extraction souvent plus difficiles.

Jusqu'à présent, seuls, les indigènes se sont livrés à l'exploitation de l'or. Je lis, dans une notice sur le « Haut-Sénégal et Niger » publiée par le gouvernement général à l'occasion de l'exposition coloniale de Marseille, que les sociétés minières qui se sont formées en vue de l'exploitation de l'or sont au nombre de onze ; l'une, la Société industrielle et commerciale du Soudan français, au capital de 1.400.000 francs, les autres au capital variant de 50.000 à 500.000 francs, mais, jusqu'ici aucun résultat important n'a été obtenu.

Le cuivre a été signalé à plusieurs reprises, notamment dans un marigot des environs de Bafoulabé par le docteur Colin ; il semble que le massif de soulèvement qui a rejeté brusquement à l'ouest le cours de la Falémé à hauteur de Farinkounda en contienne un gisement important, à en juger par les nombreuses roches éruptives couvertes de paillettes que l'on rencontre dans les nombreux torrents qui en découlent.

L'fer est très commun : on ne le connaît que sous forme d'oxydes ou de sesquioxydes (oligistes, oligistes terreux

et limonite), mais il existe en de nombreux endroits. Il est exploité depuis longtemps par les indigènes.

Des bancs de calcaire ont été trouvés au Fouta, montagne au sud de Kayes, à Dinguira, entre Kayes et Ba-foulabé, dans le nord de Badoumbé. Cette dernière carrière, que les frais de transport ne permettent pas d'utiliser donne une chaux très grasse ; c'est un carbonate très pur, plutôt du marbre. Les deux autres gisements fournissent de la chaux hydraulique.

On a signalé également l'existence de calcaires dans le nord de nos possessions. Pour la construction et l'entretien de nos postes du Niger, nous n'avons disposé pendant longtemps que de nombreuses coquilles d'huîtres qui jonchent le lit du Niger à partir de Kangaba, y formant quelques seuils ; par la cuisson on obtient ainsi une chaux très maigre, bien blanche, peu résistante pour la maçonnerie, mais excellente pour le blanchiment et le crépissage des bâtiments.

L'argile est très répandue. Enfin les terres à poterie se trouvent en nombre d'endroits.

Ainsi donc, il est avéré que le Soudan renferme des gisements minéraux, en particulier de l'or, du fer, du calcaire, mais, je le répète, aucune exploitation sérieuse par des Européens n'en a été faite. Si l'industrie, en l'état actuel n'a pas encore donné de résultats, il en est tout autrement de l'élevage et de l'exploitation agricole.

Elevage. — Le cheval est assez répandu dans tout le

Soudan, sauf dans les régions ouest et sud ; il s'est toujours très mal acclimaté dans le sud malgré les efforts qui ont été faits de longue date par les conquérants indigènes pour former des corps de cavalerie. Il est surtout commun dans le Kasso, le Markadougou, le Yatenga et le Mossi. Le peu de soins que prennent les indigènes pour les saillies et pour l'élevage du jeune poulain, les fatigues qu'il impose à la mère pleine sont cause d'un affaiblissement graduel de la race, marqué surtout par l'abaissement de la taille, la faiblesse du rein et le peu de solidité des pieds.

Aussi, dans ces pays où le voyage à pied n'est guère possible à l'Européen qu'au détriment de la santé, a-t-on cherché depuis longtemps l'amélioration de la race chevaline. On avait d'abord tenté d'amener deux étalons arabes ; mais ils n'ont pas même supporté les fatigues du voyage.

Le général de Trentinian a établi des dépôts de monte. Le premier essai a été fait à Kayes avec deux étalons choisis dans les pays d'élevage des bords du Niger. La plus grande difficulté à vaincre était l'apathie des indigènes et leur mauvaise volonté à se ranger à nos coutumes, même les plus favorables. Mais le résultat a dépassé l'attente ; comprenant l'avantage des saillies faites avec des étalons choisis, gratuites, suivies avec attention par un vétérinaire, leur promettant un placement certain et très rémunérateur des produits dans l'avenir, les propriétaires de juments sont venus en grand nombre. En

même temps qu'il devint nécessaire d'augmenter le dépôt de Kayes, on put en installer d'autres dans les principaux centres de production chevaline. C'est ainsi que furent créés des dépôts de monte à Ségou, Saraféré, Nioro et Bandiagara.

Autruche. — L'autruche est très commune dans le nord du Soudan. Elle existe sur la frontière du Sahel, dans les régions de Tombouctou et dans la boucle du Niger. Le commerce de ses plumes, sans être considérable, a cependant eu une certaine importance autrefois. Il était une source indiscutable de richesse pour les populations de ces régions.

Il y a quelques années, on comptait dans un seul groupe d'une vingtaine de villages établi près de Dori, plus de 400 autruches domestiques.

L'élevage de l'autruche n'est plus aussi répandu qu'autrefois. Cela ne résulte pas de la disparition de l'autruche, qui paraît au contraire fort commune dans les régions indiquées, mais parce que les plumes ne sont plus aussi recherchées sur les marchés du Soudan.

Les commerçants de Tombouctou qui opéraient autrefois de grands échanges au moyen de plumes d'autruche qu'ils exportaient vers le nord, faisaient surtout venir la plume d'animaux du Dori et du Humbori.

L'élevage de l'autruche a été pratiqué, il y a quelques années, dans le cercle de Tombouctou et chez les Kounta établis dans l'Aribinda.

Les indigènes ne sont jamais arrivés à la reproduction de l'animal à l'état domestique. Toutes les autruches qu'ils possédaient avaient été capturées étant jeunes.

En outre, les autruches n'étaient pas placées dans de bonnes conditions, tant au point de vue de l'hygiène qu'au point de vue de la qualité des plumes. Tandis que l'autruche, pour vivre, pour se reproduire et pour donner de belles plumes, demande de grands espaces, les habitants de la région les confinaient dans l'intérieur des cases ou dans de petits parcs étroits. Elle ne sortaient de là que rarement.

Les musulmans fanatiques ont toujours préféré la plume de l'autruche sauvage, non seulement à cause de sa supériorité, mais aussi par suite de son origine, aux plumes d'animaux domestiques, obtenues en portant atteinte aux règles du Coran.

On arrivera seulement par l'attrait du gain à faire cesser cet ostracisme dont sont l'objet les plumes d'animaux domestiques.

Le général de Trentinian avait favorisé l'élevage de l'autruche et fait installer une autrucherie à Tombouctou et à Karougha (Sahel). Il y avait là une grosse source d'exportation à encourager. On avait essayé d'y intéresser nos commerçants de Kayes. Des commerçants de Tombouctou avait demandé au lieutenant gouverneur son appui, pour faire parvenir en Tripolitaine leurs plumes par une voie plus sûre que celle du Soudan central.

Ces essais semblent avoir été abandonnés. Le com-

merce annuel de la plume d'autruche représente à l'exportation de l'année 1905 une somme d'environ 50.000 fr.

Quant aux plumes de tous genres dont on s'est peu occupé jusqu'à présent, il nous suffira de rappeler que les bords du Niger, surtout dans la région des grands lacs du sud-ouest de Tombouctou sont peuplés de tous les genres d'échassiers intéressants : marabouts, grues, flamants, ibis, pélicans, aigrettes.

Cette dernière branche de commerce, à peine entrevue est donc susceptible d'un grand développement.

Il a été exporté en France, depuis 5 ans, pour une valeur d'environ 530.000 francs d'aigrettes.

Animaux de boucherie : bœufs, moutons. — Le bétail est très inégalement réparti dans nos possessions soudanaises ; de plus, il est sujet à des épizooties terribles dont la plus célèbre est celle de 1891 ; le fléau avait ravagé et presque complètement ruiné les contrées les plus riches en bestiaux.

Le bœuf est néanmoins assez répandu dans tout le Soudan, sauf dans la région sud, qui tire une partie de sa subsistance du Fouta-Djallon et du Dinguiray, ses voisins. Les autres régions se suffisent à elles-mêmes. L'ouest et le nord-est écoulent même leur trop-plein vers les rivières du golfe de Guinée par l'intermédiaire de Bougouni.

La vallée du Niger, de Bamako jusqu'à Sansanding, est, sur une grande longueur, un pays d'élevage par

excellence ; décimés par des épidémies successives, les troupeaux s'y sont refaits avec une grande rapidité. La quantité de bestiaux de cette contrée est assez importante pour que le général de Trentinian ait pu installer à Koulikoro, à titre d'essai et d'exemple, une fabrique de viande de conserve. Si la maladie ne vient pas entraver l'élevage, le Soudan pourra exporter prochainement des quantités importantes de bœufs ; vu la modicité du prix d'achat, ce mouvement pourrait être profitable à l'Europe même.

Le commerce des moutons a pris un très grand développement depuis notre contact avec les Maures, et les indigènes semblent beaucoup plus friands de cette chair que de celle du bœuf.

Les moutons se rattachent à trois races principales qui ont fourni des croisements en nombre indéterminé.

La race maure, haute sur pattes, à poil rare et court, de toutes nuances, maigre, vivant de peu, s'accommodant, comme fourrages, de la végétation épineuse et peu substantielle des dunes sablonneuses.

La race malinkèse, de petite taille, ronde et dodue, nettement caractérisée par un joli poil court et par une robe pie-noire à grandes taches affectant quelquefois toute une moitié du corps, fournissant une chair souvent délicate, mais ayant besoin de grands soins comme nourriture et comme habitat.

La race du Macina, probablement amenée de fort loin par des peuples pasteurs, de taille intermédiaire, est sur-

tout remarquable par son épaisse toison blanche, dont les peuples du Macina utilisent la laine pour la confection de couvertures très prisées dans le pays.

Il sera difficile de les améliorer avec des croisements étrangers au pays, nos races françaises ne pouvant supporter le climat soudanais et succombant promptement à des maladies infectieuses. Neuf mérinos, achetés en 1899 par l'administration à Rambouillet et envoyés au jardin de Kati pour des essais de croisement avec les moutons à laine du Macina, n'ont pu s'acclimater. Cinq seulement arrivèrent à Kati et ne tardèrent pas à mourir les uns après les autres.

Pour conclure, disons qu'en matière d'élevage, la sélection des races du pays est la seule méthode qui soit à préconiser pour la reproduction ou la création de types nouveaux.

L'exportation de la laine qui commence à se dessiner nous promet avant peu une nouvelle source de revenus.

Comme pour les bœufs, la quantité considérable de moutons donne un superflu favorable à une importante exploitation. A côté des moutons, se placent les chèvres, dont l'élevage se fait concurremment et qui entrent pour une assez forte proportion dans la composition des troupeaux. On n'y rencontre pas de différences de races bien tranchées.

Les Maures sont de grands pourvoyeurs de moutons et de chèvres de toute la zone qui, depuis la frontière

nord prolongée par Bamako et Siguiri s'étend sans limites vers la Mer du Sud.

Les céréales. — Les principales céréales cultivées par les indigènes sont le mil, le riz, le maïs et le blé.

Le *mil* est d'une culture universelle, car il s'accommode des terrains les plus pauvres en humus. Il est très rustique et demande peu de soins. Après avoir défriché et préparé grossièrement le terrain, on le sème au commencement de l'hivernage, ordinairement après les premières tornades espacées qui précèdent cette saison et qui, en détrempeant le terrain, en facilitent le travail. La récolte se fait, suivant les espèces, du 15 novembre au 15 janvier.

Les régions où la production semble la plus forte sont le Sahel, les environs de Tombouctou, les cercles de Kita et de Bamako.

Le *maïs* est beaucoup moins apprécié des indigènes. Semé dès les premières tornades, il se récolte, suivant la variété, de six semaines à trois mois après : tout est ramassé en septembre.

Le *blé* est cultivé dans les nombreuses cuvettes ou lacs desséchés très riches en humus, fertilisées périodiquement par les débordements du Niger, qui sont caractéristiques des régions avoisinant Tombouctou. Le régime des eaux spécial à ces contrées permet de le semer dès le mois d'octobre pour le récolter en février, à l'époque où les approvisionnements commencent à s'épuiser. La cul-

ture doit en être développée et encouragée. Il y a une cinquantaine d'années, certaines contrées lacustres, comme l'Aribinda, étaient, paraît-il, couvertes de champs de blé. Il y a dans le nord du Soudan des terrains immenses où le blé pourra prospérer.

D'ailleurs, la région des lacs pourrait à elle seule suffire à l'alimentation du pays ; elle a pu fournir 100 tonnes à l'administration en 1897 et 300 en 1898.

C'est un blé dur, à coque épaisse, à épi barbelé. Les indigènes le concassent et le broient entre des pierres ; avec la farine ainsi obtenue, ils fabriquent des sortes de galettes soufflées, sans mie et par conséquent complètement creuses, dures, cassantes, granuleuses sous la dent, ayant un peu le goût de pain d'épice : on s'en est servi avec avantage dans les différentes opérations autour de Tombouctou.

Le général de Trentinian s'est occupé, dès 1896, d'utiliser la farine du pays pour l'alimentation des Européens appartenant au corps d'occupation. A la suite d'une première analyse et d'essais de panification très favorables, on se décida à entrer immédiatement dans une période active et des moulins de modèles différents, mais tous de petit rendement, furent commandés en France ; l'endroit choisi pour la fabrication fut le poste de Koulikoro. Dès juin 1897, le premier moulin se mettait en marche, deux autres furent successivement envoyés pendant l'hivernage ; de telle sorte que l'on put, à partir de cette époque diminuer de 50 tonnes la commande de farine faite

en France et prévoir son remplacement par une quantité équivalente de farine du pays.

On fit adresser à Kayes et dans les différents postes une certaine quantité de farine destinée à être comparée avec la farine française. Les avis, mentionnés par écrit, signalent tous la bonne qualité du pain fait avec la farine de Tombouctou.

Naturellement, des difficultés sans nombre se sont produites au début. Les méthodes de récolte peu soigneuses employées par les indigènes livrant un blé excessivement sale, nécessitent des laveurs puissants ; le blutage demande des améliorations. L'expérience seule permettra de remédier à tout et de trouver les instruments les mieux appropriés à ce grain particulier. On peut prévoir le moment où toutes nos colonies de l'Afrique occidentale seront alimentées en blé par le Soudan.

Le *riz*, peu cultivé, faute de bras, lors de notre occupation, a pris depuis quelques années une importance énorme sur tous les marchés.

Toutes les plaines basses soumises à des inondations périodiques, tous les fonds de marigots où la couche d'eau est peu épaisse, se transforment en rizières d'année en année. La culture s'en est développée jusqu'au Sénégal où elle n'existait pour ainsi dire pas, par comparaison avec la vallée du Niger. La variété ainsi cultivée donne un grain assez fort, à arêtes prononcées, à enveloppe couleur de rouille ; c'est la plus commune et la plus répandue. Il en existe deux autres variétés : le riz,

dit de montagne, qui s'accommode de la forte humidité retenue à flancs de coteaux par les plis de terrain et qui est cultivé sans beaucoup de soins par les populations malinkèses du Moyen-Niger et une sorte de petit riz blanc, à grain effilé dont la culture a été importée de la côte sur le Niger, que l'on trouve fréquemment aux environs de Kouroussa.

En dehors des céréales, beaucoup de végétaux sont cultivés par les indigènes et sont d'un usage constant pour l'amélioration de leur nourriture : les patates, l'igname, le manioc, les haricots aux nombreuses variétés, les pastèques, l'oseille, la tomate, le piment, l'oignon, le navet, le gombo.

Le bananier, le papayer, le goyavier, le dattier se reproduisent assez facilement et quoique de variétés un peu rustiques fournissent des fruits assez agréables ; le citronnier et le manguiier peuvent être acclimatés partout : les oranges sont nombreuses dans la région sud, surtout dans le cercle de Kouroussa ; la pomme cannelle peut être cultivée ; l'ananas se trouve à l'état sauvage dans la vallée du Milo et l'on en a fait de vastes plantations dans quelques postes. Des essais incessants permettent d'espérer l'acclimatement de certains arbres fruitiers étrangers au pays.

On parle beaucoup quand il est question des productions alimentaires du Soudan, du beurre de karité, suc d'un arbre assez commun dans ces régions ; ce suc peut

pour certains usages remplacer le beurre, mais il semble qu'on ait fondé sur ce produit des espérances qui se réaliseront difficilement. On a pensé qu'il pourrait lutter efficacement contre le beurre sur les marchés européens ; or, c'est plutôt contre la margarine qu'il lui faudrait combattre et les frais de transport qui le grèvent lui assurent la défaite. Il est fort probable que le beurre de karité ne sera jamais un produit d'exportation important pour le Soudan. Cependant des essais intéressants sont tentés avec ce produit.

Parmi les produits d'exportation, il faut citer la gomme. Sur la frontière nord, de Yélimané à Tombouctou, les acacias fournissant la gomme existent en grand nombre. Plus denses en certains points, de telle sorte qu'on ait pu comparer leur assemblage à des forêts, partout ailleurs ils sont disséminés en assez grand nombre ; c'est la seule et maigre végétation des dunes sablonneuses.

Autrefois, Médine était le centre du commerce de la gomme pour le Sahel ; depuis quelques années des transactions importantes de cet article ont lieu à Nioro et à Tombouctou, mais aujourd'hui le commerce de la gomme a diminué d'importance. La baisse de prix de ce produit, en Europe, a porté un coup préjudiciable au commerce du Soudan qui, depuis 1902 se voit privé d'une source importante de revenus.

L'exportation en 1899 (2.000 tonnes) représentait au prix de la mercuriale de Médine une somme de 1.401.416 fr. Les 1.175 tonnes exportées en 1905 valaient, selon le prix

de la même mercuriale, 352.500 francs, soit une baisse sur la valeur actuelle de la gomme de 470.000 francs.

En dehors de la gomme, citons l'indigo très répandu, les arachides dont la culture se développe beaucoup au Soudan. Le service du génie a installé une presse pour faire de l'huile d'arachides, dont l'utilisation sera bonne, même pour la consommation européenne ; les autres pourraient être utilisées pour les divers besoins industriels.

Mais parmi les plus importants de ces produits, il faut citer le coton et le caoutchouc. L'extension donnée à l'exploitation de ces produits et les efforts faits pour en encourager la culture méritent un développement spécial qui sera donné plus loin.

Donc, en dehors des produits du sous-sol qui, encore peu étudiés, peuvent nous réserver des surprises dans l'avenir, on voit par cette nomenclature sommaire que le sol du Soudan renferme des produits variés qui peuvent faire l'objet d'une exploitation fructueuse. Comment cette exploitation doit-elle être conduite ? C'est ce que nous allons examiner ci-après.

Mise en valeur de la colonie. — Nous avons vu que le Soudan est composé de régions diversement fertiles. A côté de territoires incontestablement très riches, comme la vallée supérieure du Niger depuis ses sources jusqu'à Tombouctou, on trouve des régions cultivées, mais dont le rendement est certainement moindre, et l'on rencontre

également des terres qui nécessiteront des irrigations et des travaux assez considérables pour rémunérer suffisamment les capitaux qui y seront engagés.

Faut-il s'alarmer de cette inégalité de fertilité des diverses régions du Soudan. M. Leroy-Beaulieu ne le pense pas (1). « Les territoires que se sont partagés les nations européennes exigeront certainement plusieurs siècles pour être complètement mis en valeur. Les efforts devront se concentrer d'abord dans les districts où la population noire est assez dense, assez laborieuse, assez apte à une discipline pour fournir une main-d'œuvre à peu près régulière et de là, graduellement, ils gagneront les territoires moins bien pourvus sous ce rapport au fur et à mesure que la population noire y deviendra plus abondante, ce qui ne manquera pas de se produire avec la paix et sera moins hostile au travail. Toute la terre ne peut être mise en exploitation immédiatement ; bien loin de se plaindre qu'il en soit ainsi, on devrait plutôt s'en féliciter puisque les contrées qui restent momentanément soustraites à l'exploitation constituent des réserves pour l'avenir. Ce n'est nullement un mal qu'on ne puisse pas disperser actuellement sur toute la surface de l'Afrique les plantations de café ou de cacao auxquelles on attache une importance si enfantine, celles même du coton qui pourtant ont plus de prix. Il y a, à l'heure présente, des éten-

(1) M. Leroy-Beaulieu, *De la colonisation chez les peuples modernes*.

dues énormes où les conditions physiques du sol et la main-d'œuvre se rencontrent pour faciliter ces productions dans la mesure des capitaux disponibles et de la puissance de consommation actuelle du monde. On peut être certain que, ultérieurement, fût-ce après 2, 3 ou 4 générations, il n'y aura pas un seul district, même au fin fond de l'Afrique où l'on ne puisse faire une œuvre de production agricole forestière ou minière complètement efficace.

Il n'y a aucun intérêt à hâter partout cette heure. Les colonies seront d'autant plus prospères et mieux assises qu'on y respectera davantage les droits naturels des indigènes, et le premier de ces droits est la faculté de louer leur travail librement. »

Il n'y a donc pas à s'inquiéter si l'on ne peut pas mettre simultanément en valeur toute l'étendue du Soudan. Mais quelle méthode va-t-on employer pour assurer tout d'abord le développement économique des régions qui s'y prêtent ?

Pendant longtemps on a discuté s'il n'y aurait pas lieu de donner des concessions de vastes étendues de terrains à des compagnies de colonisation comme on l'a fait au Congo. L'étude de ce problème a passionné tous ceux qui s'intéressent aux questions coloniales. Des projets de loi ont même été déposés en ce sens au Parlement.

Voici à ce sujet l'opinion de M. Leroy-Beaulieu :

« Les grandes concessions de territoire ne doivent être accordées que dans les régions encore vierges, en quel-

que sorte, où les blancs n'ont guère pénétré et n'ont pas constitué d'établissements, par conséquent loin des côtes, des ports et des villes, à 4 ou 500 kilomètres au moins des lieux où les commerçants libres ont leurs habitudes, là aussi où la population indigène est peu dense. Une concession de territoire à une compagnie de colonisation est une sorte de brevet d'invention ; elle ne peut être constituée, sans grands inconvénients, dans un pays d'un accès et d'une exploitation faciles et où il y a déjà beaucoup de commerce. C'a été un grand tort d'accorder, il y a quelques années à la Côte d'Ivoire, une concession de cette nature que l'on a dû ensuite exproprier avec indemnité. Mais dans les profondeurs de nos colonies, le long du Niger, notamment du coude du Niger, là où de vastes plaines seraient irrigables et ne sont pas actuellement cultivées par les indigènes, dans les forêts éloignées des côtes et jusqu'ici inexploitées, il est peut-être encore possible d'accorder des concessions de ce genre ; ce doit être toutefois l'exception ; une très petite partie seulement du territoire peut être ainsi concédée et il ne peut être question de renouveler l'orgie de concessions dont le Congo a été l'objet.

« Il est remarquable que les gouverneurs très expérimentés et très renommés de la Guinée française et du Dahomey, M. Ballay et M. Ballot, se soient opposés à l'introduction dans leurs colonies respectives du système des concessions, sauf en ce qui concerne M. Ballot, pour le Haut-Dahomey ou plutôt les prolongements peu peu-

plés et peu cultivés du côté du Niger et que le général de Trentinian au contraire, gouverneur du Soudan français, avant sa dislocation, se soit prononcé pour les concessions ; cette opinion est parfaitement admissible pour certaines régions désolées, peu habitées, naguère peu sûres des rives du Niger, susceptibles cependant de renaissance par une exploitation habile et l'apport de capitaux. »

Or, le général de Trentinian fait ses réserves à ce sujet. Il est d'avis que le système des grandes concessions ne doit pas être appliqué au Soudan. Les inconvénients risqueraient de l'emporter beaucoup sur les avantages. Voici l'avis qu'il a donné à ce sujet à une demande qui lui était faite par le ministère des colonies (1) :

« La prompte mise en valeur du Soudan est entravée par une difficulté qui paraît insurmontable : l'insuffisance de la main-d'œuvre. Les recensements les plus récents n'ont relevé dans les régions sud et Volta qu'une population de deux habitants par kilomètre carré ; on en compte quatre en moyenne dans la région Niger ; il faut aller au Mossi pour rencontrer une population un peu dense (10 à 12 habitants par kilomètre carré). Ainsi, les régions les plus intéressantes au point de vue qui nous occupe, les régions caoutchouquifères, celles qui attireront tout d'abord les entreprises européennes sont précisément les

(1) *Supplément au Bulletin du Comité de l'Afrique française* de décembre 1899.

moins peuplées et le nombre d'habitants y est absolument insuffisant pour assurer une exploitation intensive. Les sociétés concessionnaires devront amener des travailleurs des colonies limitrophes du Soudan, mais elles ne trouveront pas à en recruter un grand nombre, car ni le Sénégal, ni la Guinée, ni Sierra-Leone ou Liberia ne sont des pays très peuplés. Dans ces conditions, elles devront limiter leurs efforts, se borner pendant plusieurs années à exploiter des terrains d'étendue restreinte. Dès lors, à quoi bon leur concéder d'immenses territoires qu'elles ne pourront pas mettre en valeur ? Ce serait dangereux et inutile. De deux choses l'une : ou les sociétés se constitueront avec de gros capitaux, mais alors elles ne trouveront pas la rémunération de leurs capitaux ; ou elles opéreront modestement avec des moyens appropriés à l'exploitation restreinte qu'elles auront à entreprendre ; en ce cas, pourquoi engagerions-nous l'avenir à leur profit ?

« Ce serait d'ailleurs très probablement la première hypothèse, la plus dangereuse de toutes, qui se réaliserait. Actuellement, grâce à la vogue des entreprises congolaises et à l'ignorance de nos compatriotes qui croient aisément que le Congo et le Soudan sont des pays identiques, les sociétés trouveraient aisément à réunir des capitaux considérables. Elles s'organiseraient largement, fastueusement, comptant sur un profit immédiat et abondant. La désillusion ne serait pas longue à venir et la chute d'autant plus retentissante que l'enthousiasme au

début aurait été plus grand. La faillite d'une ou deux grandes compagnies, concessionnaires au Soudan de millions d'hectares serait pour notre colonie un coup terrible dont elle se relèverait difficilement. »

Pour ces raisons, le lieutenant-gouverneur préconise pour le Soudan le système des concessions moyennes de 10.000 à 50.000 hectares, 100.000 au plus, accordées soit à des particuliers, soit à des sociétés, en vue d'une exploitation bien définie, agricole ou forestière. A mesure que la population indigène s'accroîtrait et se perfectionnerait on pourrait étendre davantage la superficie des territoires concédés.

Mais ces projets consistant à accorder à des compagnies, soit de grandes, soit de moyennes concessions sont aujourd'hui complètement abandonnés. Je relève dans la notice « Haut-Sénégal et Niger », déjà citée, que seulement 4 ou 5 concessions agricoles de très faible étendue ont été données à des Européens.

La méthode de colonisation aujourd'hui admise et poursuivie par le gouvernement est la mise en valeur des colonies par l'enrichissement des indigènes qui l'habitent. D'une part, accroître la puissance de production des indigènes pour permettre à la métropole de retirer de ses colonies les denrées spéciales que son propre sol ne peut lui fournir et de s'assurer les matières premières qu'elle est forcée de se procurer actuellement à l'étranger. D'autre part, augmenter la puissance de consumma-

tion des mêmes indigènes pour écouler les produits ouvragés et industriels de la France.

Notre colonie du Soudan est une colonie d'exploitation, c'est-à-dire que l'élément colonisateur n'y entre que pour une faible part dans le chiffre total de la population. L'Européen ne peut se substituer à l'indigène dans ces travaux pénibles d'exploitation directe ; le climat le lui interdit. Il faut donc qu'il se serve de l'indigène en l'utilisant le mieux possible. L'indigène est en effet chez lui, maître du sol et de ses richesses. L'Européen doit être pour lui un éducateur, un initiateur. C'est une sorte de tutelle qu'il doit exercer à son égard.

On a objecté à ce système que, le noir étant naturellement paresseux, il serait impossible de le faire travailler.

Or, la « paresse incurable du noir » n'est pas un vice propre à tous les noirs. Les nègres du Soudan sont laborieux. L'épouvantable insécurité qui a désolé ces contrées, les razzias constantes auxquelles ces peuplades ont été soumises, étaient les causes de cette prétendue naturelle indolence des noirs ; partout où des conditions meilleures se réalisent, on voit le noir travailler volontiers.

C'est graduellement, par l'exemple de quelques individus de leur race, par les bons traitements, par la nécessité surtout qui résultera de la densité croissante de la population à la suite d'une longue paix par l'éveil des besoins nouveaux, que petit à petit les noirs arriveront à accepter puis à rechercher le travail.

Quels sont donc les moyens à employer pour développer chez l'indigène la puissance de production ?

Ce but sera poursuivi et atteint par le développement physique, intellectuel et moral de l'indigène. Il faut d'abord conserver, augmenter et développer la race, développer l'habileté professionnelle de l'indigène, mais en même temps lui prêter également un appui moral et une aide matérielle en lui garantissant la propriété du sol, en lui facilitant la vente de ses produits, en améliorant les voies de communication existantes ou en en créant de plus puissantes.

Le résultat cherché se traduira par le développement du mouvement exportateur de la colonie et, comme conséquence immédiate, par l'enrichissement de ses habitants. Il sera ensuite aisé de mettre à profit cette augmentation de richesse produite chez l'indigène en stimulant la transformation progressive de ses goûts et de ses besoins.

C'est la politique d'association substituée désormais à la politique d'assimilation qui a été si néfaste au Sénégal.

Conservation et développement de la race. — On comptait beaucoup sur l'établissement définitif de la paix pour voir la population si longtemps décimée augmenter dans de notables proportions. Les résultats n'ont pas été aussi favorables qu'on l'espérait. A Segou seulement, on si-

gnale une augmentation de 40 0/0 en 7 ou 8 ans. Ailleurs, nul changement.

Les maladies contagieuses spéciales, soit qu'elles se transmettent héréditairement, soit qu'elles fassent obstacle aux naissances sont une des causes de ce phénomène. Une autre plus active encore est la mortalité, surtout la mortalité infantile par suite de variole. Cependant la race noire est très prolifique, mais la méconnaissance, de la part de l'indigène, des principes d'hygiène les plus élémentaires, entraîne une mortalité effrayante. Le mal est inquiétant et plein de menaces pour l'avenir. Le gouvernement s'en est ému et a pris des mesures pour y remédier. D'ailleurs, ce problème de la santé publique aux colonies a été utilement posé au Congrès de Marseille : les vœux émis résument les solutions à apporter :

Réforme progressive des mœurs des habitants en ce qui concerne l'hygiène par l'enseignement à l'école, par l'affiche, par les conseils des médecins de l'assistance publique, par l'exemple, les pratiques de l'administration publique :

Interdiction de la souillure des cours d'eau utilisés pour l'approvisionnement d'eau potable et des bassins de captage des eaux ;

Adduction d'eau potable de bonne qualité et protection de tous les réservoirs ou récipients d'eau potable contre les moustiques ;

Attribution d'appareils de stérilisation ou de désinfection aux principaux centres administratifs ;

Extension de l'assistance publique par la multiplication des médecins indigènes encadrés et surveillés par des médecins européens ;

Multiplication des maternités, dispensaires, hôpitaux indigènes, centres vaccino-gènes et création dans toutes nos possessions d'un budget spécial de l'assistance publique.

Cette éducation de l'indigène doit avoir une importance capitale. Sa mise en pratique en assurant une plus grande vitalité de la race nous gagnera la confiance et l'amitié des indigènes dont nous aurons par ces moyens, supprimé les souffrances physiques.

Ce n'est que progressivement, dans la mesure où les nécessités budgétaires le permettront que ce programme pourra recevoir son application.

L'assistance médicale fonctionne déjà au Soudan, mais son organisation est encore embryonnaire. Il faudra encore un temps considérable pour la compléter. Les dépenses d'assistance sont prévues au budget de 1906 du Haut-Sénégal et Niger pour la somme de 210.472 francs.

Des dispensaires dirigés par un médecin, sont à l'heure actuelle, installés dans une douzaine de grands centres avec des approvisionnements en médicaments et en matériel de chirurgie renouvelés chaque année. Dans les petits postes où il n'a pas encore été possible de créer ces organismes coûteux, une sorte d'infirmier ambulante est installée et les commandants du poste sont au-

torisés à donner les médicaments nécessaires dans les cas simples ou les soins provisoires qui permettent d'attendre l'arrivée du médecin. Dans ce but, des instructions spéciales, pleines de prudence sont données aux commandants de poste dépourvus de médecins par les chefs du service de santé de la colonie. En outre, des médecins dits de colonisation, sont spécialement chargés de faire des tournées de vaccine et d'aller porter leurs soins dans les villages éloignés des postes. Leur rôle est de pratiquer l'assistance médicale ambulante, de faire l'éducation des indigènes au point de vue de l'hygiène et de la thérapeutique simple des maladies courantes.

Développement intellectuel de l'indigène. — Le congrès colonial de Marseille émettait récemment le vœu suivant :

« Que dans nos possessions extérieures on s'efforce selon les nécessités budgétaires :

1° D'encourager l'instruction des indigènes :

a) Dans leur propre langue ;

b) Dans la langue française, selon les besoins des populations, de l'administration et de la colonisation ;

2° Que l'enseignement professionnel agricole et d'assistance médicale soit, dans les conditions propres à chaque colonie, également encouragé ;

3° Que la connaissance des langues indigènes soit effectivement exigée des fonctionnaires et des magistrats ;

4° Que des facilités soient données aux sujets d'élite pour poursuivre dans les universités de la métropole les cours de l'enseignement supérieur. »

L'enseignement que doivent donner, chacun dans leur sphère d'action, les professeurs français et indigènes doit, avant toute chose, être primaire. Il faut prendre bien garde de donner à l'instruction un développement trop large qui constituerait rapidement une pléthore de candidats fonctionnaires avec son contingent fatal de déclassés. L'enseignement donné aux indigènes doit avoir surtout une orientation professionnelle. L'indigène a des aptitudes très remarquables pour l'imitation. Il faudra lui faire connaître les procédés scientifiques grâce auxquels il pourra convertir sur place en objets utiles à sa vie les produits du sol.

De remarquables efforts ont été faits en ce sens au Soudan.

Du rapport de M. Gervais sur le budget du ministère des colonies en 1907, j'extrais les renseignements suivants sur les écoles du Soudan.

« Jusqu'en 1902, l'organisation des écoles dans la région du Haut-Sénégal et Niger était assez rudimentaire. Le personnel enseignant se composait de commis, de sous-officiers, d'interprètes et de moniteurs. Fort heureusement à cette époque, on fit appel à des fonctionnaires de carrière qu'on choisit principalement dans les cadres de l'Algérie. »

Ainsi, l'on dota d'un personnel spécialement préparé, les écoles de Médine, Bafoulabé, Banfora, Tombouctou, Ségou et Bobo-Dioulasso.

Aujourd'hui, ainsi qu'il ressort d'un récent rapport de mission d'inspection, on peut ranger à l'heure actuelle les écoles publiques d'instruction française en quatre catégories :

1^o Les écoles dirigées par des institutrices ou par des instituteurs européens ;

2^o Celles qui sont placées sous la direction d'un commis des affaires indigènes ;

3^o Les écoles de village confiées à des moniteurs indigènes ;

4^o Les écoles des territoires militaires confiées à des sous-officiers.

Il ressort du rapport précité que l'ancienne école des fils de chefs de Kayes a porté jusqu'aux extrémités du Soudan la renommée de ses bonnes méthodes et de ses maîtres habiles et dévoués.

L'école de Médine continue à fournir au commerce et à l'administration un contingent important d'employés subalternes.

En 1898, on compte 18 écoles officielles et 4 écoles privées catholiques ; en 1903, 41 écoles officielles et 1.400 élèves, 6 écoles privées et 99 élèves.

La population d'âge scolaire de l'Afrique occidentale peut être évaluée à 1.200.000 enfants ; il y en a 10.000 dans les écoles.

Il faut tenir compte toutefois des écoles coraniques que fréquentent 43.000 élèves.

Deux écoles seulement, Kayes et Tombouctou, dit M. Mairot dans son rapport, possèdent des ateliers de travaux manuels. D'une organisation embryonnaire à Tombouctou, ces ateliers sont placés à Kayes, sous la direction technique de deux ouvriers du génie ; ils fournissent au chemin de fer de bons ouvriers menuisiers et ajusteurs. Une section d'ouvriers maçons et tailleurs de pierres va fonctionner à bref délai.

« Si bien organisée qu'elle soit, ajoute-t-il, une seule école professionnelle ne peut suffire pour une colonie aussi vaste que celle du Haut-Sénégal. Est-il admissible que, de Kayes, située à l'extrémité orientale du Soudan à Tombouctou, sentinelle avancée de la colonie au nord-est, aucun établissement n'offre aux écoliers indigènes les moyens de s'exercer aux travaux manuels ? »

En ce qui concerne les efforts faits par l'administration pour augmenter l'habileté professionnelle agricole des indigènes, ils ressortiront en grande partie de l'étude que nous allons faire sur le caoutchouc et le coton du Soudan.

Exploitation du caoutchouc. — Les zones de production du caoutchouc ont été déterminées en 1899 au cours d'une mission botanique par M. Chevalier. D'une manière générale, l'aire géographique du caoutchouc s'étend entre le 9°30 et le 12° de latitude nord.

La plante qui fournit le caoutchouc au Soudan est principalement la liane gohine (*landolphia hendeltotii*). Elle est très répandue surtout dans les cercles de Sikasso, Bobo-Dioulasso, Bougouni, Koutiala et San. On en trouve en petite quantité dans le sud des cercles de Satadougou, Kita et Bamako.

Voici, d'après des renseignements d'un agent général de la maison de caoutchouc Bergougnan, qui a séjourné 6 ans en Afrique occidentale, comment opère l'indigène pour obtenir le caoutchouc.

Il incise la liane et recueille soit à terre, soit dans une petitealebasse, le latex qui découle de l'incision. Le liquide ainsi récolté ressemble en tous points au lait. Il est transvasé dans unealebasse plus grande où se trouve déjà un mélange acidulé (jus de citron, suc d'oseille indigène, eau salée, parfois même urine).

Le latex, battu dans ce mélange, se coagule et forme un gâteau compact qui est alors découpé en minces lanières et enroulées en boules dont le poids peut varier de quelques centaines de grammes à quelques kilogrammes.

Ce caoutchouc est appelé par l'indigène binani et *twist* sur les marchés d'Europe.

Un autre procédé consiste à asperger la liane de la solution acidulée, au moment même de l'incision, de sorte que la coagulation du latex se fasse immédiatement et d'elle-même. Le caoutchouc ainsi récolté est de plus belle qualité que tout autre, surtout si la solution acidulée est exclusivement composée de jus de citron. C'est la

sorte dite *Niggers*, dont le prix atteint à Kankan et Kouroussa 7 et 8 francs le kilogramme et 10 francs et 10 fr. 50 à Kindia, Boké et Konakry.

Certains indigènes, mieux vaudrait dire la plus grande partie, au lieu d'inciser la liane dans des conditions raisonnables pour qu'elle puisse donner tous les ans une petite quantité de latex, coupent la liane pour faire une récolte plus abondante ; d'autres multiplient inconsidérément les incisions et y procèdent avec des instruments qui déchirent la plante et la blessent irrémédiablement.

Le latex n'est pas recueilli avec plus de précaution. Récolté sur des feuilles mal disposées à terre ou dans desalebasses plus ou moins propres, il est mélangé d'impuretés de toutes sortes que les indigènes se gardent bien d'extraire par la suite : s'ils lavent le caoutchouc, c'est bien plus souvent pour en augmenter le poids que pour le nettoyer. Ils ne craignent pas de tromper la bonne foi des acheteurs. Il n'est pas rare de trouver des boules de caoutchouc contenant, au centre, de gros cailloux, des morceaux de tissus, des masses de boue et des morceaux de fonte.

Les indigènes mélangent également au latex de la plante à caoutchouc certaines résines ou oléo-résines comme celle de l'arbre karité. Au contact de cette dernière, le caoutchouc devient poisseux et tourne au gras, c'est ce qu'on appelle le « sticky ».

Ces procédés défectueux avaient depuis longtemps attiré l'attention de l'administration. C'est en 1897 que

les premières mesures sont prises pour s'opposer à une exploitation irraisonnée des liens et pour engager les indigènes à mieux soigner les produits récoltés et à faire des plantations de lianes.

A partir de 1897 et sous l'influence d'une pénétration commerciale très rapide, l'exploitation du caoutchouc avance à grands pas et s'étend bientôt à toutes les régions peuplées de lianes.

Les exportations de caoutchouc par le Sénégal, les seules qu'il ait été possible de relever exactement, malgré leur accroissement considérable ne donnent qu'une idée imparfaite des quantités de caoutchouc sorties du Soudan pendant cette période. Une fraction très importante de la production se dirigeait vers la côte à Sierra-Leone et à Konakry. Depuis que la ligne de Kayes au Niger est terminée voici comment se font les expéditions de caoutchouc :

Pendant la saison des pluies elles ont lieu par voie fluviale. De Kouroussa, Kankan, Siguiri, le caoutchouc est envoyé par chalands jusqu'à Bamako. De Bamako à Kayes, le transport s'effectue par chemin de fer et enfin de Kayes à Saint-Louis par le fleuve Sénégal. Arrivé à Saint-Louis le caoutchouc est dirigé et chargé sur vapeurs français, anglais et allemands à destination de Bordeaux, Liverpool, Anvers et Hambourg.

En saison sèche, on a recours aux porteurs indigènes. Les expéditions se font actuellement par Konakry, au moyen de porteurs. De Kankan à Konakry les porteurs

mettent généralement de 24 à 28 jours. Depuis 1905, ils s'arrêtent à Kindia, point terminus du chemin de fer.

Voici, d'après les statistiques, quelle est l'exportation du caoutchouc du Soudan par la voie du Sénégal, qui est loin d'être la plus importante :

1896.	9 tonnes	1901.	151 tonnes
1897.	40 —	1902.	324 —
1898.	53 —	1903.	533 —
1899.	90 —	1904.	618 —
1900.	120 —	1905.	615 —

En même temps que se généralisait la connaissance du caoutchouc, la fraude sur ce produit augmentait dans des proportions considérables.

Le général de Trentinian avait déjà pris en 1898 des mesures pour apprendre aux noirs à opérer rationnellement la récolte et à procéder à la coagulation du latex. Il avait institué à Kouroussa une école pratique de récolte du caoutchouc : des indigènes choisis parmi les notables, les fils de chefs ou les plus intelligents ont été envoyés dans ce poste des différents points de la colonie : là, pendant une quinzaine de jours des moniteurs noirs, déjà instruits, les ont exercés à récolter le caoutchouc des environs et leur ont enseigné les meilleurs procédés de coagulation. A titre d'encouragement, une partie du caoutchouc ainsi obtenu a été vendue au profit des élèves. Revenus chez eux, ces derniers remplissent à leur tour l'office de moniteurs près de leurs congénères.

Cette institution fonctionna quelque temps puis disparut. L'idée fut reprise par la suite.

Cinq écoles pratiques fonctionnent maintenant à Banfora, Bobo-Dioulasso, Sikasso, Bougouni et Koutiala sous le contrôle des commandants de cercle qui déterminent chaque année le nombre d'enfants que doit envoyer chaque village pendant les sessions successives qui durent de 15 à 20 jours.

Les élèves sont à chaque session groupés en sections de 20 environ. Ils opèrent dans des centres déterminés choisis d'avance, sous la surveillance d'un fonctionnaire européen. Ce dernier a pour mission de conseiller à chaque instant les indigènes, de les amener à mieux comprendre leur propre intérêt et les bénéfices qu'ils peuvent retirer en apportant dans leurs procédés de récolte et leurs modes de préparation des soins que nous exigeons d'eux aux écoles pratiques.

Les progrès obtenus par ces écoles n'ont d'ailleurs pas échappé à nos voisins de la Nigeria, à qui nous avons pu, sur la demande officielle du gouvernement anglais, envoyer deux de nos moniteurs dans le but de propager chez eux le même enseignement.

Il a fallu néanmoins prendre encore d'autres mesures pour empêcher la fraude et, pour conserver les peuplements de liane gohine, constituer des réserves de plants.

C'est dans cette vue qu'a été pris l'arrêté du 1^{er} février 1905 du gouverneur général de l'Afrique occidentale française, qui proscriit la mise en vente de tout caoutchouc adultéré et interdit d'une façon absolue tout mode de coagulation par les liquides fermentescibles d'origine

animale, plusieurs maisons ayant dû abandonner l'emploi des caoutchoucs préparés de cette façon en raison des odeurs nauséabondes qu'ils dégagent.

Il est interdit aux personnes se livrant à la récolte du caoutchouc de pratiquer des incisions sur les arbres et plantes à caoutchouc à moins d'un mètre de l'issue du sol, de pratiquer des incisions annulaires et de faire ces incisions pendant les mois de l'année où se fait le plus particulièrement la montée de la sève.

Le gouverneur général a la faculté de fermer à l'exploitation certaines régions épuisées.

L'arrêté prévoit également la constitution de peuplements aux alentours des villages qui constitueraient un embryon de propriété communale et ne pourraient qu'intéresser les indigènes au développement des essences.

Il prévoit enfin la création de nombreuses écoles professionnelles du type de celle de Bobo-Dioulasso qui a donné de si bons résultats au Soudan.

Cet arrêté reçut de tous un accueil des plus favorables ; il permettait d'atteindre le but visé sans gêner en quoi que ce soit les opérations commerciales.

Il permit, dès sa publication, de resserrer les mesures déjà prises contre la fraude.

Une amélioration notable se produisit presque aussitôt et progressivement, par la localisation des centres où se produisaient encore des adultérations, il fut possible avec le concours des courtiers de Bordeaux de corriger les points plus particulièrement défectueux.

Le twist Soudan valait en 1905, 1 fr. 40 de plus qu'en septembre 1904 ; le niggers Soudan, 2 fr. 25 de plus qu'en 1904.

Cette amélioration très sensible, obtenue par la seule action de l'administration et le concours de courtiers français, peut et doit encore s'accroître dans l'avenir.

Quant à la constitution de peuplements de lianes gohines, les premières tentatives ont été faites dans les centres où fonctionnaient des écoles pratiques de caoutchouc. Les plantations les plus importantes ont été faites en 1905 à Banfora.

Il a été procédé également à l'installation d'un grand nombre de petites plantations modèles à proximité des postes, de telle sorte que l'on peut estimer à environ un million le nombre de jeunes lianes gohines existant à la fin de 1905.

Avec l'aide des indigènes, il a été constitué dans les villages de plusieurs cantons des peuplements par semis direct au pied d'arbres tuteurs sur des surfaces importantes.

Pour la constitution de ces peuplements il doit exister une entente aussi étroite que possible entre l'autorité administrative et les agents de culture. Bientôt les moniteurs indigènes seront suffisamment nombreux pour assurer économiquement, sous l'autorité des agents de culture, la surveillance des peuplements.

Comme on le voit, l'administration s'est montrée pleine de sollicitude pour l'indigène et par des procédés

très simples elle arrivera à reconstituer les lianes gohines qu'une mauvaise exploitation menaçait de détruire. C'est un capital naturel qui sera ainsi conservé au Soudan.

Culture du coton. — L'indigène cultive le coton d'une façon tout à fait rudimentaire, mais il le cultive depuis longtemps. La culture indigène est des plus simples ; elle utilise uniquement la saison des pluies sur des terrains alluvionnaires extrêmement fertiles.

Le coton est un des produits qui ont, dès les débuts de la conquête du Soudan, attiré l'attention de l'autorité supérieure et donné des espérances pour l'avenir de la colonie. Toutefois, ce n'est qu'en 1897 que le général de Trentinian, alors lieutenant-gouverneur du Soudan, commença à s'occuper sérieusement de la question. Il invita les commandants de cercle à fournir des renseignements sur l'importance et la valeur des cultures de coton sur leurs territoires ; les réponses reçues firent connaître que, d'une façon générale, le coton venait bien dans les cercles traversés par la route de ravitaillement de Kayes-Bamako, de Siguiri inclus à Goundam, inclus. Au sud de Siguiri, au nord de Goundam, le coton était rare et médiocre. Dans le Sahel, le cercle de Nioro produisait un peu de coton d'assez bonne qualité.

En même temps, l'administration envoyait aux commandants de cercle des graines de coton à longue soie (cotons américains). Le lieutenant-gouverneur leur pres-

crivait de faire faire par les indigènes des cultures comparatives de ce coton et du textile indigène ; il leur donnait dans ce but des renseignements détaillés sur les procédés à employer. Enfin il décidait que le coton, tant étranger qu'indigène, serait accepté au titre de l'impôt à un prix assez élevé.

Au commencement de 1898, l'administration envoyait en France et soumettait à l'examen des chambres de commerce du Havre et de Rouen des échantillons de coton étranger obtenus avec les graines fournies en 1897. Les estimations fournies par ces deux assemblées furent, en général, des plus favorables. Malheureusement, les échantillons envoyés étaient trop peu considérables pour que ces estimations pussent être données avec certitude.

En 1898 eut lieu un nouvel essai ; les noirs étaient informés que l'administration était disposée à acheter à un prix rémunérateur toute leur récolte en fin d'année. Il fallait faire une expérience en grand, un véritable essai d'exportation.

Pour un essai de ce genre, la première condition à réaliser consistait à n'acheter que du coton de bonne qualité ; il y fut pourvu par l'adjonction à la mission d'études alors en voie d'organisation d'un courtier en coton du Havre, M. Fossat, qui serait chargé du soin des achats. M. Fossat ne pouvait acheter à lui seul un produit épars sur plusieurs milliers de kilomètres carrés. Il acheta sur échantillons qui lui furent soumis à son passage dans les différents cercles.

De ces achats, il résulta que le coton indigène appartenait tout entier à une seule et même variété, mais que cette variété donnait des produits de qualité assez différente suivant qu'elle était cultivée dans tel ou tel terrain et traitée avec plus ou moins de soins.

A la même époque, M. Chevalier, étudiant le coton sous un autre point de vue, en botaniste, aboutissait au même résultat que M. Fossat, c'est-à-dire que le Soudan produit une seule espèce possédant des caractères très stables et dont il fallait chercher l'amélioration dans des méthodes rationnelles de culture et de sélection.

Aussitôt après le passage de M. Fossat, les commandants de cercles achetèrent le coton. En raison de diverses circonstances qu'il serait trop long d'énumérer, la quantité de coton achetée fut très faible et le coton fut payé très cher à cause de l'insuffisance de la récolte. Le coton avait été acheté non égrené, l'administration se chargeant de l'égrenage. Quatre machines avaient été commandées en France à cet effet. Les balles furent préparées et expédiées en France. Le lieutenant-gouverneur fit faire le total des dépenses, et il conclut de ces résultats que deux conditions sont nécessaires pour faire à l'avenir de l'exportation du coton une exploitation fructueuse. On n'y parviendra pas assurément du premier coup. Ces conditions exigent toutes deux un délai de plusieurs années, à savoir :

1° Que la qualité du coton se soit améliorée par la culture.

2° Que des transports rapides et peu coûteux soient créés entre Kayes et le Niger, c'est-à-dire que le chemin de fer Sénégal-Niger soit achevé. Tant que cette dernière condition ne sera pas remplie, l'exportation demeurera une entreprise purement administrative faite à titre d'essai et d'encouragement ; mais examinant quel est l'avenir réservé à l'exploitation en grand de ce textile dans notre colonie par l'entreprise privée, le général conclut comme il suit :

« En résumé, l'expérience d'exportation qui s'est faite cette année dans des conditions particulièrement défavorables n'a pas donné et ne pouvait pas donner des résultats probants. Il sera nécessaire de la renouveler plusieurs années de suite, quelles que soient les charges qui en résulteront pour la colonie, de façon à acquérir une notion exacte de la valeur de notre coton et des améliorations dont il est susceptible.

« Toutes les mesures sont prises pour que l'expérience de 1900 se fasse dans les meilleures conditions possibles. Dans quatre ou cinq ans on saura définitivement ce que vaut notre coton. A ce moment-là, le chemin de fer Sénégal-Niger sera terminé. Ce sera le tour de l'initiative privée d'entrer en action et de se substituer à l'administration pour l'exportation du coton. Deux manières d'opérer s'offriront à elle : ou pratiquer simplement le commerce d'exportation en laissant à l'indigène le soin de la production initiale, ou bien conduire l'exploitation d'un bout à l'autre, depuis le défrichement et l'aménagement

du sol jusqu'à la vente de la balle de coton ; la deuxième méthode seule paraît devoir donner des bénéfices importants.

« Si l'exploitation du coton par les capitalistes français est couronnée de succès, c'est la richesse assurée au Soudan pour un avenir plus ou moins éloigné. La zone cotonnière des Etats-Unis qui atteint la superficie de 8.613.800 hectares, produit annuellement près de 2 millions de tonnes de coton. En supposant que l'on cultive le coton au Soudan, sur une superficie moitié moindre (ce qui ne représente que le $\frac{1}{20}$ de la superficie totale du Soudan), que le rendement à l'hectare soit également inférieur de moitié, soit 500.000 tonnes et le bénéfice net de 40 francs la tonne (5 0/0 pour un prix de vente de 800 francs la tonne ou de 40 francs les 50 kilogs), on obtient un revenu annuel de 20 millions de francs, c'est-à-dire la rémunération au taux de 10 0/0 d'un capital initial de 200 millions de francs. »

En 1899, la colonie du Soudan est disloquée et ces expériences intéressantes ne sont pas continuées.

Elles sont reprises en 1903, et cette fois c'est l'initiative privée qui s'intéresse à la question du coton car, à ce moment, l'industrie cotonnière française est menacée.

Les Américains tendent à l'accaparement de l'industrie en général et de l'industrie cotonnière en particulier. Le monde entier produit 14 millions de balles de coton et les Etats-Unis figurent dans ce rendement pour 10 mil-

lions 1/2, soit 75 0/0. La main-d'œuvre étant très chère aux Etats-Unis, mais par contre les usines métallurgiques produisant en grandes quantités des métiers à des prix abordables, les Américains songèrent à se mettre en garde contre l'élévation des salaires et à s'armer d'un outillage puissant. On voit s'élever chez eux plusieurs usines qui comprennent chacune 12.000 métiers et 500.000 broches avec un nombre restreint d'ouvriers, chacun de ceux-ci actionnant et surveillant un grand nombre de métiers à la fois. Comme conséquence inévitable de cet état de choses, les Américains passent d'une consommation de 2.422.000 balles en 1892, à 3.908.000 en 1902, c'est-à-dire une augmentation de près des 2/3 en 10 ans et la progression est géométrique et croissante. Au lieu de vendre le coton à l'étranger ils le conservent pour le filer, pour le tisser, pour le teindre. Alors, le coton, matière première pour l'Europe augmente de prix tous les jours. C'est le trust qui se prépare. La Russie au Turkestan, l'Angleterre en Egypte, aux Indes et au Lagos, l'Allemagne au Togo et au Cameroun cherchent à se rendre indépendants de la production américaine. Il n'est donc que temps pour la France d'entrer dans la même voie.

Une Association cotonnière coloniale se forme à Paris sous les auspices du Syndicat général de l'industrie cotonnière pour développer la culture du coton dans les colonies françaises. L'Association, sous la présidence de M. Esnault Pelterie, compte parmi ses membres tous les

hommes qui se sont fait un nom dans l'histoire économique de l'époque présente, tous les industriels soucieux de leurs intérêts et de ceux de leur personnel.

L'Association a pour but l'étude et le développement de la culture du coton dans les colonies françaises sous toutes ses formes, de favoriser l'achat et l'emploi par l'industrie française du coton récolté dans ses colonies. Elle exerce son action principalement par des enquêtes et des missions, des réunions et des conférences, par la voie de la presse et la publication de livres ou de brochures, par l'envoi de délégations aux pouvoirs publics et aux administrations pour assurer le triomphe des solutions les plus conformes au développement de l'œuvre et aux intérêts français. Elle pourra également subventionner des essais de culture dans nos colonies, tenter elle-même des expériences, provoquer l'emploi du coton colonial en France.

Sans écarter à première vue aucune colonie, l'Association compte faire porter ses études surtout sur le Sénégal et le Soudan. Ce choix est des plus judicieux car, comme le pensent certaines personnalités compétentes, en dehors de ses produits naturels, le Soudan français est une terre excellemment propice à la culture du coton. Ainsi se renoue la chaîne des expériences commencées jadis par les missions d'études Chevalier et Fossat organisées par le général de Trentinian.

Dans un banquet offert le 12 octobre 1903 par l'Association cotonnière coloniale à M. le gouverneur général

de l'Afrique occidentale française, Roume, celui-ci a indiqué le concours que l'administration donnera à l'œuvre de l'Association :

« Le problème, a-t-il dit, est double : il consiste d'une part, dans l'absence souvent et l'insuffisance toujours des voies de communication et d'autre part, dans la médiocrité et l'irrégularité du produit. L'administration a le devoir d'écarter la première de ces causes et elle y pourvoit en ce moment comme on sait. Quant à la seconde, production abondante et régulière, M. Roume n'a pas dissimulé son extrême complexité et qu'elle soit une œuvre de longue haleine.

« Cependant, a-t-il dit, d'ores et déjà, de notre courte collaboration, quelques principes peuvent se dégager et quelques idées directrices que je demande la permission de résumer en quelques mots.

« Vous avez reconnu que pour arriver à une production abondante et régulière du coton de l'Afrique occidentale, il faut s'appuyer avant tout sur l'agriculteur indigène, sur le travailleur noir cultivant son champ, son loutan familial, en toute indépendance et en toute liberté.

« Vous avez écarté l'idée, la théorie séduisante mais souvent décevante (et dans ce cas elle le serait certainement) de grandes concessions territoriales où des escouades de noirs enrégimentés travailleraient pour le compte de puissantes sociétés financières. Tous ceux qui connaissent véritablement les conditions économiques de la production de l'Afrique occidentale, qui connais-

sent l'âme des noirs et les mobiles qui les font agir, presque tous ceux-là sont unanimes sur ce point. Et je crois que vous avez accepté la solution sage, juste et humaine, celle qui est de nature à stimuler à la fois la production et le développement moral et matériel du producteur lui-même.

« Voilà un premier point acquis, et je le répète, il est d'une grande importance parce qu'il est de nature à éviter bien des déceptions.

« Nous nous sommes aussi mis bien aisément d'accord sur un autre point, à savoir que dans un problème aussi complexe, il fallait appliquer délibérément le principe de la division du travail et nous nous sommes partagés en gros la besogne. A l'administration coloniale appartient principalement — je ne dis pas uniquement — et en communauté d'ailleurs, en correspondance constante avec vous, l'étude des problèmes scientifiques et techniques, par exemple la détermination des habitats, des différentes espèces de coton, l'appréciation des meilleures méthodes culturales, le choix des meilleures espèces à introduire, ou de celles, au contraire, qu'il convient de conserver en les améliorant.

.

« Il vous reste, Messieurs, sans conteste, un grand domaine encore, à savoir l'étude de toutes les questions d'ordre économique et d'ordre industriel et au premier rang desquelles, si vous me permettez ce conseil, doit se trouver l'organisation d'un système d'achat qui per-

mette, au moins dans les premières années, au cultivateur noir de compter sur l'écoulement de sa récolte. C'est à ce prix, et à ce prix seulement, qu'il prendra confiance et qu'il s'adonnera à cette culture dont il sait qu'il doit tirer un bénéfice assuré. »

Ce sont ces idées qui ont présidé à l'installation et à la conduite des essais effectués dans le bassin nigérien. Deux opinions nettement divergentes se présentaient pour orienter ce programme de culture. La première posait en principe que toute tentative rationnelle devait avoir comme point de départ l'utilisation des types locaux de cotonniers et leur amélioration par voie de sélection. La seconde estimait qu'il fallait fournir à l'industrie française une matière semblable à celle qu'elle utilise couramment, du coton américain, et en conséquence, tentait l'acclimatement des types cultureux de cotonniers qui produisent actuellement cette marchandise.

Ce fut cette dernière opinion qui eut gain de cause et c'est avec l'idée bien arrêtée d'une tentative industrielle de coton américain que fut établi le programme des essais.

L'Association cotonnière dont les ressources étaient modestes se chargea de faire du premier coup un essai de production du coton américain dans le milieu paraissant le plus favorable à la culture du cotonnier. Elle choisit la région de Ségou, où sous la direction de M. Quesnel,

son agent général, M. Jacquey, ingénieur-agronome, fut chargé de la direction technique des essais.

Avec l'appui des agents de l'administration, elle fit disparaître les cotonniers indigènes dont la présence aurait amené une hybridation générale, et distribua aux indigènes de plus de cent villages les semences des variétés de cotonniers à essayer. Un atelier d'égrenage était en même temps installé à Koulikoro pour traiter la récolte et préparer le coton en balles pressées.

De son côté, l'administration poursuivant le même but généralisait le problème à toute l'étendue du bassin du Haut-Sénégal et du Niger, afin de permettre par la suite à l'association cotonnière coloniale de marcher à coup sûr et de tabler sur des résultats acquis.

A cet effet, la vallée du Niger fut divisée en régions agricoles placées sous la surveillance d'un agent de cultures.

Dans chacune de ces régions, 3 ou 4 points furent choisis autant que possible à proximité d'un poste administratif sur lesquels il fut établi un petit champ d'essai cultivé à la mode indigène.

La surveillance du fonctionnaire de ce poste eut surtout pour effet d'empêcher la déprédation des noirs ou des animaux. L'estimation du rendement exact ne pouvait se faire que dans ces conditions.

Les régions et emplacements des essais étaient :

1^{re} région : San, Djenné, Mopti, Bandiagara.

2^e région : Sansanding, Ségou, Nyamina.

3^e région : Koulikoro, Bamako.

4^e région : Banko, Kouroussa, Kankan, Siguiri.

5^e région : Kita, Bafoulabé.

Je ne veux pas entrer dans le détail technique des essais tentés pendant l'année 1904. Des circonstances défavorables ont quelque peu entravé le développement de ces cultures, mais pour résumer en bloc les conclusions du programme qu'on s'était imposé, on peut affirmer :

1^o Que les variétés de coton américain ont réussi ; deux surtout, les marques « Excelsior et Mississipi », bien que la sécheresse exceptionnelle de 1904 soit venue bouleverser les prévisions qui paraissaient le plus solidement établies et diminuer dans une forte proportion les rendements espérés ;

2^o Que l'indigène a adopté la culture du coton américain car la plupart des villages ont demandé soit aux agents de l'Association, soit à ceux du service local d'agriculture de leur réserver beaucoup de graines du « cotonnier des blancs ».

Les essais de 1905 se différencièrent des précédents par la réduction du nombre des variétés essayées.

Les différentes régions cotonnières s'étaient montrées utilisables pour l'une ou l'autre des variétés ci-dessus désignées, il s'agissait : 1^o de confirmer pour chaque région le choix de la variété qu'il convenait de cultiver

de préférence ; 2° d'étudier la résistance de ces mêmes variétés à la dégénérescence.

Il fallait également mettre ces cultures à l'abri, non seulement des sécheresses générales mais même partielles, et dans ce but faire des semis hâtifs dès que les premières pluies auraient été bien établies.

C'est ainsi qu'on procéda en 1905.

Il est utile de mentionner que le Fama Mademba, qui avait établi ses cultures en 1904 sur 67 hectares environ et avait par ses propres moyens installé à Sansanding un atelier d'égrenage et de pressage, augmenta considérablement ses plantations en 1905.

Le coton récolté par le Fama de Sansanding fut expédié au Havre et vendu par les soins de l'Association cotonnière coloniale. Il fut vendu 75 francs les 50 kilogs.

Les établissements de filature et tissage de Giromagny qui s'en étaient rendus acquéreurs, travaillèrent ce coton avec leurs procédés habituels, il fut trouvé de meilleure qualité et de travail plus facile que le « Louisiane supérieur » couramment utilisé par ces fabriques.

Les essais faits parallèlement par l'Association cotonnière et l'administration ont été formulés très nettement par M. Merleaux-Ponty, lieutenant-gouverneur du Haut-Sénégal et Niger :

« Les essais ont prouvé que les indigènes étaient prêts à développer la culture du coton et que le moment était venu d'entrer dans la voie de l'exploitation industrielle, puisque ce coton produit par les variétés américaines

correspond à la qualité réclamée par l'industrie. Provisoirement, ces cotons sont égrenés à l'aide de machines de l'administration et de celles que l'Association possède déjà à Koulikoro, mais cela ne peut être que transitoire, et il faut prévoir l'installation à brève échéance, de stations d'égrenage plus importantes et définitives.

« En même temps l'Association devra se préoccuper de créer le mouvement commercial pour l'achat du coton. »

Les résultats de la campagne de 1905 se sont ressentis d'abord de l'époque un peu tardive des semis et ensuite des pluies de l'hivernage qui s'est en maint endroit trop prolongé. Ils ont en tout cas permis de conclure, comme l'année précédente, que deux des variétés américaines étaient appelées à donner des produits remarquables et que d'autres variétés, s'acclimatant très bien, pouvaient résister vigoureusement au climat et fournir un excellent textile. Il a suffi en 1905 de faciliter à l'indigène la vente de la récolte et d'accorder quelques primes à titre d'encouragement aux cultivateurs les plus zélés, pour avoir la certitude qu'en 1906 et les années suivantes nous aurons une main-d'œuvre plus facile et des travailleurs dévoués.

Cette question résolue, une autre se pose. Le coton du Soudan peut-il supporter les frais de transport ?

Dans un article intitulé « Le Soudan et la question cotonnière » paru au *Supplément du Bulletin du Comité de l'Afrique* d'avril 1903, l'auteur, « Nautilus », a examiné quels étaient les prix moyens sur lesquels il fallait

compter pour le transport du coton et il croit fermement que, même en l'état actuel, l'exploitation du coton peut être rémunératrice.

Tous les produits cultivés dans la vallée du Niger seront d'abord cultivés à proximité des rives, et par cela même rendus à pied-d'œuvre. Quant à ceux que fourniront les clairières du Beledougou, l'indigène fera sans hésiter un ou deux jours de marche pour les apporter près du fleuve s'il est certain d'en trouver acheteur et rémunération. Une fois groupés sur la berge, c'est-à-dire dans les magasins des ports fluviaux, les colis seront placés sur des remorqueurs ou des chalands puis dirigés sur Koulikoro.

De même pour la production de Djenné, la récolte du coton ayant lieu vers le milieu de décembre, des remorqueurs calant deux pieds anglais et capables de porter 60 tonnes pourront amener toute la récolte de Djenné à Koulikoro en 3 ou 4 jours jusqu'à la fin de février.

Si l'on considère le point de culture moyen, Nokry, à 300 kilomètres de Koulikoro, son fret fluvial pour atteindre cette gare ne doit pas excéder 22 francs avec une flottille bien organisée dès le début, et plus tard il doit être réduit à 14 ou 15 francs.

Quant au transport en voie ferrée, la culture cotonnière touchant à des intérêts considérables et aussi à la prospérité nationale ainsi qu'à l'avenir de nos colonies d'Afrique, il n'est pas douteux que le gouverneur général fera bénéficier le coton des tarifs les moins onéreux. Dans ces

conditions, on pourrait espérer que le prix du transport de la tonne de Koulikoro à Kayes se monterait à 40 ou 35 francs. Il est probable que la colonie serait obligée d'allouer une subvention à la compagnie des chemins de fer, mais les finances de l'Afrique occidentale supporteraient aisément cette dépense et la couvriraient sans difficulté grâce au courant commercial que le nouvel état de choses créerait dans la colonie.

Quant au fret, par la voie du Sénégal jusqu'en France, il s'élève à 40 ou 50 francs par tonne environ.

Il en résulte que, depuis le point moyen du Niger jusqu'au Havre, par exemple, les frais de transport s'élèveront à :

Transport fluvial Niger	22 francs	
Railway Koulikoro-Kayes	45 »	environ
Via Sénégal v. France.	45 »	
Total :	112 francs	environ.

Mais il faut remarquer que ces tarifs doivent s'abaisser à mesure que la production cotonnière grandira.

En 1899, le général de Trentinian fit acheter du coton qui, non égrené, revint à 10 centimes le kilogramme et l'indigène ne se plaignit aucunement de ce tarif qu'il accepta même volontiers. En supposant un rendement de 22 0/0, ce qui est un peu inférieur à la réalité, la tonne de coton reviendrait à 460 francs environ.

A ce chiffre il faut ajouter les frais de transport : 112 francs, les frais d'égrenage, de compression, d'assurance, de débarquement, les pertes dues aux insectes,

aux éventualités fâcheuses, etc., qu'on calcule largement en les évaluant à 250 francs pour l'ensemble. Nous arrivons ainsi à 800 ou 825 francs pour une tonne de coton débarquée en port français, soit 40 ou 42 francs les 50 kilogrammes.

Or, en 1903 on atteignait 62 francs les 50 kilogrammes, soit 1.240 francs pour une tonne provenant d'Amérique.

Cela fait une différence voisine de 400 francs et laisse une marge suffisante pour parer aux aléas.

On peut donc espérer que l'extension de la culture du coton dans la colonie du Haut-Sénégal et Niger permettra, d'ici quelques années, d'alimenter en partie, l'industrie française si intéressante des filatures du coton.

CHAPITRE V

TRAVAUX PUBLICS.

Il est inutile de faire ressortir l'impérieux besoin de voies de communication perfectionnées pour la mise en valeur d'une colonie.

La création de ces moyens de communication s'imposait au début de la conquête du Soudan plus encore que dans toute autre colonie.

Le Soudan n'a ni porte ni fenêtre sur la mer. Il est dépourvu de voies de communication naturelles. Le fleuve Sénégal n'est navigable que jusqu'à Kayes et seulement une partie de l'année à l'époque des crues. Aussi, de bonne heure, lorsqu'il fut question de la pénétration au Soudan conçut-on le projet de construire une voie ferrée reliant le Sénégal au Niger. Cette entreprise a été conduite pendant longtemps avec notre habituelle incohérence et notre manque d'esprit de suite.

La voie ferrée qui part de Kayes pour aboutir au Niger mesure 555 kilomètres. Commencée en 1882, elle a été achevée en 1904 et mise en service le 1^{er} janvier 1905. Si elle eût été construite avec plus de rapidité et dans de meilleures conditions, elle eût facilité considérablement la mise en œuvre du Soudan et réduit dans de notables

proportions les énormes dépenses nécessitées par le ravitaillement.

Depuis la création de l'unité financière de l'Afrique occidentale française, réalisée par le décret du 1^{er} octobre 1902, on a abordé résolument la création et l'amélioration de nos voies d'accès et de communication et de nos moyens de transport. Le présent chapitre a pour objet de décrire tous les travaux qui ont été exécutés au Soudan, d'indiquer ceux de ces travaux accomplis dans les colonies voisines qui contribueront à accélérer le développement économique du Soudan français et ceux qui sont prévus pour l'avenir.

Voie ferrée de Kayes au Niger.

Bamako fut considéré longtemps comme le point d'arrivée de cette voie sur le Haut-Niger, mais on s'aperçut qu'un peu en aval de Bamako se trouvent des rapides qui entravent la navigation et Koulikoro a été adopté comme point terminus de la voie.

Les vicissitudes qu'a rencontrées la construction de cette voie ferrée retracent la lamentable histoire de nos élans et de nos défaillances.

Le Parlement lésina sur les crédits. Tour à tour, la voie fut fixée à 1 mètre, puis à 60 centimètres, ensuite à 50 centimètres. On a pris enfin la sage décision de faire toute cette ligne à la voie étroite habituelle de 1 mètre. Il fallut 8 ans pour aller de Kayes à Bafoulabé, section la plus restreinte et la plus facile. On s'y est remis avec plus de méthode sous la direction du génie militaire.

D'ailleurs l'exposé ci-dessous relate dans ses grandes lignes les diverses phases de la construction de cette voie.

Section de Kayes. — Bafoulabé.

La construction de cette section de la voie a été décrite par M. le capitaine du génie Calmel, dans une note parue au numéro de la *Revue du génie militaire* du mois d'octobre 1896.

C'est de cette étude que j'extrais les renseignements ci-dessous :

L'idée de réunir le cours du Sénégal à celui du Niger et de pénétrer ainsi dans le continent africain par une voie de communication à grande distance est due au général Faidherbe.

De nombreuses missions furent envoyées pour étudier la réalisation de ce programme ; la plus importante fut celle du capitaine Galliéni en 1879 qui concernait le tronçon Sénégal-Niger.

C'était certes une œuvre considérable que la construction d'une voie ferrée de 5 à 600 kilomètres sous un climat meurtrier, dans un pays presque totalement inconnu et dénué de ressources, à travers des populations non encore soumises.

Il aurait fallu, pour mener la tâche à bonne fin, du premier coup, une réunion de personnalités d'élite, d'un savoir indiscutable, d'une santé à toute épreuve disposant

de grands moyens en argent et en hommes, servie enfin par les événements politiques du pays.

Il aurait fallu aussi quelques années d'études préalables pour décider de la direction générale de la ligne, l'étudier dans ses détails, poser les conditions d'exécution, approvisionner le matériel.

Pourquoi se dispensa-t-on d'études préalables ?

M. de Lanessan, député, a répondu à cette question dans le rapport qu'il a fait en 1884 au nom de la commission du budget.

Atteindre le Niger, et l'atteindre aussi promptement que possible, afin d'empêcher toute autre nation de s'établir sur ses rives, telle était la préoccupation du gouvernement et des Chambres, préoccupation tellement vive surtout de la part du ministère qu'on entreprit les travaux du chemin de fer de Kayes à Bafoulabé dans les conditions les plus défavorables.

Campagne de 1880-1881. — Au moment où les premiers crédits demandés pour l'occupation du Haut-Sénégal avaient été votés, nous n'étions pas encore maîtres du territoire qui relie le Haut-Sénégal au Niger.

Le 4 octobre 1880, le ministre de la marine, annonçant au commandant du Haut-Sénégal, le colonel Borgnis-Desbordes, le vote des 1.380.000 francs pour « études à faire vers le Haut-Fleuve et la création de nouveaux postes » lui prescrivait, comme but de la campagne de 1880-1881, l'établissement des postes, par conséquent, l'occupation du pays jusqu'à Kita et l'étude des régions

du Haut-Sénégal entre Bafoulabé et le Niger en vue de l'établissement d'un chemin de fer reliant Médine, point où le Sénégal cesse d'être navigable, à Bamako, Mananbougou ou Dinah sur le Niger.

Il eût été bon de retarder d'une année la campagne de 1880-1881. Les crédits ayant été votés trop tard, lorsque le personnel et le matériel destinés à la campagne dont le but vient d'être exposé, arrivèrent à Saint-Louis, le fleuve était en baisse et la baisse était beaucoup plus rapide que les années précédentes. Les bâtiments destinés à transporter les hommes et le matériel ne purent partir de Saint-Louis que du 21 octobre au 23 novembre et s'arrêtèrent en aval de Médine à des distances variant de 53 à 376 kilomètres. Les hommes durent faire la route à pied par une température insupportable et l'on fut obligé de traîner le matériel dans des chalands à la cordelle. Tandis que les hommes, harrassés par les fatigues et les privations, étaient atteints de la fièvre typhoïde, le matériel et les moyens de transport faisaient défaut. Le retard avait été ruineux au double point de vue des pertes subies et des dépenses faites.

Les premiers crédits accordés au chemin de fer du Haut-Sénégal, 8.552.000 francs, avaient été votés par la Chambre le 28 décembre 1880 ; ils le furent par le Sénat seulement le 23 février 1881, et la loi fut promulguée le 26 février.

Campagne de 1881-1882. — Le retard apporté par le

Sénat à la promulgation de la loi fut une première cause de dépenses très supérieures à celles qu'on avait prévues. Le gouvernement l'exposait de la façon suivante, dans un document parlementaire, à la date du 16 janvier 1882 : « Les crédits ayant été votés tardivement en février seulement, on a dû traiter avec les constructeurs dans des conditions onéreuses, vu le laps de temps très court que l'on pouvait leur accorder pour les livraisons ; le matériel devant être rendu à Kayes le 1^{er} novembre au plus tard, soit à la fin de la crue du fleuve. De ce fait, le prix de revient du matériel a été majoré d'une somme considérable. »

Cette majoration s'accrut encore dans de fortes proportions par suite d'un retard nouveau qui se produisit à Saint-Louis. Lorsque le personnel et le matériel destinés au chemin de fer arrivèrent au Sénégal, la fièvre jaune y sévissait avec une grande intensité. Tous les services administratifs étaient désorganisés ; tout envoi de matériel fut suspendu pendant les mois d'août, septembre et octobre. C'est seulement à la fin d'octobre et au commencement de novembre qu'on se mit en route pour Kayes. Comme l'année précédente, il était trop tard. A Kayes, la maladie sévit dans le personnel. Dans de telles conditions, les travaux du chemin de fer ne pouvaient marcher vite. Ils furent retardés encore par le manque des outils les plus nécessaires. Au commencement du mois de mai 1882, on n'avait fait encore que 700 mètres de remblai. La saison des pluies approchant, les travaux

du chemin de fer furent abandonnés, et tous les manœuvres furent mis aux travaux réclamés par les installations pour le personnel et le matériel.

Campagne de 1882-1883. — Le 16 janvier 1882, le ministre de la marine et du commerce demandait un nouveau crédit de 7.458.785 francs sous le titre de « Chemins de fer du Sénégal ».

Il prévoyait que 16 kilomètres de chemin de fer pourraient être faits avec les crédits votés en 1881. La somme qu'il demandait lui paraissait suffisante pour achever le chemin de fer jusqu'à Bafoulabé, acheter le matériel nécessaire pour 23 kilomètres non prévus en 1881, établir des postes définitifs à Bafoulabé et à Kita, réparer les routes et les gîtes d'étapes, achever la ligne télégraphique Bakel, Médine, Bafoulabé, Kita et au delà, étudier une voie ferrée à construire entre Kayes et un point situé en aval de Bakel accessible pendant toute l'année à des navires d'un tirant d'eau de 0,60 centimètres, faire des études topographiques au delà de Kita et envoyer une mission exploratrice dans le sud de la région du Niger.

Le 13 mars 1882, la Chambre votait les crédits demandés ; le Sénat consacrait ce vote le 1^{er} avril et le 4 avril 1882 la loi était promulguée.

Rien donc n'empêchait de commencer les travaux et les opérations de la campagne 1882-1883 plutôt qu'on ne l'avait fait les années précédentes.

Cependant la même faute qui avait été commise en 1880 et 1881 fut renouvelée en 1882. Du 30 septembre au 15 novembre 1882 tout le personnel du Haut-Fleuve était réuni à Kayes, mais une grande partie de l'outillage, des moyens de transport et des vivres manquaient encore ; la baisse des eaux survenait avant que les ânes, les bâts, la sellerie, le riz, les outils nécessaires fussent arrivés à Kayes et comme les années précédente on était condamné à se servir de chalands tirés à la cordelle, au grand détriment des hommes, des objets et des finances publiques.

Malgré tous ces inconvénients, la campagne de 1882-1883 fut plus fructueuse que la précédente. La tracé du chemin de fer fut poussé jusqu'au kilomètre 70 ; la plateforme et la voie ferrée furent posées jusqu'au kilomètre 17 ; on lança un pont métallique de 60 mètres en travers du Paparaha, on construisit un autre pont de 24 mètres, un ponceau de 3 mètres et douze aqueducs.

Les 3 campagnes de 1880-1881, 1881-1882, 1882-1883, avaient absorbé trois crédits importants : le premier de 1.300.000 francs, le second de 8.552.000 francs, le troisième de 7.448.785 francs, au total 17.310.000 francs.

Campagne de 1883-1884. — De nouveaux crédits étaient donc nécessaires. Le 26 avril 1883 M. Ch. Brun, ministre de la marine et M. Tirard, ministre des finances, déposaient une demande d'un crédit de 4.677.000 francs « pour la continuation du chemin de fer du Sénégal ».

Dans son exposé des motifs, le gouvernement faisait l'aveu suivant : « Les prévisions primitives des dépenses ont été beaucoup dépassées ; en vous demandant en 1880 une somme de 8.552.751 francs, en 1882 une somme de 7.458.785 francs, on espérait terminer le tronçon en question (Kayes-Bafoulabé) mais l'imprévu a dépassé de beaucoup les limites admises par le département de la marine et des colonies ainsi que par le Parlement. Le matériel naval en service s'est trouvé insuffisant à l'époque où les transports devaient être poussés avec la plus grande activité. Il en est résulté des retards dont la conséquence a été une augmentation de la dépense, le personnel embauché ne pouvant être employé. L'établissement des postes de Kita, Bafoulabé, Badumbé dans des conditions convenables pour des Européens a coûté des sommes bien supérieures à celles prévues... »

Le gouvernement estimait que, pour achever le tronçon de chemin de fer de Kayes à Bafoulabé et la construction des postes, il faudrait une somme totale de 25 millions environ, en y comprenant les crédits déjà votés. C'était donc une somme totale de 7.976.954 francs qui, d'après les estimations du gouvernement devait être ajoutée aux 16.011.536 francs votés en 1881 et 1882. Le gouvernement ne demandait d'inscrire au budget extraordinaire de 1883 qu'une somme de 4.677.014 francs se réservant de demander le complément sur le budget extraordinaire de 1884.

Le 3 juillet et le 1^{er} août 1883, la Chambre et le Sénat

votèrent le crédit de 4.677.014 francs qui leur était demandé au titre de budget extraordinaire de 1883 ; mais le 20 décembre 1883, la Chambre repoussa le crédit de 3.300.000 francs qui lui était demandé comme complément du précédent. Cependant le 31 mars 1884, elle revenait sur sa résolution et votait ce crédit. Sa décision était confirmée par le Sénat le 4 avril suivant, et la loi promulguée le 5 avril.

Pour obtenir le vote de ce dernier crédit, le gouvernement avait dû déclarer à la Chambre et au Sénat que les travaux du chemin de fer seraient arrêtés au point où ils auraient pu être menés à la fin de la campagne de 1883-1884 et qu'il ne serait engagé de ce chef aucune dépense nouvelle.

Bien que la voie ne fut arrivée à la fin de 1884 qu'au kilomètre 53 et qu'on fut ainsi bien loin d'avoir rempli le programme primitif, le Parlement tint parole et n'inscrivit plus au budget que les sommes nécessaires pour l'entretien et l'exploitation de la partie construite.

Cependant, à partir de cette époque, la ligne progresse toujours et beaucoup plus rapidement qu'autrefois.

Elle arrive d'abord jusqu'au kilomètre 60 en 1886, puis gagne Bafoulabé (kilomètre 132) en 1888. C'est qu'en effet, la nécessité de la voie ferrée s'imposait tellement au Soudan que les commandants supérieurs qui se sont succédé ont toujours tenu à honneur de sacrifier toutes

les ressources dont ils pouvaient disposer pour pousser la voie de quelques kilomètres en avant.

Un effort considérable fut fait dans les campagnes de 1886-1887 et 1887-1888.

En arrivant à Kayes, le colonel Galliéni, commandant supérieur, fut frappé de l'immense quantité de matériel qui traînait en désordre, sans emploi, dans les rues.

Dans les campagnes de 1886-1887, 1887-1888 on mit en œuvre tout ce matériel disponible et la ligne parvint enfin à Bafoulabé, mais dans quel état !

Écoutons le colonel Galliéni dans la narration qu'il donne de l'un de ses voyages et dans son appréciation sur la valeur de la ligne.

« Nous quittons Diamou à 2 heures de l'après-midi ; notre locomotive qui venait d'arriver de France pratiquait pour la première fois la voie ferrée qui avait été faite pour une machine de bien plus faible tonnage. Aussi fallait-il s'arrêter à tout moment pour enlever les branches d'arbres et les pierres et pour écarter le fil télégraphique qui gênaient notre marche. Au kilomètre 76 le wagon dans lequel j'étais monté avec M. Portier et plusieurs officiers se souleva tout à coup avec des soubresauts d'un effet des plus désagréables. Nous étions ballottés comme par un tremblement de terre. Tous les objets qui étaient dans le wagon avaient roulé sur le plancher, et nous-mêmes nous n'avions pu garder notre équilibre. Notre voiture avait déraillé et sautait sur les traverses. M. Portier put, heureusement, faire arrêter la

locomotive, ce qui nous remit de notre émotion. Mais, je me souviendrai toujours de la vilaine impression que nous avons tous ressentie en ce moment.

« Au kilomètre 86, vers 7 heures du soir, nous sommes encore arrêtés, et cette fois, l'accident pouvait être des plus graves. La machine Kayes avait effondré l'un des chevalets d'un petit pont, et le tender qui suivait était encore déraillé. Par un hasard véritablement miraculeux, la locomotive s'était arrêtée à temps. Un indigène seul, juché sur l'un des wagons, avait été projeté en avant ; mais le docteur Laffont qui, pendant cette campagne, avait pris la direction du service médical dans le Soudan, avait vite reconnu que le pauvre diable en était quitte pour la peur.

« Nous ne sommes plus qu'à 8 kilomètres du camp du Galougo, nous en prenons la route à pied, par un clair de lune splendide, en songeant aux péripéties de notre voyage et aux perfectionnements que doit encore subir ce tronçon de la voie ferrée avant que les trains puissent y circuler d'une manière bien régulière. »

.

En fait, on n'avait pas construit un chemin de fer, car on ne saurait appeler ainsi un assemblage de rails et de traverses fait sans aucun souci des règles les plus élémentaires de la construction des voies ferrées ; les pentes et les rampes affranchies de toute règle et de toute limite, s'élevaient couramment aux taux de 0,040 et de 0,050 ; les courbes tracées généralement au sentiment, présen-

taient des rayons beaucoup trop faibles ; la plupart des ouvrages d'art étaient à construire ; pour l'écoulement des eaux, aucun dispositif ; on mettait à profit cette particularité climatérique du Soudan, de ne présenter aucune pluie pendant la saison sèche ; on prenait son parti des coupures qui se produiraient à l'hivernage et qu'on boucherait à la saison sèche suivante ; les traverses étaient en bois du pays coupées au plus près, d'équarrissage insuffisant, mal attachées par des crampons ; quant au ballastage, la ligne n'en présentait trace qu'aux points où elle coupait accidentellement une ballastièrè.

Aussi ne fallait-il pas songer à une exploitation quelconque ; c'était un moyen de fortune à ajouter à la liste déjà longue des divers moyens de transports usités au Soudan.

Comme l'avait demandé le colonel Gallièni, le commandant Archinard militarisa le service du chemin de fer en 1888.

Il le confia à l'artillerie de marine, qui, sous la direction du capitaine Klobb, s'occupa activement de mettre la ligne en état d'exploitation. Elle avait fort à faire et put entreprendre d'importantes rectifications, supprimant le plus souvent des rampes extraordinaires, tout en raccourcissant le tracé ; elle se tira avec honneur de sa tâche et, si elle ne put organiser une exploitation absolument régulière, du moins assura-t-elle les transports

du ravitaillement et des services militaires, et put-elle satisfaire aux demandes que le service lui adressa. La ligne primitive avait 132 kilomètres de longueur, au bout de 2 ou 3 ans elle n'en présentait plus que 126; plusieurs rampes célèbres avaient disparu; quelques ouvrages d'art avaient été construits ainsi qu'un certain nombre de ponceaux pour l'écoulement des eaux. Divers ouvrages mal construits à l'origine avaient été refectonnés.

Cependant, la voie était encore très mauvaise et le ballastage manquait à peu près partout, de sorte que la circulation devait être interrompue pendant l'hivernage et qu'avant de la reprendre à la saison sèche, on devait réparer les nombreux dégâts causés par les eaux.

Mais en 1892, 1893, 1894, des missions du génie furent envoyées au Soudan, sous la direction des commandants Marmier, Joffre, Rougier. L'arrivée du génie marque la fin des erreurs et des tâtonnements qui ont pesé si lourdement sur les débuts de cette voie ferrée. Le génie élabore tout un projet de réfection de la voie qui fut adopté par le Comité des travaux publics. Les recettes d'exploitation suivirent à partir de 1893 une progression ascendante et permirent de consacrer aux travaux de prolongement de la ligne les sommes votées pour le chemin de fer par le Parlement.

L'achèvement des 130 kilomètres de la section Kayes-Bafoulabé (avec l'embranchement Médine) commencés dans les conditions que nous avons dites, a coûté une

somme de 15.400.000 francs, ce qui met le prix de revient du kilomètre à environ 118.000 francs.

Section de Bafoulabé-Bamako-Koulikoro.

Période de 1892 à 1897. — Le prolongement du chemin de fer au delà de Bafoulabé jusqu'au Niger fut étudié, dès 1892, par la mission du génie, constituée par l'administration des colonies. Elle abandonna la voie de 0 m. 60 dont la construction avait été poussée jusqu'à Dioubéba.

Cette ligne ne finit point à Bamako. Pour éviter les rapides de Sotuba on a étudié une voie latérale au Niger qui suit le fleuve pendant 40 kilomètres et donne accès dans le bief moyen du fleuve à la Koulikoro. Bamako sera ainsi le port du bief supérieur du Niger desservant par pirogues ou par petits chalands toute la région du sud du Soudan jusqu'à Kouroussa sur le Niger, Kankan sur le Milo, Dinguiray sur le Tankisso, etc. Koulikoro sera le port du bief moyen permettant la navigation sur le Niger jusqu'à Tombouctou, Say.

Le Comité des travaux publics avait adopté dans les séances des 1^{er} juillet et 18 octobre 1893 les avant-projets des deux sections Bafoulabé-Kita et Kita-Bamako-Koulikoro établis respectivement par les missions Marmier et Joffre.

Les travaux furent commencés vers 1895, mais progressèrent péniblement à cause de l'insuffisance des fonds qui y étaient affectés.

Le nombre de kilomètres exploités en 1894 était de 165, en 1895 de 165, en 1896 de 161, en 1897 de 161.

Depuis l'organisation de l'exploitation régulière par le service du génie les recettes ont été en progression croissante :

En 1894	293.476 francs
En 1895	294.254 —
En 1896	299.838 —
En 1897	341.461 —

Cette augmentation ne tient nullement à une augmentation de longueur kilométrique. Jusqu'en 1897, on a simplement remplacé la voie de 0 m. 60 par la voie de 1 mètre et même le parcours total a été raccourci de quelques kilomètres par suite de diverses rectifications de tracé.

En 1896, le général de Trentinian, lieutenant-gouverneur du Soudan, voulut recourir à l'emprunt pour continuer la voie ferrée, mais comme le Soudan ne jouissait pas, à cette époque, d'un crédit suffisant, il proposa au gouvernement la combinaison suivante. La colonie du Sénégal percevrait seule les droits de douane aussi bien pour les marchandises du Soudan que pour celles du Sénégal. Le général de Trentinian envoya dans les bureaux de la douane de Saint-Louis un agent des bureaux de la statistique du Soudan qui constata que les droits de douane perçus pour le compte du Soudan atteignaient en 1896 un total d'environ 600.000 francs; comme le budget du Sénégal était dans l'impossibilité de rembourser cette somme, le gouvernement fut amené à ac-

cepter un forfait de 250.000 francs par an pour 4 années, fixé par le ministre et par le gouvernement général comme quote-part du Sénégal pour un emprunt destiné à réaliser la continuation du chemin de fer.

Dans le rapport sur le budget du ministère des colonies de 1907, M. Gervais, député, cherchant à évaluer les dépenses nécessitées par cette voie ferrée déclare qu'il est impossible de se rendre un compte exact des dépenses réellement faites pour l'exécution de ce tronçon. « Il est en effet établi, dit-il, que certaines ressources votées par le Parlement pour la construction du chemin de fer ont été employées à l'exécution de divers travaux dits accessoires, tels qu'ouvrages de défense, etc., dont l'utilité était peut-être incontestable, mais qui n'auraient pas dû figurer au compte des dépenses de premier établissement du chemin de fer. »

La création d'un budget-annexe en 1897 devait mettre fin à ces irrégularités.

De 1897 à 1905. — Dans le cours de l'année 1897 M. André Lebon, ministre des colonies, fit un voyage au Sénégal et au Soudan et se rendit compte qu'il y avait lieu de prendre immédiatement les mesures financières permettant l'achèvement de la voie ferrée. Sur place, avec les gouverneurs de nos colonies du Sénégal et du Soudan, il jeta la base d'une convention qui fut ratifiée, dès son retour en France, par la loi de finances du 13 avril 1898.

En vertu de cette convention, l'Etat et la colonie du Soudan s'engagent à contribuer par moitié jusqu'à concurrence de 24 millions à l'achèvement de la ligne de Kayes au Niger.

A cet effet, à partir du 1^{er} janvier 1899 et pendant une période qui ne pourra excéder 24 ans, la colonie du Soudan fera au budget-annexe du chemin de fer du Soudan un versement annuel de 500.000 francs. Elle aura le droit d'effectuer ses versements par anticipation, soit au moyen de ses ressources ordinaires soit au moyen d'emprunts.

Jusqu'à l'expiration de cette période, il sera inscrit chaque année au budget local du Soudan, parmi les dépenses obligatoires un crédit de 500.000 francs spécialement affecté à cet objet.

A partir de l'exercice de 1899, l'Etat participera aux dépenses de construction du dit chemin de fer jusqu'à une somme de 12 millions de francs. La contribution de l'Etat sera inscrite annuellement au budget du chemin de fer du Soudan pour une somme qui ne pourra être inférieure à 500.000 francs. L'Etat se réserve la faculté d'opérer ses versements par anticipation.

C'est donc au moyen d'une série d'emprunts échelonnés au fur et à mesure des besoins et gagés sur les annuités versées par l'Etat et par la colonie qu'on va achever la grande voie de Faidherbe.

L'administration des colonies aurait désiré pouvoir

escompter d'abord la subvention de l'Etat, ce qui aurait permis de n'escompter celle de la colonie que vers l'année 1902, c'est-à-dire au moment où le budget local du Soudan aurait pris une forme et une consistance qui fissent tomber certaines objections, d'ailleurs peu fondées, présentées par la Caisse des dépôts et consignations et autres établissements de crédit. La commission du budget ne le voulut pas. La convention du 10 février 1896 laissait bien à l'Etat la faculté de se libérer par anticipation ; mais cette disposition avait pour objet seulement d'assurer au budget des chemins de fer du Soudan une ressource certaine dépourvue d'aléa et à l'abri des difficultés budgétaires qui auraient pu amener éventuellement une réduction du concours financier de l'Etat. La subvention du Trésor a pris ainsi le caractère d'une annuité dont l'administration coloniale peut disposer pour réaliser par telle combinaison financière qu'elle jugerait utile les ressources destinées à l'achèvement de l'entreprise. On laissait donc à la colonie le soin de réaliser les emprunts successifs nécessaires à l'achèvement du chemin de fer.

Le premier emprunt réalisé, conformément aux termes de cette convention, fut effectué en vertu d'un décret du 7 juin 1899, qui autorisait la colonie du Soudan à emprunter à la Caisse des dépôts et consignations, au taux de 3 fr. 80 0/0, une somme de 3.200.000 francs, le remboursement de cet emprunt devant s'effectuer en 24 ans par annuités égales de 204.428 fr. 76.

Un deuxième emprunt de 4.500.000 francs fut effectué le 5 mai 1900.

Ces emprunts furent gagés sur la garantie votée par le Parlement. Quand il fallut mettre en jeu la garantie de la colonie, une modification s'était produite dans l'organisation du pays.

Le décret du 17 octobre 1899 avait supprimé l'ancienne colonie du Soudan et rattaché au Sénégal les territoires du Haut-Sénégal et du Moyen-Niger. Mais ceux-ci, bien qu'ayant un budget autonome florissant, n'avaient plus la personnalité civile qui leur eût permis de contracter avec la Caisse des dépôts et consignations. Le gouvernement pensa que la personnalité capable d'endosser les engagements du Soudan et de leur donner la valeur qui leur était contestée, était la colonie du Sénégal, à laquelle ont été rattachés les territoires où le budget autonome était en vigueur. Cette garantie subsidiaire n'engageait d'ailleurs le Sénégal à aucune charge nouvelle, aucun versement de fonds, car le budget autonome s'engageait à verser intégralement les sommes garanties par lui.

Cette garantie permit de réaliser un emprunt de 1.100.000 francs, repoussé en 1900 par la Caisse des dépôts et consignations ; 2° un emprunt de 6.346.111 francs prévu pour l'année 1901. La totalité des 16 millions en chiffres ronds que la convention du 10 février 1898 a eu pour effet de procurer au chemin de fer s'est trouvée dès lors réalisée.

En outre, l'engagement pris par le Sénégal de payer au Soudan une somme forfaitaire de 250.000 francs, pendant 4 ans, en compensation de droits de douane qui lui revenaient, était arrivé à son terme en 1901. Cette somme était au moment de sa fixation bien inférieure à la totalité des droits qu'eût perçus le Soudan, s'il eût lui-même opéré à Kayes ses recettes de douane. Depuis lors, la prospérité de ces régions n'avait fait que s'accroître. Des droits de sortie établis sur le caoutchouc avaient été établis, augmentant les recettes du Sénégal. Le gouverneur général demanda au conseil général du Sénégal et obtint qu'il continuât à allouer au budget autonome une part équitable des sommes perçues, sur les marchandises destinées à son territoire. Cette part fut fixée à la somme de 417.000 francs, versée annuellement pendant 24 ans afin de permettre un nouvel emprunt.

Cette mesure était nécessaire, car les conventions signées précédemment n'assuraient pas l'achèvement de la voie ferrée. Il manquait encore 13 millions pour arriver au point terminus, qui est Koulikoro.

Pour gager le nouvel emprunt reconnu nécessaire, l'Etat offrait d'inscrire à son budget une somme de 834.000 francs dont la moitié, soit 417.000 francs lui serait remboursée par le budget autonome.

Le Trésor substitue son crédit à celui de la colonie. — Les travaux du chemin de fer du Soudan avaient été arrêtés à partir du 1^{er} janvier 1902, par suite de l'épuise-

ment des capitaux approvisionnés pour la continuation des travaux et de la difficulté qu'éprouvait la colonie à emprunter à un taux modéré.

Le ministre des colonies et le ministre des finances ont présenté à la Chambre un projet de loi remédiant à cette déplorable situation et ayant pour base l'*avance directe par le Trésor* des sommes nécessaires à l'achèvement des travaux, sommes qui seraient remboursées au moyen d'annuités égales aux subventions que l'Etat et la colonie s'étaient engagés ou devraient s'engager à servir.

L'exposé des motifs qui précède le projet de la loi qui fut votée le 4 mars 1902, indique en ces termes la situation financière du chemin de fer du Soudan :

« On sait que jusqu'à ce jour, l'Etat et la colonie du Soudan (à laquelle est maintenant substituée celle du Haut-Sénégal et Moyen-Niger) ont respectivement affecté à la construction du chemin de fer deux annuités de 500.000 francs chacune payables pendant 24 ans, de 1899 à 1922 ; 21 annuités resteront à courir au 1^{er} janvier 1902. La subvention de l'Etat a servi à gager en 1899 et 1900, auprès de la Caisse des dépôts et consignations, deux emprunts s'élevant ensemble à 7.700.000 francs et qui pourraient être remboursés par anticipation le 1^{er} janvier 1902, moyennant le versement d'une somme de 7.178.827 fr. 07. De plus, la colonie a engagé des pourparlers avec divers établissements de crédit en vue d'affecter sa subvention à d'autres emprunts : c'est ainsi qu'un prêt de 1.100.000 francs a été consenti en principe par la

Caisse des dépôts, mais cet établissement a subordonné son acquiescement à certaines justifications que la colonie n'a pu encore lui fournir.

D'autre part, des négociations entamées en vue d'un autre prêt de 6.346.111 francs représentant la dépense du programme afférente à l'année 1901, n'ont pu encore aboutir et les entrepreneurs ont dû continuer les travaux sans attendre le règlement partiel de leurs mémoires.

En résumé, la dette de la colonie, du fait de l'entreprise du chemin de fer, se décompose comme suit au 1^{er} janvier 1902 :

Caisse des dépôts et consignations : 7.178.827 fr. 07

Dépenses engagées en exécution du
programme des travaux et arrêtés du
31 décembre 1901 :

Année 1900.	1.100.000 fr.	
— 1902.	6.346.111 »	7.446.111 »
Total		<u>14.624.938 fr. 07</u>

De ce total, il y a lieu toutefois de déduire la somme de 500.000 francs représentant la subvention de la colonie pour 1901 qui n'a pas encore reçu d'emploi.

La dette se trouve ainsi ramenée à 14.124.938 fr. 07.

S'il est important pour la colonie de régulariser en l'améliorant la situation actuelle de l'entreprise, il convient surtout d'assurer l'achèvement de la ligne qui, d'après le programme établi nécessitera de 1902 à 1904 une dépense de 13.687.000 francs.

En vue de faire face à ces dépenses, la colonie du Haut-

Sénégal et Moyen-Niger a offert de verser pendant 24 ans une subvention de 417.000 francs, dont le paiement est d'ailleurs garanti par la colonie du Sénégal, qui a pris en même temps l'engagement de garantir le versement des 21 annuités de 500.000 francs antérieurement consenties par la colonie du Soudan.

Dans ces conditions nous avons pensé que la colonie, aussi bien que l'Etat, trouveraient avantage à ce que le Trésor substituât son crédit à celui de la colonie. A cet effet, le Trésor prêterait à la colonie sans intérêt, le capital nécessaire pour assurer le remboursement de la dette actuelle : 14.124.938 fr. 07 et l'achèvement du programme de 1899 : 13.687.000 francs.

Cette avance serait réalisée au fur et à mesure des besoins ; d'autre part, les annuités versées pour chaque année et représentant les subventions accordées, tant par l'Etat que par la colonie, seraient encaissées par le Trésor et viendraient éteindre progressivement la créance sur la colonie. »

Grâce à ces ressources, les travaux purent être poussés avec activité et malgré les épidémies de fièvre jaune, qui sévirent au Sénégal et au Soudan en 1900 et 1901 et l'absence de crue annuelle du fleuve Sénégal en 1902 qui contrarièrent le cours des travaux, le rail a atteint Koulikoro en novembre 1904 et le chemin de fer a été ouvert à l'exploitation depuis cette date sur une longueur définitive de 555 kilomètres.

Divers travaux complémentaires ont été exécutés au

cours de 1905 et actuellement la ligne est entièrement terminée et en pleine exploitation.

Les résultats connus jusqu'ici laissent croire qu'un avenir brillant est réservé à cette voie ferrée, surtout si on réalise bientôt son raccordement avec la ligne de Dakar à Saint-Louis par l'embranchement étudié de Thiès-Kayes.

Le tableau ci-après, extrait du rapport de M. Gervais, sur le budget du ministère des colonies en 1907, montre la progression régulière des recettes du chemin de fer du Soudan ainsi que celle des dépenses depuis 1899 jusqu'en 1904.

Recettes et dépenses totales du chemin de fer du Soudan de 1899 à 1904 :

Années	Dépenses totales Francs	Recettes totales Francs
1899.	412.306	515.680
1900.	849.606	488.476
1901.	544.102	390.636
1902.	714.724	757.119
1903.	799.861	1.110.003
1904.	1.407 5	1.974.053

Amélioration des voies navigables des fleuves Sénégal et Niger. — Chemin de fer de Thiès à Kayes.

Nous venons de voir au moyen de quelles ressources et avec quelles difficultés avait été construit le chemin de fer du Sénégal au Niger.

Grâce à la création du budget général de l'Afrique occidentale française par le décret du 1^{er} octobre 1902, une ère nouvelle s'ouvre pour le développement économique du Soudan.

Les colonies qui composent le gouvernement général gardent, nous l'avons dit, leur autonomie budgétaire ; chacune d'elles ne supportera que la charge correspondante aux fonds d'emprunts réalisés par elle. Elles verseront au budget du gouvernement général leur part d'annuité, et c'est ce dernier budget qui réunira l'annuité totale.

Ainsi chaque colonie, tout en bénéficiant du développement économique de l'ensemble des travaux exécutés dans toute l'Afrique occidentale ne contribuera à ces dépenses que pour sa part spéciale.

Un premier emprunt de 65 millions a été conclu en 1903. Son but était triple. Il s'agissait, à la fois, d'améliorer l'état sanitaire de la colonie, de lui donner des ports et des voies de pénétration et de convertir les emprunts antérieurs des colonies autres que le Soudan.

En ce qui concerne spécialement cette colonie, une somme de 5.500.000 francs fut allouée pour les études du chemin de fer reliant Kayes à la ligne de Dakar-Saint-Louis et pour améliorer les fleuves du Sénégal et du Niger.

Cet emprunt de 65 millions fut réalisé avec la garantie de l'Etat, car malgré la situation financière assez prospère de l'Afrique occidentale, le public était encore fort

mal renseigné sur l'évolution et la prospérité de ces colonies, aucune d'elles n'ayant jusqu'alors fait appel à lui.

Un nouvel emprunt de 100 millions destinés aux grands travaux publics et réalisé d'après les mêmes procédés fut effectué en 1906. En ce qui concerne le Soudan 2 millions furent consacrés à l'amélioration des fleuves Sénégal et Niger, 13.500.000 francs au chemin de fer de Kayes à Thiès.

Voyons quel était l'état de la question au moment où ces études furent entreprises.

Le prochain achèvement de la voie ferrée de Kayes au Niger rendait, en 1902, tout à fait urgente l'étude approfondie et systématique des conditions de navigabilité des différents biefs du Sénégal et du Haut-Niger. Il est nécessaire, en effet, qu'aux deux extrémités de la voie ferrée, les marchandises puissent affluer aisément, l'aliment principal des recettes de l'exploitation devant être le transit vers le Niger. D'un autre côté, il ne fallait pas tenter un effort disproportionné avec le développement normal du transit.

Quelles que pussent être les améliorations apportées au régime du Sénégal, il était impossible, à moins de dépenses extraordinaires peu en rapport avec la capacité financière de la colonie, de vouloir rendre le Sénégal navigable toute l'année aux navires de haute mer. D'autant plus que l'utilisation forcée de trois voies de communication de nature différente entraîne trois transbordements, ce qui nécessite une perte de temps

considérable, sans compter d'autres inconvénients aussi nombreux que regrettables.

C'est pour remédier à ces multiples inconvénients qu'on a songé à relier directement Kayes à Dakar par une voie ferrée.

D'autre part, à cause du prix très minime des transports fluviaux, il n'est pas douteux que les expéditeurs de Bordeaux ne cesseront jamais de faire remonter jusqu'à Kayes pendant les mois de crue (août à novembre) des vapeurs de 5 mètres et atteignant leur destination sans rompre charge. A cette époque la navigation du Sénégal, sans aucun transbordement, présentera toujours des conditions de bon marché indéniable. Dès lors, il est établi que les études entreprises en vue d'augmenter la durée d'utilisation de la crue garderont leur portée et ne cesseront pas de servir des intérêts permanents. Et s'il est démontré que des travaux élémentaires peuvent notablement améliorer la navigation du fleuve, il serait absurde de renoncer à ce moyen de transport si économique réalisé par les « routes qui marchent ».

La question était complexe et méritait des études approfondies ; elles furent entreprises dès 1902.

Une mission hydrographique fut confiée au lieutenant de vaisseau Mazeran, spécialiste éprouvé en la matière, à laquelle on adjoignit une mission topographique qui fut chargée de déterminer la pente exacte du Bas-Niger.

Les navires à vapeur calant 5 mètres peuvent atteindre

Kayes pendant 3 mois à l'époque des crues ; d'autre part, les cargo-boats calant 3 mètres peuvent en tout temps remonter jusqu'au seuil de Mafou à 325 kilomètres de Saint-Louis. Le vœu unanime des commerçants du Sénégal et du Soudan était d'obtenir par des travaux appropriés une prolongation notable de la durée d'utilisation de la crue, de façon à avoir le plus longtemps possible, un service fluvial ininterrompu entre Kayes et Saint-Louis.

Le 17 novembre 1903, le lieutenant Mazeran adressait au gouvernement un rapport tendant aux conclusions suivantes :

« 1° Nettoyage du fleuve et enlèvement des troncs d'arbres qui encombrent le chenal ;

2° Construction d'un chemin de halage pour les chaulands de commerce ;

3° Balisage du fleuve ; ce travail semble le plus pressé ;

4° Examens à faire subir aux pilotes du fleuve et la délivrance d'un brevet ;

5° Une réglementation sévère pour arrêter le déboisement du Sénégal et des mesures pour assurer le plus rapidement possible le reboisement ;

6° La création d'un service météorologique pour le Sénégal et le Niger comprenant, au minimum, des observations des échelles d'étiage pluviométriques, barométriques et thermométriques ;

7° L'adoption des moyens de transport appropriés au fleuve, tant pour le service des voyageurs que pour le transport des marchandises ;

8° Création à Saint-Louis d'un service de la navigation qui serait chargé de tout ce qui concerne le Sénégal, tant au point de vue technique qu'au point de vue administratif. »

Les études poursuivies depuis cette époque permettent d'affirmer que le seuil de Mafou ne constituerait pas un obstacle réel, et il est à prévoir que la navigation des vapeurs calant 3 mètres pourra être prolongée d'abord jusqu'à Diouldediabé (420 kilomètres de Saint-Louis). La pente du fleuve qu'on s'occupe de déterminer exactement doit être extrêmement faible puisque la marée qui atteint 1 m. 20 à Saint-Louis se fait sentir à près de 450 kilomètres en amont. C'est là un sérieux indice de la possibilité et de l'utilité des travaux de dragage à entreprendre dans ce bief.

Les travaux de balisage ont été poussés avec la plus grande activité, de mars à juillet 1904. 18 tours balises en maçonnerie, hautes de 12 mètres, ont été construites entre Kaëdi et Kayes pour signaler aux navigateurs les pâtés de roches et les barrages les plus dangereux. Des dérochements importants ont été effectués à la dynamite pour supprimer dans les chenaux navigables les têtes de rocs isolés. Le balisage par poteaux indicateurs sur les rives qui comprendra près de 2.000 signaux en fer est complètement achevé dans les cercles de Kayes et de Bakel, c'est-à-dire dans les passages difficiles où des sinistres fluviaux se sont produits les années précédentes.

Il a été dressé par les soins de M. Mazeran une carte hydrographique complète du cours du Sénégal, dont les premières feuilles ont déjà paru. Le dragage des seuils de Todd et de Kermour, qui a dû être entrepris, permettra prochainement de prolonger notablement la durée de la navigation par les bâtiments de haute mer. Enfin, des études minutieuses se produisent en vue de l'augmentation du débit du fleuve pendant une partie de la saison sèche par l'établissement d'un barrage dans son cours supérieur ; en même temps que celle relative à la fixation de l'embouchure du Sénégal et à la suppression de la barre.

Des études analogues se poursuivent sur le Niger ; une carte hydrographique complète a été dressée de Bamako à Ansongo par la mission dirigée par M. Le Blevec. Deux vedettes postales ont été mises en service au début de l'année 1905, et dans un discours prononcé au commencement de 1906, M. le gouverneur général Roume annonçait qu'avant la fin de l'année, un véritable steamer pouvant porter 100 tonnes de marchandises et 40 passagers inaugurerait un service régulier, de sorte qu'à l'époque des hautes eaux du Sénégal, Tombouctou serait à 8 ou 9 jours de Dakar, à 16 ou 17 jours de France, alors qu'en 1894 on mettait normalement 3 mois pour aller de Tombouctou à Bordeaux.

Chemin de fer de Thiès-Kayes. — Pour remédier aux multiples inconvénients occasionnés par les trois trans-

bordements dont j'ai parlé précédemment, des études ont été faites pour relier directement Kayes à Dakar par une voie ferrée. La mission spéciale qui en était chargée a reconnu que le terrain se prêtait parfaitement à l'établissement d'un chemin de fer et que la dépense kilométrique ne dépasserait certainement pas 75.000 francs, soit une dépense totale de 50 millions.

Le tracé étudié qui aurait 670 kilomètres de long environ, part de Thiès station de la ligne de Dakar, se dirige d'abord vers l'est à travers les plaines fertiles du Baol, puis s'infléchit vers le sud-est pour contourner le désert du Ferlo. Il franchit la vallée du Saloum, chemine quelque temps dans la vallée de la Gambie, puis obliquant vers le nord-est il atteint la ligne de partage des eaux et redescend dans la vallée du fleuve Sénégal, qu'il rejoint à Ambidedi pour le côtoyer jusqu'à Kayes.

En raison de l'intérêt considérable que présente cette ligne, non seulement au point de vue des communications avec le Soudan, mais aussi à celui de l'exploitation des régions productives du Baol et du Saloum, des pourparlers ont été engagés avec la compagnie du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis, pour la construction d'une section de 140 kilomètres de Thiès à N' Gahaye. Les pourparlers n'ont eu aucune suite, mais l'administration n'a pas perdu de vue cette importante question. Dans la séance du 8 mai 1906 de la session extraordinaire du conseil du gouvernement de l'Afrique occidentale, M. le gouverneur général Roume s'exprimait ainsi à ce sujet :

« Si, obligés d'établir un ordre de priorité (entre les travaux publics) nous sommes amenés à ajourner la construction totale et de bout en bout de cette voie ferrée, nous n'en reconnaissons pas moins qu'elle devra s'effectuer dans un avenir que je souhaite le plus rapproché possible et nous avons envisagé les mesures propres à préparer et à faciliter cette solution. Tout d'abord, nous proposons d'exécuter le tronçon de 42 kilomètres de Kayes à Ambidedi qui longe la partie du fleuve Sénégal, dont l'amélioration est la plus difficile, en raison des nombreux rapides qui en obstruent le cours ; une prévision de 3.500.000 francs est inscrite à cet effet.

« En outre, sur le nouvel emprunt de 100 millions une somme de 10 millions est affectée à l'établissement de la section Thiès-N'Gahaye ; la colonie se chargerait donc directement de la construction. »

Routes terrestres du Soudan .

Les efforts de l'administration ont porté non seulement sur l'achèvement du chemin de fer, mais aussi sur l'amélioration des voies de communication. Grâce à des crédits annuels d'environ 100.000 francs il a pu être ouvert depuis 5 ans des routes nouvelles, notamment dans l'ancien deuxième territoire.

Les principales routes carrossables sont : la route de Kayes à la Falémé ; l'ancienne route des convois qui longe presque partout le chemin de fer, les routes de Kita à Nioro et à Siguiri ; de Bamako à Banamba, Se-

gou, Sikasso, Bougouni et Siguiri ; de Segou à San, Koutiala, Sikasso ; de Sikasso à Bobo-Dioulasso.

Malheureusement, l'entretien de ces routes coûte fort cher. N'étant pas empierrées l'abondance des pluies de l'hivernage les ravine et beaucoup de ponts en bois, établis sur des marigots torrentiels, sont emportés.

Il n'est pas de cercles ou de localités, où n'existent pas encore de routes proprement dites, qui ne soient reliés par une piste assez large et bien entretenue. Les moyens de communication sont rendus ainsi faciles dans toute l'étendue de la colonie.

Travaux publics à entrevoir pour l'irrigation du Soudan.

Nous avons exposé au chapitre premier les mouvements de la crue du Niger et indiqué comment le Djoliba fertilise ses bords et les irrigue à la saison des pluies. De ce fait, les cultures sont mises à l'abri de la sécheresse, d'abord par les tornades, ensuite, par les travaux d'endiguement.

Voici comment « Nautilus » a exposé dans le *Bulletin du Comité de l'Afrique française* les travaux qui pourraient être entrepris dans l'avenir pour permettre des irrigations artificielles :

« 1^o Il existe à Manambougou et Sotouba, en aval et à quelques kilomètres de Bamako, des rapides, qui aux hautes eaux, favorisent l'écoulement de la masse aquatique ; mais aux basses eaux (nous envisageons l'avenir) il est certain que des barrages organisés comme ceux d'As-

souan et du Bas-Nil peuvent permettre des irrigations artificielles, comme il vient d'être fait en Egypte par les Anglais. Il est certain qu'en réglant le débit à Manambougou vers la mi-décroissance de la crue, c'est-à-dire en décembre, on peut inonder certaines régions en aval et irriguer des cultures en amont des rapides. De plus, un mécanisme analogue appliqué en amont de San, produirait les mêmes effets sur le Bani.

« 2° Quant à l'Issa-Ber, il est possible de régler son débit d'une façon plus régulière encore. Il existe, en un point nommé Tondiferma, à 120 kilomètres en amont de Kabara, un seuil rocheux qui peut servir de base à tout un système d'écluses, en sorte que les masses d'eau libérées par le condenseur lacustre qui propage son maximum fin décembre à Kabara pourraient avoir leur débit réglé par ce barrage, en agissant sur les écluses vers les premiers jours de février, époque où la crue est à mi-chemin entre son maximum d'étiage et les basses eaux. On réglerait ainsi les irrigations du bief Debo-Ansongo.

« 3° Quant au bief Ansongo-Sorbo qui est certes le plus peuplé, le plus productif et le plus riche de l'Issa-Ber, il faudrait organiser au rapide de Labezenga un barrage, qui, fonctionnant à la fin de février, mettrait à sec le bras gauche du fleuve en ce point (bras Aoussa) et rejetterait l'eau dans le bras droit. En pratiquant une brèche très nettement indiquée pour la navigation dans le banc de roches qui forme la chute, on diminuerait du même coup la masse d'eau qui passe par dessus, et enfin des vannes

aménagées en certains points de cet obstacle permettraient et faciliteraient la navigation et l'irrigation dans tout le bief aval, mais ce ne sont là que des indications pour l'avenir. »

Voies ferrées des colonies côtières.

Le gouvernement général de l'Afrique occidentale française comprend quatre colonies côtières : le Sénégal, la Guinée, la Côte d'Ivoire et le Dahomey, séparées les unes des autres sur le littoral par l'interposition de colonies étrangères, mais qui ont toutes un hinterland commun constitué par le bassin du Niger depuis sa source jusqu'à son entrée dans le territoire britannique de la Nigeria.

Au moment de réaliser l'emprunt de 1903, en dehors du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis en exploitation depuis longtemps, le chemin de fer de Kayes au Niger était sur le point d'être achevé, tandis que la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Dahomey, n'avaient encore aucune voie d'accès, même imparfaite, même rudimentaire.

Aussi l'effort principal du gouvernement général se porta-t-il sur ces trois colonies dès que notre prise de possession en fut assez complète.

L'objectif qui se présentait avec évidence, consistait à faire partir d'un point convenablement choisi du littoral de chacune de ces colonies côtières une ligne de pénétration aboutissant au Niger.

Un crédit de 17 millions de francs a été ouvert sur

l'emprunt de 1903 à la ligne de Guinée qui doit aller de Konakry à Kouroussa. A la date du 1^{er} janvier 1906, cette ligne comptait 153 kilomètres ouverts à l'exploitation jusqu'à Kindia. Sur l'emprunt de 1906, une somme de 30 millions est allouée pour l'achèvement de cette ligne.

Le problème fondamental sera ainsi résolu pour la Guinée ; il se pose dans des termes presque identiques pour la Côte d'Ivoire ; là au lieu d'un massif montagneux difficile, c'est l'épaisse forêt équatoriale qui oppose son obstacle plus grand encore à la pénétration vers l'intérieur.

La Côte d'Ivoire dont le sol présente cependant tant de ressources et de si variées resterait vouée à la stagnation et à la barbarie si cet obstacle n'était pas surmonté. Grâce au crédit de 10 millions inscrit au programme de 1903, le rail s'enfonce jusqu'à près de 100 kilomètres dans la forêt ; un crédit de 22 millions de francs est employé à la prolongation de cette voie ferrée pour sortir de la forêt dense, traverser le très intéressant pays Baoulé, atteindre enfin les pays Mandés, mettant ainsi en communication avec le littoral le cœur même de la boucle du Niger. Partant de Bingerville, cette voie ferrée se dirige dans la direction de Kong.

Au Dahomey, la question de la pénétration dans l'hinterland, si importante qu'elle soit, s'impose avec moins d'urgence qu'à la Guinée et à la Côte d'Ivoire ; c'est qu'en effet, si le tracé de la ligne projetée aboutit au Niger, il

ne l'atteint que près du point où le grand fleuve quitte notre territoire et les régions qu'elle est appelée à desservir sont loin de présenter la même valeur économique que celles de l'intérieur de la boucle du Niger.

Le 1^{er} janvier 1906, la longueur de cette voie ouverte à l'exploitation atteignait le kilomètre 200. Une somme de un million est consacrée à l'achèvement de la ligne jusqu'à Savé, de manière à permettre de desservir une région intéressante tant au point de vue de la production cotonnière qu'à celui de l'élevage.

Chemins de fer à prévoir.

Les lignes déjà construites et celles en projet constituent l'amorce d'un réseau assez important, puisque l'ensemble de ces lignes n'atteint pas moins de 2.400 kilomètres de longueur. On peut concevoir ensuite un complément de ces réseaux dont M. Bourrat, député, a tracé un programme complet dans son rapport des chemins de fer coloniaux de 1905. Naturellement il ne pourra être établi que progressivement et dans un avenir plus ou moins éloigné. Les grandes lignes sont les suivantes :

Ligne de Dakar à Saint-Louis ;

Ligne de Dakar à Koulikoro par Thiès, Kayes et Bamako ;

Ligne de Konakry, Kouroussa, Sikasso, Karimana, Paouignian et Kotonou ;

Ligne de Bingerville, Ery-Macougnié, Kong et Sikasso.

C'est là évidemment une œuvre immense, qui ne peut être réalisée que dans un délai fort long et avec une suite d'efforts considérables liés les uns aux autres, en ce sens que chacun d'eux bénéficiera de l'expérience obtenue dans le précédent.

Une vue d'avenir.

Nous avons vu, au cours de cette étude, les efforts considérables faits pour assurer le développement de la colonie et les résultats déjà atteints.

Les budgets progressent d'année en année et tout permet d'espérer que cette progression ne fera que croître dans l'avenir. Elle sera la conséquence de l'ouverture plus complète du Soudan au commerce général.

M. le gouverneur général Roume, dans la séance du conseil de gouvernement du 8 mai 1906, a exposé comment il envisageait l'avenir de nos colonies de l'Afrique occidentale française et en particulier celui du Soudan. Je ne puis mieux faire pour terminer cette étude que de citer ses propres paroles :

« Jusqu'à présent, le mouvement des échanges se bornait nécessairement d'une part aux produits agricoles récoltés dans une zone côtière relativement peu étendue, et, d'autre part aux produits venant de l'intérieur d'une valeur élevée sous un faible volume, tels que le caoutchouc et l'ivoire, les seuls qui fussent en état de supporter les frais énormes et les difficultés de toute sorte de

transport. Désormais, ce sera la masse des produits agricoles provenant de régions immenses qui viendra alimenter le commerce ; ce n'est pas là, Messieurs, une simple vue de l'esprit, une prévision théorique ; elle commence déjà à être corroborée par les faits. Depuis l'achèvement, qui ne date que de la fin de 1904 du chemin de fer de Kayes au Niger et malgré l'imperfection trop grande des moyens de transport à partir de Kayes, les produits de la vallée du Niger commencent à affluer vers le littoral. Dans son dernier rapport économique, M. le lieutenant gouverneur du Haut-Sénégal et Niger me signale le fait tout à fait caractéristique et de la plus haute portée, que les principales maisons sénégalaises ont fait des achats importants d'arachides en vue de l'exploitation et que 6.000 tonnes de cette graine attendent à Kayes, dans les grands halls qu'on vient de construire en vue de ce commerce, les grands bateaux de mer. Pour la première fois donc, ajoute-t-il, les maritimes ne partiront plus sur lest, nous aurons à leur donner un fret de retour, et il est permis d'escompter que cette exportation va s'accroître d'année en année. Le même mouvement se produit pour le riz dans la vallée du Niger qui alimente déjà Kayes et quelques cercles du Sénégal et bientôt Saint-Louis même et le Sénégal maritime. L'exportation si intéressante du coton, celle des bestiaux, du karité s'accroissent ; il en sera sans doute prochainement de même de la laine du Macina. »

A la suite de ces constatations M. Ponty conclut ainsi :

« On peut dire que grâce à l'outillage économique dont la colonie commence à être dotée, une ère d'activité et de prospérité s'ouvre pour notre jeune colonie. Le service de navigation à vapeur qui doit bientôt fonctionner régulièrement sur le Niger permettra de transformer les rives de notre grand fleuve en une rizière tandis que les champs de coton fructifieront en arrière, et que tous les produits jadis inutilisés par suite des difficultés de transport viendront s'entasser aux escales pour partir vers l'Europe. »

Vu :

Le Président de la Thèse,
LÉON LESEUR.

Vu :

Le Doyen,
CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

Bulletin du Comité de l'Afrique française.

Bulletin officiel du ministère des colonies.

Ballieu. — Notice agricole, industrielle et commerciale sur le Soudan français.

Calmel. — Le chemin de fer du Sénégal au Niger.

Camille Guy. — Les résultats géographiques et économiques des explorations du Niger.

De Trentinian. — Instructions à l'usage des commandants de régions et de cercles.

Gervais (Député). — Annexe au rapport fait au nom de la commission du budget chargée d'examiner le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1907 (ministère des colonies).

Yves Henri. — La question colonnière en Afrique occidentale française (1906).

— Le caoutchouc en Afrique occidentale française (1906).

H. Lorin. — La France puissance coloniale.

— L'Afrique à l'entrée du xx^e siècle.

Journal officiel du Haut-Sénégal et Niger.

La Quinzaine coloniale.

Leroy-Beaulieu. — De la colonisation chez les peuples modernes.

Marcel Dubois et **Auguste Terrier.** — Un siècle d'expansion coloniale.

Nautilus. — Le Soudan et la question cotonnière.

Notice sur le Haut-Sénégal et Niger, publiée par le gouvernement général de l'Afrique occidentale française.

Revue politique et parlementaire (année 1904).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
CHAPITRE PREMIER. — Description géographique . . .	9
Ce qu'était une carte de l'ouest africain il y a une trentaine d'années. — Aperçu général de la nature du Soudan. — Orographie. — Hydrographie. — Régime particulier du cours du Niger. — Climat. — Races. — Religions.	
CHAPITRE II. — Conquête	28
Faidherbe conçoit le premier l'idée de la pénétration du Sénégal vers le Niger. — Sa politique de pénétration. — Conquête de 1870 à 1890. — L'expansion de 1890 à 1894. — De 1895 à 1900, chacune de nos colonies s'efforce d'étendre son arrière-pays dans l'intérieur de la boucle du Niger. — Conventions du 23 juillet 1897 avec les Allemands, du 14 juin 1898 avec les Anglais.	
CHAPITRE III. — Organisation politique, financière, administrative	52
Etude critique des décrets concernant l'organisation politique du Soudan. — Décret du 20 novembre 1882 sur le régime financier des colonies. — Loi du 13 avril 1900. — Budget de l'Etat. — Système de ravitaillement employé au Soudan. — Budget local du Soudan. — Principales recettes du budget local. — Organisation administrative. — Territoires et cercles.	
CHAPITRE IV. — Production du sol et du sous-sol. — Développement économique	88
Gisements minéraux. — Elevage. — Céréales. — Produits d'exportation. — Mise en valeur de la colonie. — Etude du	

procédé des grandes concessions. — Méthode de colonisation aujourd'hui appliquée. — Conservation et développement de la race indigène au point de vue physique, intellectuel et moral. — Développement de l'habileté professionnelle agricole de l'indigène. — Exploitation du caoutchouc. — Culture du coton.

CHAPITRE V. — Travaux publics. 143

Construction de la voie ferrée de Kayes au Niger. — Amélioration de la navigabilité des fleuves Sénégal et Niger. — Chemins de fer de Thiès à Kayes. — Routes de terre. — Travaux d'irrigation à prévoir. — Etat des voies ferrées des colonies côtières de l'Afrique occidentale. — Voies ferrées à construire dans l'avenir au Soudan. — Une vue d'avenir.

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
